

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

Mémoire de Fin de Cycle

En vue de l'obtention du diplôme

MASTER en Sciences Economiques

Option : « Economie Industrielle »

Thème

*La contribution du secteur industriel à la croissance économique
en Algérie*

Préparé par :
M^{lle} YAHIAOUI Baya

Dirigé par :
Dr. SEBTI Raja

Membres de Jury :
Président : Dr. DJENANE Sidali
Examineur : Dr. MAHOUI Karim
Rapporteur : Dr. SEBTI Raja

Année universitaire : 2020/2021

Dédicace

Je dédie ce travail :

A ma chère mère,

A mon chère père,

Qui n'ont jamais cessé, de formuler des barrières à mon égard, de me soutenir et de m'épauler pour que je puisse atteindre mes objectifs.

A mes frères et ma sœur ainsi à toute ma famille et à tous ceux qui me sont chers.



Remerciements

Au début on remercie dieu le tout puissant de nous avoir donné la santé et la volonté d'entamer et de terminer ce mémoire.

On tient à remercier tout particulièrement notre encadrant Madame SEBTI RAJA pour nous avoir suivis et conseillés tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Ce mémoire n'aurait jamais pu voir le jour sans le soutien actif des membres de notre famille. Surtout nos parents qu'ils nous ont toujours encouragé moralement et matériellement et à qui on tient à les remercier.

Enfin on tient à exprimer vivement nos remerciements avec une profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à sa réalisatio

Liste des abréviations :

ARDL : AUTOREGRESSIVE DISTRIBUTEDLAG/ARDL.

BTPH : Société de bâtiments, travaux public et hydraulique.

BTP : bâtiment et travaux publics.

CF : Consommation finale.

DEA : Analyse de l'enveloppement des données.

FMI : Fonds Monétaire International.

FBCF : Formation Brute de Capitale Fixe.

GSE : Gestion Socialiste des entreprises.

INSEE : Institut National de la Statistique et des études économiques.

IPPI : l'indice des prix à la production industrielle.

MENA : Middle East and North Africa.

MCE : mécanisme de correction d'erreurs.

M : Importation.

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

OMC : Organisation Mondiale du Commerce.

ONS : Office Nationale des Statistiques.

OGB : Oxford Business Group.

PIB : Produit Intérieur Brute.

PME : Petites et moyennes entreprises.

PMI : Petites et moyennes industries.

PAS : Programme d'ajustement structurel.

PNB : Produit National Brut.

PED : les pays en développement.

PPA :La parité de pouvoir d'achat.

TOUV : Taux d'ouverture.

TEA : taux d'activité Entrepreneuriale.

USD : United States dollar.

VA : Valeur Ajoutée.

VS : Variation de stock.

X : Exportation.

ZI : zone industrielle.

Sommaire :

Introduction générale.....	01-04
Chapitre 01 : Généralités sur l'industrie.....	05-18
Section 1 : L'industrie : définition, types et classification.....	05
Section 2 : La réalité du secteur industriel en Algérie.....	14
Chapitre 02 : Les fondements théoriques de la croissance.....	19-49
Section 1 : Les concepts de base de la croissance économique.....	19
Section 2 : Les théories de la croissance économique	30
Section 3 : La transition vers la croissance moderne.....	39
Chapitre 03 : Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne	50-70
Section 1 : Aperçu historique sur l'industrie en Algérie.....	50
Section 2 : Structure du tissu industriel Algérien.....	59
Conclusion générale.....	71-73

Introduction générale

Au 19^{ème} siècle, l'Europe et les États-Unis connaissent de grandes transformations économiques et sociales. C'est à cette époque que les chemins de fer (et les premières locomotives fumantes) apparaissent, au même titre que voit le jour le télégraphe, le téléphone, et les journaux bon marché qui font circuler plus vite les idées et les nouvelles. La croissance spectaculaire des villes fait de cet âge industriel une époque prodigieuse.

La première révolution industrielle reposait sur l'utilisation de l'eau et de la vapeur pour mécaniser la production, la seconde préconisait l'utilisation de l'énergie électrique pour intégrer la production de masse, alors que la troisième apportait une réponse aux crises économiques et énergétiques par le nucléaire et l'automatisation de la production industrielle, et enfin la quatrième révolution industrielle est au cœur de notre environnement en s'appuyant sur la révolution numérique survenue depuis le milieu du siècle dernier. En effet, l'avènement d'Internet a engendré par la suite l'apparition de la technologie de numérisation permettant de piloter le monde physique à partir du virtuel.

Le rythme de développement différencié des différents pays a levé davantage les obstacles après et pendant la période de la révolution industrielle a éclaté et a continué à combler l'écart grandissant. Depuis, l'industrie occupe la première place et se revendique comme un levier le développement économique de divers pays. L'industrie est désormais considérée comme la voie privilégiée de progrès et de développement. Il y a partout des aspirations audacieuses à l'industrialisation. Les pays en développement (PD) ont été les derniers pays à atteindre la région, mais leur indépendance a exprimé une volonté positive de développement, débouchant sur une série de stratégie de développement basée sur l'industrialisation.

L'Algérie était parmi les (PED) qu'après son indépendance et dans le but d'établir une économie indépendante permettant le développement dans tous les domaines menant le pays à une aisance socioéconomique, avait fait des choix reposaient sur l'idéologie socialiste — bien loin de la politique coloniale — marquée par un sentiment national légitime exacerbé s'est traduit par sa stratégie d'industrialisation.

Dans ce contexte, l'abondance et la diversité des matières premières énergétiques créent un climat propice au développement de plusieurs types d'industries lourdes telles que : la sidérurgie (fer) produits pétrochimiques (hydrocarbures). Selon lui, l'industrie lourde a toujours été la pierre angulaire de la stratégie d'industrialisation de l'Algérie. Surtout dans l'industrie sidérurgique et l'industrie pétrochimique occupent la plus grande part.

Introduction générale

Le secteur pétrolier et gazier est devenu l'épine dorsale de l'économie algérienne et continuera de l'être ; représente près de 98 % en 2012 des exportations contribuent donc à 50 % du PIB, la croissance est liée aux vastes ressources pétrolières et gazières consommables du pays. Dans ces circonstances les hydrocarbures algériens sont similaires à la langue parlée par Escopé ; le meilleur et le pire. Ainsi, l'importance de ces revenus locatifs pétroliers met l'Algérie en otage d'hydrocarbures. Dans ces conditions, il est absolument indispensable de penser à préparer l'avenir de l'Algérie après le pétrole... ! Par la recherche d'autres revenus hors hydrocarbure des ressources alternatives renouvelables comme disait Gérard Lambert le fondateur et le directeur de SOCIAD (la société de conseil, d'expertise et d'assistance aux entreprises) sur l'Algérie ; « Avoir du pétrole ne doit pas empêcher d'avoir des idées ».

En outre, cette stratégie industrielle qui a été adoptée à engendrer plusieurs problèmes ; l'exode rural massif, l'urbanisation extensive et la pollution en excès, aux villes algériennes notamment les villes du littoral. Ces dernières sont connues par leurs plages magnifiques ainsi que leurs richesses forestières et leurs terres agricoles de bon rendement qui sont en général exploitées avec un gaspillage et sans planification adéquate par les ZI.

L'industrie de par son rôle dans la création de l'emploi et la diffusion de l'innovation constitue un vecteur important et demeure un des enjeux majeurs, notamment dans l'accroissement de la capacité de la compétitivité et le pouvoir de négociation de la Nation en général et les entreprises en particulier. Néanmoins, Il est difficile d'entreprendre dans un contexte où la liberté d'entreprendre et la situation économique générale ne sont pas optimales. L'Algérie est plombée par une série de problèmes structurels et conjoncturels d'importance : une économie au ralenti, reposant essentiellement sur l'extraction des hydrocarbures ; un chômage élevé, surtout chez les jeunes ; une bureaucratie lourde au sein de laquelle on perçoit des relents de corruption...Face à ces enjeux de taille, l'entrepreneuriat dans ce pays reste alors un défi majeur.

Insignifiant durant la période coloniale alimenté progressivement par les commerçants et artisans, le secteur privé algérien va connaître une dynamique appréciable surtout dans la petite et moyenne industrie du textile, confection, cuir et agro-alimentaire tout juste après l'indépendance jusqu'en 1972-1973. Pour ensuite connaître un net ralentissement mais surtout en consolidant ses positions vers les années 1980. Après cette date, le secteur privé industriel prend assise et va se développer progressivement pour s'éclater et se libérer de

Introduction générale

manière anarchique à partir de 1990. Aujourd'hui encore le secteur peine toujours à se développer.

L'intérêt de notre travail est de :

- Déterminer les caractéristiques du tissu industriel algérien.
- Déterminer les obstacles au développement du secteur industriel.
- Déterminer la relation entre le secteur industrielle et la croissance économique.

Et notre question principale dans ce travail : Est-ce que le secteur industriel contribue à la croissance économique en Algérie ?

De cette question principale découlent plusieurs questions subsidiaires :

- Est-ce-que la libéralisation du commerce extérieur de l'Algérie est imposée ou non ?
- Quel est l'impact de l'ouverture commerciale sur le secteur industriel en Algérie à court et à long terme ?

Pour y répondre, nous proposons de vérifier les hypothèses suivantes :

Hypothèse (1) : l'ouverture commerciale peut être imposée pour l'Algérie.

Hypothèse (2) : le secteur industriel peut avoir un effet sur la croissance économique.

Hypothèse (3) : le taux d'ouverture commerciale a un impact positif sur la valeur ajoutée de secteur industriel en Algérie à court et à long terme.

Le présent travail est structuré en trois (3) chapitres :

Chapitre porte sur la présentation des généralités sur l'industrie, nous tenterons dans ce chapitre de mettre en avant un état des lieux de la question de l'industrialisation algérienne, quant au second, il sera consacré à la croissance économique ; nous allons présenter dans ce chapitre : les théories de croissance économique ; la transition vers la croissance moderne, et enfin, on termine par un troisième chapitre qui traite une étude analytique sur le secteur industriel en Algérie. Dans ce chapitre, nous présenterons les différentes étapes du développement de l'industrialisation de l'Algérie, des origines à nos jours, tirer ses différentes politiques que le pays a adopté par son plan national de développement économique ; le modèle d'industrialisation adopté, les facteurs de son choix ; ses effets positifs et négatifs pour déterminer l'évolution des intérêts nationaux et l'évaluation de l'expérience de l'industrie et de l'industrialisation de l'Algérie.

Introduction générale

Pour mener à bien cette étude, on a recouru aux approches suivantes :

- **Méthode descriptive :**

Afin d'éclaircir le lecteur sur le sujet de notre recherche, on a adopté la méthode descriptive qui nous permettra de décrire le concept de l'industrialisation. Ainsi que, les différentes théories de la croissance économique, en se référant à une littérature variée.

- **Méthode historique :**

Elle nous a permis de connaître l'historique de l'industrie Algérienne.

- **Méthode analytique :**

Afin d'orienter notre étude et d'apporter les éléments de réponse à notre problématique, on a choisi d'adopter l'approche analytique qui nous a servi à interpréter les données recueillies. Le choix est justifié par la nature de notre travail qui consiste à analyser l'impact du secteur industriel sur la croissance économique, en se référant au cas algérien. Elle a été utilisée dans l'analyse des rapports financiers et de divers documents de la Banque d'Algérie et de l'ONS.

Introduction

L'industrie est l'une des activités les plus importantes que l'Algérie cherche à réaliser. Le but fondamental de sa période de développement.

L'industrie de par son rôle dans la création de l'emploi et la diffusion de l'innovation constitue un vecteur important et demeure un des enjeux majeurs, notamment dans l'accroissement de la capacité de la compétitivité et le pouvoir de négociation de la Nation en générale et les entreprises en Particulier.

Dans la première section de ce chapitre, nous présenterons la définition de l'industrie, les types et la classification des biens et services industriels, la seconde section, quant à elle, elle portera sur les marchés industriels et la réalité du secteur industriel en Algérie.

Section 01 : L'industrie : définition, types et classification**1.1 Typologie des biens et services industriels****1.1.1. Définition**

Selon Phillip MALAVAL¹, « *Les biens industriels, dans leurs acception la plus large, comprennent l'ensemble des biens, produits ou services fabriqués et vendus par des entreprises à d'autres entreprises industrielles, organismes ou professionnels. Ainsi, les biens industriels s'adressent-ils aussi bien aux producteurs, aux transformateurs, aux assembleurs, aux assembleurs incorporateurs, aux distributeurs, aux fabricants de produits semi-finis, aux extracteurs de matières premières et aux prestataires de services* ».

(Latin : industria, activité) C'est l'ensemble des activités économiques qui produisent des biens matériels par la transformation et la mise en œuvre de matières premières².

1.1.2. Les types de produits et services industriels

¹ P.MALAVAL, « **Marketing business to business** », éditions Public-Union, Paris, 1996, P29.

² Larousse, Dictionnaire français, disponible sur le site : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/français/industrie/42741>. (Consulté le 24/06/2021)

1.1.2.1. Les matières premières

Les matières premières sont essentiellement distinguées par leurs origines :

- Origine minérale : minerais, métaux ferreux et non ferreux, calcaire, gypse, granit, sable...
- Origine végétale : coton, betterave à sucre, céréales...
- Origine animale : laine, peaux, viande, poisson...

Elles sont achetées par des industries de première transformation, et leurs caractéristiques techniques sont définies à l'avance.

En conséquence, un certain nombre de matières premières sont d'une grande importance stratégique, soit en raison de leur utilisation dans l'armement et dans les technologies de pointes : ce si concerne les matériaux rares ; soit en raison de leur localisation dans des pays instables politiquement, c'est le cas du sucre par exemple.

1.1.2.2. Les biens d'équipement lourds

On peut citer par exemple : les turbines des centrales hydro-électriques, les réacteurs des centrales nucléaires, les centrales à béton, les grues, les locomotives et les trains de laminoirs de la sidérurgie.

Le marché des biens d'équipements lourds est très concurrentiel, en vue des exigences sur les caractéristiques des produits établis sur un cahier des charges.

1.1.2.3. Les biens d'équipement légers

Sont appelés également biens d'équipement complémentaires, il s'agit de petits appareils (moteurs électriques), d'équipements et de mobilier de bureau, de machines, d'outillage à mains, de matériel de manutention.

La clientèle de ces produits est très nombreuse, dispersée, hétérogène, et la concurrence est très vive.

1.1.2.4. Les produits intermédiaires, les demi-produits incorporés, les produits semi-ouvrés

Leur caractéristique principale est d'entrer de manière définitive dans la fabrication d'un produit, sans qu'on puisse les récupérer dans leur état initial.

On peut citer par exemple, les barres de fer pour le béton armé, les profilés d'aluminium ou de fer pour les huisseries métalliques.

Ces produits intermédiaires ne sont pas identifiables dans le produit final.

Ils sont vendus directement par le producteur aux gros clients.

1.1.2.5. Les composants, les accessoires, les éléments d'assemblage et sous-ensembles

On peut les classer de la manière suivante :

- Composants élémentaires : remplissant une fonction non décomposable, comme les agrafes, les vis, les boulons...
- Composants complexes : comme les boîtes de vitesses, les soupapes, les pompes à injection, les condensateurs...
- Composants standards : sont vendus à toutes les branches industrielles, comme les vis et bouchons,
- Composants spécifiques : sont vendus à une branche industrielle spécifique pour des besoins particuliers.
- Exemple : essuie-glaces pour les véhicules automobiles,
- Composants complexes autonomes : avec leur assemblage ils aboutiront à un équipement original.
- Exemple : assemblage d'un moteur diesel avec un réducteur, un mélangeur et une bande transporteuse.

Ces composants sont vendus directement par le producteur aux gros clients et utilisateurs qui sont très nombreux et dispersés.

1.1.2.6. Les biens de consommations pour l'industrie

En plus des produits que l'industrie incorpore dans ces fabrications, elle consomme des matières qui se détruisent dans le processus de fabrication.

Ces matières se résument en :

- Les fournitures d'exploitation : les lubrifiants (huiles et graisses), les carburants (essence, gas-oil, charbon), les fluides de coupe (pour le refroidissement des outils et leur préservation) ;
- Les fournitures d'entretien : peinture, détergents pour le nettoyage.

Le marché de ces produits est très vaste et atomisé, ils sont vendus parfois directement par le producteur, mais plus souvent par les négociants techniques pour des raisons de commodité : facilité et rapidité d'approvisionnement.

1.1.2.7. Les services industriels

Les services industriels sont classés comme suit :

- Les services de conseil : juridiques, fiscale organisation ;
- Les services d'ingénierie : pour optimiser les investissements, les processus techniques et les méthodes de gestions ;
- Les services d'entretien : réparation du matériel ou nettoyage des locaux ;
- Les contrats d'assurance, de transport et de leasing.

Toutes les entreprises, quelle que soit leurs tailles peuvent y avoir recours soit ponctuellement pour besoin, faute de moyens, soit de façon permanentes pour un besoin de grande importance.

1.1.3. Classification des biens industriels

Après la citation des types de biens et services industriels, on peut les classer sous forme de groupes :

1.1.3.1. Les biens de production

Qui représentent l'outil de travail (machines...) et constituent un investissement parfois très lourd de la part des entreprises.

1.1.3.2. Les biens de transformation

Dont les matières premières, les produits intermédiaires, les demi-produits incorporés, les produits semi-ouvrés, les composants, les accessoires, les éléments d'assemblage et les sous-ensembles.

Ces biens sont soit livrés à l'utilisateur final, soit achetés une autre fois par une autre entreprise de transformation qui va les introduire dans ses propres fabrications.

1.1.3.3. Les biens de consommation

Comme par exemple, les graisses, les combustibles, les détergents ...que les fabricants vont user et détruire au cours du processus de leurs activités.

1.1.3.4. Les services

On peut citer les services d'entretien d'ingénierie, de conseil...

2.2. Caractéristiques des marchés industriels

2.2.1. Définition

*« Le marché des entreprises également appelé marché **Business to Business** ou marché industriel, se compose de toutes les organisations qui acquièrent des biens et services en vue de produire d'autres biens et services fournis à autrui »³.*

En d'autres termes, dans le marché industriel, le producteur ou vendeur et l'acheteur sont des entreprises ou organisations engagées dans la production de biens ou de services qui sont vendus à d'autres organisations.

Ainsi, le marché des entreprises englobe différents secteurs d'activités, on trouve les entreprises agricoles, forestières et minières, les industries de la pêche, du bâtiment, les

³ P.KOTLER et B.DUBOIS, « **Marketing management** », éditions Public-Union, 10^{ème} édition, Paris, 2000, P224.

sociétés de transport, de communication, ainsi le domaine des banques, des finances, de l'assurance et les sociétés de services.

Section 02 : Les marchés industriels

2.2. Typologie des marchés industriels

2.2.1. Le marché concurrentiel

La concurrence parfaite dans un secteur d'activité existe lorsque les sociétés (acheteurs et vendeurs) sont très nombreux et où l'entrée de nouvelles sociétés est facile et qui n'ont pas d'influence l'une sur l'autre, mais elles réagissent aux conditions générales du marché.

2.2.2. Le monopole

Du point de vue de l'acheteur, il se caractérise par une seule société qui domine l'offre, un seul fournisseur qui fabrique un produit (ayant une avance technologique par exemple), le produit est dit en «*mono source*».

2.2.3. L'oligopole

C'est la situation intermédiaire entre la concurrence parfaite et le monopole. La concurrence se caractérise par une certaine dépendance entre les fournisseurs qui exercent dans une aire géographique déterminée et qui se connaissent généralement bien.

2.2.4. Le marché atteint de viscosité

Ce type de marché se caractérise par le fait que l'acheteur s'est placé dans l'obligation de s'approvisionner auprès d'une seule source ou d'un seul fournisseur, malgré l'existence de la concurrence. Les raisons de la viscosité des échanges sont liées :

- Soit au produit : par exemple, suite du choix d'un comportement *High-tech* en début de vie.
- Soit à la politique d'achat de l'entreprise : partenariat ou mise en concurrence.

- Soit à la politique générale de l'entreprise : homogénéité des équipements et investissements.

- Soit à des achats à trop court terme, et c'est le cas le plus classique.

2.3. Caractéristiques des marchés industriels

Les marchés industriels actuels sont caractérisés par des changements rapides de leurs structures, de la disparition de certaines industries et l'apparition d'autres industries plus modernes et plus sophistiquées, avec une durée de vie des produits qui se voit de plus en plus réduite, en plus de la rareté des matières premières et des sources d'énergies, ce qui engendre une concurrence extrêmement forte et agressive.

La diversité des biens industriels contribue à la diversité des marchés industriels, qui se décomposent en marchés locaux, régionaux ou internationaux, qui se caractérisent globalement par :

- **Des marchés qui changent et évoluent**

Dans ce sens, l'entreprise doit être au courant des changements des marchés, en surveillant les tendances du marché en élaborant des prévisions technologiques adéquates et des systèmes de veille.

Exemple : calcul de la durée de l'investissement en biens de production en fonction de leur usure technique.

- **Une demande induite ou dérivée**

On parle de demande induite ou dérivée lorsque l'entreprise achète en fonction du marché final des utilisateurs, c'est à dire qu'elle transforme pour alimenter un marché en aval. Elle peut être séparée par d'autres marchés intermédiaires.

- **Une demande hétérogène**

La taille des acheteurs est très variable : artisans, PME, PMI⁴, grandes entreprises.

⁴ PME : petites et moyennes entreprises, PMI : petites et moyennes institutions

Ainsi, le volume d'achat varie aussi selon le type de produit :

- Très grand pour les composants élémentaires et les biens de consommation ou les services ;
- Grand pour les composants complexes ;
- Moyen à grand pour les produits semi-ouvrés et les biens légers d'équipement ;
- Faible ou très restreint pour les biens lourds d'équipement et les produits très spéciaux.

- **Une demande souvent inélastique au prix**

«La demande industrielle globale n'est pas très affectée par l'évolution des prix»⁵.

Toutes les entreprises achètent des biens, soit pour s'équiper, soit pour produire d'autres biens, et souvent elles doivent accepter le prix proposé, qui influence le prix de ventes, ce qui rend difficile la vente en marché aval.

En conséquence, l'entreprise cherchera des produits moins chers mais souvent de qualité inférieure, pour ne pas interrompre ses activités ; et c'est là la limite de l'inélasticité au prix.

- **Une concentration géographique**

Le marché des biens industriels est géographiquement plus concentré que le marché des biens du grand public.

Les acheteurs sont souvent concentrés géographiquement, lorsque les sources d'énergie ou de matières premières le sont aussi (minéraux .charbon, carriers, électricité...), ou pour cause des frais de transport (sidérurgie, raffinage de pétrole...).

Cette concentration d'acheteurs et de fournisseurs facilite l'implantation de nouveaux concurrents, ce qui engendre une concurrence plus vive.

- **Des délais de fabrication parfois très longs**

⁵ P.KOTLER et B.DUBOIS, op.cit., P225.

Ils peuvent être comptés en mois, et parfois en années pour certains biens et constructions : navires, barrages, ponts...

- **Une durée de vie des produits très inégale**

Les produits peuvent durer très longtemps, des années voire des décennies pour certains équipements, mais ils peuvent ainsi durer peu de temps à cause de l'accélération du progrès technique et technologique (le domaine de l'électronique par exemple).

- **Des acheteurs en général informés**

D'une manière générale, les acheteurs, les utilisateurs et les prescripteurs ont les moyens de s'informer sur les produits et les fournisseurs :

- Ils disposent d'une presse technique spécialisée qui les tient au courant du marché et de l'évolution technique.

- Ils reçoivent des différents fournisseurs une documentation, des barèmes de prix, des listes de références, des conditions de livraison, d'entretien et de paiement, chose qui est très importante en milieu professionnel.

- Ils connaissent bien les produits car ils travaillent avec, tout en incluant des caractéristiques bien précises.

- **Des acheteurs moins nombreux**

Les acheteurs professionnels sont moins nombreux que les acheteurs individuels (consommateurs ordinaires), ils sont en nombre réduit mais représentent l'essentiel du chiffre affaires des entreprises industrielles, autrement dit, c'est la règle des 20/80 c'est à dire que 20 % des clients assurent 80 % des achats⁶. Une telle situation permet une bonne connaissance du marché.

- **Des acheteurs professionnels**

⁶P.KOTLER et B.DUBOIS, op.cit., P225.

Généralement, l'acheteur de produit industriel est un professionnel en la matière. Il sélectionne ses fournisseurs selon deux critères : sa perception du vendeur et l'analyse de la valeur du produit.

Dans le milieu industriel, les achats sont effectués par des spécialistes très connaisseurs, et souvent très exigeants.

- **L'achat direct**

Dans la majorité des cas, l'intermédiaire entre le client et le fabricant est inexistant, cela se constate surtout pour les produits complexes ou qui coûtent très cher.

1.2.3.12. Le leasing

Il est préférable souvent pour les entreprises industrielles de louer leurs matériels plutôt que les acheter, ce qui permet de réduire le coût de l'investissement tout en bénéficiant d'une meilleure qualité du matériel et du service. Le leasing est appliqué souvent pour la logistique, les machines et les engins de travaux publics.

Section 02 : La réalité du secteur industriel en Algérie

Dans cette section nous allons donc aborder le rôle du secteur industriel dans le développement économique, et la structure du secteur industriel et la classification de l'industrie, et l'importance de l'industrialisation dans le processus du développement économique.

2.1. Le secteur industriel et son rôle dans le développement économique

Le secteur industriel étant l'un des secteurs importants contribuant au développement économique de n'importe quel pays, tous les pays du monde concourent et se font concurrence pour le développer afin d'accroître leur contribution au PIB, où il est devenu le principal indicateur reconnu internationalement pour mesurer le développement et le progrès économique et social de tout pays est l'ampleur de la contribution du secteur industriel à sa production PIB et nationale, où "Plus la contribution du secteur industriel au produit national est importante, plus la capacité de l'État à réaliser le développement durable et sa viabilité à long terme est grande», et l'acquisition d'un secteur industriel fort hors des

hydrocarbures rend l'économie moins fragile et plus résiliente face aux défis et fluctuations économiques locaux, régionaux et internationaux.

2.2. Structure du secteur industriel et classification de l'industrie

Le secteur industriel comprend de nombreuses institutions réparties entre plusieurs branches d'activité différentes, chaque branche possédant plusieurs institutions homogènes en termes de production ou d'utilisation, si l'analyse de la structure industrielle sur la base du processus de production, nous pouvons diviser les industries en industries extractives et transformatives.

2.2.1 Classification des industries en fonction de l'importance du produit :

Si la classification des industries est basée sur l'importance du produit, on peut distinguer deux types :

- Industries lourdes : fabrication des biens de production et des biens de consommation de pointe tels que produits chimiques, produits métalliques, produits pétroliers, machines et véhicules.

- Industries légères : fabrication des biens de consommation de base, tels que les industries alimentaires, du tabac, des textiles, des meubles et du bois.

2.2.2 Classification des industries par technologie utilisée :

Selon l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE 2005), on peut classer différentes industries en fonction de la technologie utilisée en trois types qui sont ; industries de basse technologie, industries de moyenne technologie caractérisée et industries de haute technologie.

- Industries de basse technologie :

Comprend l'industrie des aliments et des boissons, l'industrie du tabac, des textiles, de l'habillement, des articles en cuir et de la chaussure, du papier et des articles en papier, des meubles et des produits en bois, en plus des industries liées au cours et à l'édition.

- Industries de moyenne technologie :

L'industrie comprend le raffinage du pétrole et le combustible nucléaire, l'industrie du caoutchouc, l'industrie des métaux de base et les produits métalliques.

- Industries de haute technologie :

Ce type concerne l'industrie chimique, la fabrication des machines et équipements électroniques, la fabrication d'ordinateurs, la fabrication d'appareils et équipements électriques, la communication, les appareils médicaux et les appareils optiques, ainsi que la fabrication de véhicules à moteur, de remorques et d'équipements de transport.

2.2.3 Classification internationale type des activités industrielles :

Selon la classification internationale type (CITI) du département de statistique des nations unies, qui est l'une des classifications les plus importantes utilisée dans les statistiques industrielles internationales, le secteur industriel est constitué de trois principaux groupes qui sont :

- Mines et carrières : ce groupe comprend quatre branches industrielles : les mines de charbon, de pétrole brut, de gaz naturel, de minéraux métalliques et extraction de matériaux métalliques bruts.
- Électricité, eau et gaz : il comprend l'industrie associée à la production, la distribution de l'eau de l'énergie et du gaz.
- Fabrication : Ce groupe comprend toutes les principales industries manufacturières comme suit :
 - Fabrication des produits alimentaires, de boissons et du tabac ;
 - Fabrication des produits, industries des vêtements et du cuir ;
 - Fabrication du bois et de ses produits, y compris les meubles ;
 - Papier, produits en papier, imprimerie et édition ;
 - Fabrication des produits chimiques et des produits dérivés à partir du pétrole, du charbon et du caoutchouc et plastiques ;
 - Fabrication des produits minéraux non métalliques (à l'exclusion du pétrole et du charbon) ;
 - Fabrication de produits métalliques de base ;
 - Fabrication des produits métalliques, des machines et d'équipements ;
 - Autres industries manufacturières (bijoux et pierres précieuses).

2.2.4 Classification des industries par le Bureau national de la statistique ONS :

La structure du secteur industriel en Algérie est déterminée par le bureau national de la statistique sur la base de neuf groupes principaux :

- Energie et carburants ;
- Mines et carrières ;
- Industrie sidérurgique, l'exploitation minière, industrie mécanique et électrique ;
- Matériaux de construction, poterie, verre ;
- Industrie chimique, caoutchouc et des plastiques ;
- Industries alimentaires, Tabac et soufre ;
- Industries textiles ;
- Industrie du cuir et de la chaussure ;
- Industrie du bois et du papier.

2.3 Importance de l'industrialisation dans le processus de développement économique

L'industrialisation et le développement industriel sont des éléments importants du processus de construction de l'économie nationale et d'atteinte de l'indépendance économique et sociale et de la réalisation du développement de manière globale. Nous pouvons souligner l'importance de l'industrie dans le développement de l'économie nationale grâce aux points suivants :

- L'industrie se caractérise par sa capacité à absorber la main-d'œuvre à élargir les possibilités d'emploi et à réduire le chômage, qui est devenu un défi majeur pour les pays du monde, de plus, ils sont liés au reste des autres secteurs avec une relation d'intégration cela les rend propices à une croissance durable.
- La productivité élevée du secteur industriel contribue à accélérer la croissance du revenu national grâce aux relations d'intégration entre l'industrie et les autres secteurs, une capacité accrue du secteur industriel à absorber la technologie.
- Le développement industriel est un élément essentiel de la création des compétences industrielles et techniques, qui se traduisent par des niveaux de revenus élevés et une répartition équitable.

- L'industrialisation est considérée comme un facteur clé de la sécurité alimentaire résultant du développement du secteur agricole et améliorer sa productivité grâce à la fourniture de machines et d'équipements agricoles, d'engrais et de pesticides.

Conclusion

A travers ce chapitre, nous avons essayé d'élaborer de façon à éclairer à un certain degré les caractéristiques des marchés industriels, les biens et services qui sont échangés dans sa globalité, le moyen de l'acquisition de ces biens, qui est l'achat industriel.

En ce qui concerne le secteur industriel Algérien, nous pouvons conclure que ce secteur a connu plusieurs développements depuis l'indépendance, l'Algérie a accordé la priorité à la mise en place d'une base industrielle publique diversifiée, dont la production était exclusivement destinée au marché intérieur.

Introduction

La croissance économique fait référence aux changements positifs dans la production de biens et de services dans une économie sur une période de temps, généralement une longue période. La croissance est un processus fondamental de l'économie contemporaine, et son fondement est le développement de facteurs de production, notamment liés à la révolution industrielle, afin d'obtenir de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz naturel, énergie nucléaire...) et le progrès technologique. Il change la vie des gens parce qu'il crée plus de biens et de services.

A long terme, la croissance a un impact majeur sur la structure démographique et le niveau de vie (différent de la qualité de vie) de la société qui la constitue. De même, la richesse induite par la croissance économique peut aussi contribuer à réduire la pauvreté.

Dans ce chapitre nous allons présenter les concepts de base de la croissance économique dans la première section, quant à la seconde, elle traitera les théories de la croissance économique ; et enfin, la troisième section qui portera sur la transition vers la croissance moderne.

Section 01 : Les concepts de base de la croissance économique

Dans cette section, nous allons illustrer les grands traits du processus de la croissance économique. En effet, nous nous focalisons, dans un premier temps à définir la croissance économique, et à mettre en évidence ses principales mesures, par la suite, nous enchaînerons avec ses principaux facteurs, ses différents cycles.

1.1. Définition de la croissance économique :

La croissance économique est un processus quantitatif qui se traduit par l'augmentation, au cours d'une longue période, d'un indicateur représentatif de richesse d'un pays, le plus souvent le produit intérieur brut en volume (PIB)¹, voire le produit national brut (PNB).

La croissance d'une économie nationale se définit comme étant « l'augmentation soutenue sur une longue période du produit national brut (PNB), ou, si l'on préfère, du revenu national »². Pour François Perroux, la croissance économique peut être définie « comme un

¹ Jean-Marc Huart, « **Croissance et développement** », Bréal, 2003, p 12.

² PIERRE Salles, « **Problèmes économiques généraux** », 6^{ème} édition, Dunod Bordas, Paris, 1983, p43.

processus continu et soutenu d'accroissement de la production réelle (ou PIB réel) d'une économie dans le temps »³.

Donc, après l'analyse de ces définitions, on constate que la croissance économique est une augmentation du volume de la production des biens et services dans un pays, généralement une période longue.

1.2. Les mesures de la croissance économique

La croissance économique est principalement mesurée par le PIB en volume, mais il y a d'autres indicateurs qui peuvent mesurer la croissance économique tels que : le produit national brut (PNB), la parité de pouvoir d'achat (PPA) et taux de croissance.

1.2.1. Le produit intérieur brut :

Le produit intérieur brut (PIB) est la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans une économie sur une période donnée, habituellement une année.⁴ Le calcul du PIB se fait selon trois optiques qui deviennent donner exactement le même résultat.

- **L'optique de la production** : Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées économiques résidents, calculée aux prix de marché, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'Etat (Taxe sur la valeur ajoutée et droits de douane);

PIB = Sommes des valeurs ajoutée Hors Taxe + Taxe sur la Valeur ajoutée (TVA) + Droits de Douane.

- **L'optique des dépenses** : Le PIB est égal à la somme des emplois finaux intérieurs de biens et services, c'est-à-dire la consommation finale effective (CF), l'investissement et les variations de stocks (VS). Cette définition se déduit de l'égalité comptable entre les ressources de l'économie (PIB) et les emplois qui Sont faits de ces ressources.

$$PIB + M = CF + FBCF + VS + X$$

$$PIB = CF + FBCF(\text{Investissement}) + VS + (X - M)$$

Dont : CF : Consommation Finale, FBCF : Formation Brut du Capital fixe, VS : Variation de stock, X : Exportation et M : Importation.

³ NSHUE MBO MOKIME Alexander, Op.cit.P27.

⁴ Paul kurgman et Robin Wells, « **Macro-économie** », De Boeck, 2010, p322.

• **L'optique de revenu** : Le PIB peut être mesuré en calculant la somme des revenus des facteurs de production (Salaire, revenu du capital, etc.). Le PIB est donc des rémunérations des salaires versées par les unités résidentes (revenu de travail) et des excédents bruts d'exploitation des unités résidentes (revenu de capital), auquel on ajoutera les impôts liés à la production et on soustraira les subventions d'exploitation (revenu net de l'Etat liés à la production)⁵.

Cependant, cet indicateur du PIB pose des problèmes subsistants dans la mesure de la croissance. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques :

- Le PIB ne prend pas en compte le travail domestique, le travail bénévole, et l'activité souterraine (travail noir, activité illégal) qui sont pourtant des créations de richesse ;
- Le PIB est une mesure quantitative et non-qualitative, il ne reflète donc en aucune façon les améliorations de la qualité des produits ;
- Il ne déduit pas les dégradations de l'environnement, la pollution... au contraire on l'additionne. Un accident routier avec des morts augmente la valeur ajoutée des garagistes des hôpitaux des dépanneurs
- Par ailleurs, le PIB ne renseigne pas sur certains éléments essentiels à l'épanouissement des individus tel que la sécurité, l'accès à la culture, la démocratie, la santé, l'éducation... Etc. c'est-à-dire le PIB ne tient pas compte de l'utilité des productions et de leurs contributions au bien-être des individus ;
- Les services et les activités non marchands effectuées par les administrations publiques ne sont pas pris en compte, lors du calcul du PIB.

1.2.2. Le produit national brut (PNB)

Le produit national brut mesure le revenu total gagné par les résidents d'un pays. Il comprend donc le revenu gagné à l'étranger par les résidents de ce pays, mais non celui que gagnent sur le territoire de celui-ci des non-résidents de ce pays⁶. Donc :

$PNB = PIB + \text{le revenu des facteurs versé par le reste du monde} - \text{le revenu des facteurs versé à l'étranger.}$

⁵ Alain BEITONE, Christine DOLLO, Jean Pierre GUIDONI, Alan LEBARDANE, « **Dictionnaire des Sciences Économiques** », Edition Armand Colin, Paris, 1991, p111.

⁶ Gregory N.Mankiw, « **Macroéconomie** », de Boeck, Belgique 2011.p59.

1.2.3. Parité pouvoir d'achat (PPA)

Selon l'INSEE, La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » des biens et des services.

La théorie du pouvoir d'achat⁷ explique les variations de taux de change entre monnaie par l'évolution relative des taux d'inflation de deux pays concernés, Cette théorie présente deux concepts :

- Valeur d'une monnaie de trouvent fondamentalement déterminée par la quantité de bien et de service qu'elle permet d'acquérir. Lorsque le niveau général des prix augmente le pouvoir d'achat diminue.
- La loi du prix unique montre qu'à l'échelle internationale et grâce au jeu de la concurrence, un bien a un même prix par rapport au reste du pays du monde.

La théorie de (PPA) indique aussi deux résultats ⁸qui sont :

- A • Le taux de change entre deux monnaies correspond aux parités des pouvoirs d'achats de ces monnaies.
- B • La variation du taux de change entre deux monnaie reflète la variation des prix dans les deux pays.

1.2.4. Le taux de croissance :

Le taux de croissance est le pourcentage de variation de la production des biens et services d'une année à l'autre. Ce taux de croissance économique permet de faire la comparaison de bien-être économique national et international ainsi que de faire des prévisions sur l'évolution de cycle économique.

Le taux de croissance se calcule comme suit : $(\text{Valeur de variable de la 2ème année} - \text{valeur de la 1ère année}) / 100 \times \text{Valeur de la variable de la 1ère année}$

1.3. Les facteurs de la croissance économique :

⁷ YAICI.F, «Précis de finance internationale », Edition ENAG, P108.

⁸ Jean-Yves Capul, «L'économie et les sciences sociales », Hatier, paris, 2004, p212.

La croissance économique de n'importe quel pays dépend de trois facteurs majeurs : le facteur de travail, le facteur de capital et le progrès technique.

1.3.1. Le facteur de travail

Dans une économie, le travail est présenté par les capacités physiques et intellectuelles que les hommes mettent en œuvre pour produire des biens et services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Il s'agit de la totalité des forces disponibles pour produire. Ainsi la contribution du facteur peut s'expliquer par plus grande utilisation de celui-ci (aspect quantitatif) ou par une efficacité (aspect qualitatif).

L'aspect quantitatif se base sur la population active ainsi que celle n'ayant pas d'emploi (chômage), cette population active est fixée par une durée de travail dans le cadre de la population des biens et services. Alors que, l'aspect qualitatif se base sur la qualité du facteur de travail fourni par la main d'œuvre qualifiée afin de réaliser la productivité. Cette dernière peut être mesurée par rapport à un volume de production réalisé et un volume de travail nécessaire à cette production⁹.

1.3.2. Le facteur capital

Le facteur capital regroupe des biens ou les services qui peuvent être utilisés lors de plusieurs cycles de production car ils ne sont pas détruits au cours d'un de ces cycles. Il s'agit des machines, des outils, des matérielles de transports etc.

Comme le facteur travail, le facteur capital peut croître en quantité et en qualité. En ce qui concerne la quantité, portant essentiellement sur le capital technique, il s'agit de la multiplication des machines qui facilitent le travail à l'homme. De plus, l'augmentation des capitaux facilite l'investissement qui favorise la croissance.

L'amélioration de la qualité du capital est le résultat du progrès technique appliqué au processus de production qui permet, notamment, de renouveler ou d'augmenter le stock du capital productif. Les entreprises peuvent, donc, investir davantage en réalisant un investissement de capacité qui contribuera à l'augmentation de la productivité et à la croissance.

1.3.3. Le progrès technique

⁹ ROLAND.G, « **Croissance et cycle économique** », paris, 1995, p 14.

Le progrès technique se définit comme tout ce qui rend la combinaison capital- travail plus performante et tous le progrès dans la façon d'agencer les activités humaines. Alors, il recouvre un ensemble d'éléments particulièrement vaste.

Il provient de la combinaison de trois domaines de recherche essentiels :

- La recherche fondamentale : elle correspond à un approfondissement général des connaissances du monde scientifique ;
- La recherche appliquée : elle est lié directement à des besoins cruciaux du marché par exemple la création de nouveaux produits ;
- La recherche développement : elle est abordée comme un investissement immatériel des entreprises ; qui a pour but d'aboutir à la commercialisation d'une nouveauté, soit au niveau des processus de production, soit au niveau des produits (transfert des technologies). Il est considéré dans le modèle de Solow, comme l'élément qui permet d'améliorer la productivité pour une même valeur des facteurs de production. Il s'agit d'accroître la production, notamment par une meilleure prise en compte des conditions environnementales.

1-.4. Les phases de cycle de croissance économique

Un cycle économique correspond à une phase plus ou moins longue de croissance (expansion) qui est suivie par une phase de baisse d'activité (récession), de longueur relativement équivalente. Celle-ci s'ouvre à son tour sur une nouvelle phase de dynamisme économique. Un cycle est donc qui représente par quatre phases :

- L'expansion : La phase d'expansion désigne la phase du cycle économique caractérisée par l'augmentation du volume de la production et de la demande sur une courte ou une moyenne période (le taux de croissance annuel du PIB est donc soutenu). Cette phase du cycle économique est généralement conduite d'une inflation (car les prix augmentent avec la demande).

-La crise : au sens strict, il s'agit d'un point de retournement brutal de la conjonction. Au sens large, on utilise ce terme pour désigner l'ensemble de la période durant laquelle la croissance est faible et le volume de production continue à augmenter, mais de moins en moins vite.

- La récession : la croissance économique ralentit fortement éventuellement jusqu'à devenir négative. Ce qui signifie que le volume de production diminue. On dit que l'économie entre

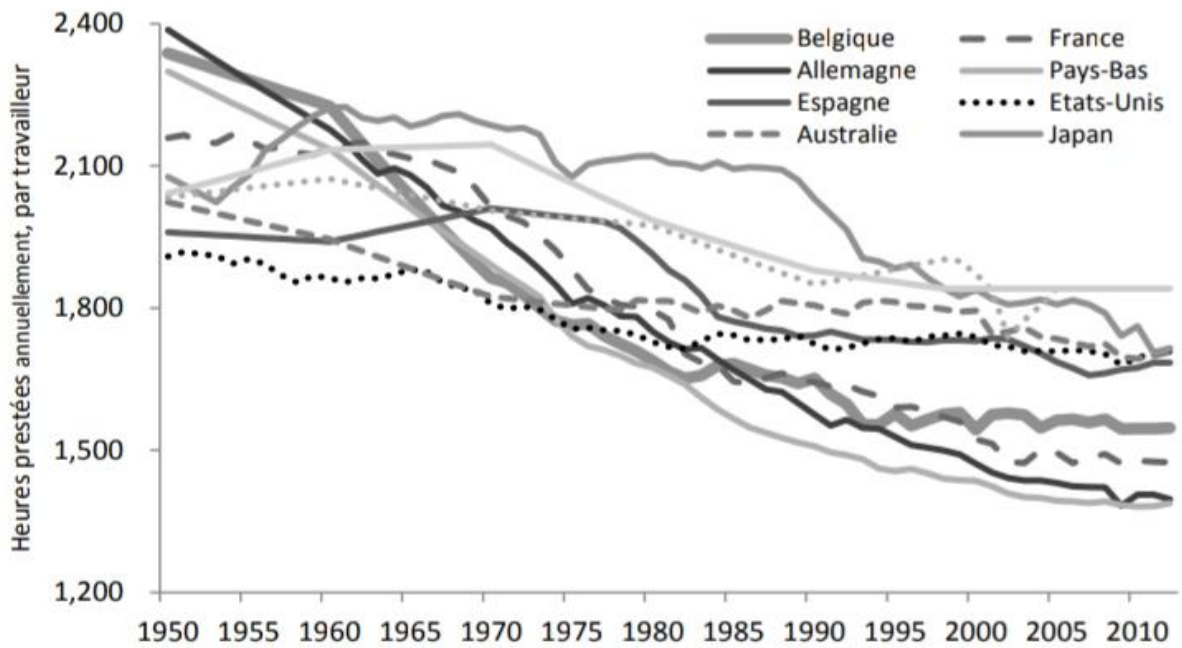
en récession si le taux de la croissance est négatif pendant au moins deux trimestre consécutifs.

-La reprise : la reprise désigne la phase du cycle économique qui se caractérise par un an retour de l'économie à une phase d'expansion après une phase de récession. La reprise représente donc le point d'inflexion qui marque le retour d'une phase de croissance de l'activité économique soutenue.

Lorsqu'il s'agit d'économie, le discours politique et médiatique adopte généralement le point de vue de quelques personnes Ans, jusqu'à dix ans ; si cela se comprend facilement par l'ordre imposé par la date limite Élection, un délai aussi court ne permet pas une réflexion sérieuse Déterminants de la croissance économique.

Croissance économique, généralement mesurée par le taux de croissance La croissance du PIB par habitant, nous y reviendrons, est un phénomène de long terme, une tendance Animation lourde causée par des chocs à court terme. Comprenez que les hauts et les bas à court terme occupent beaucoup de Macroéconomistes, comprendre les déterminants de long terme est une tâche des théoriciens Croissance.

Sans inégalité excessive dans la redistribution des richesses, la croissance économique C'est le moteur qui améliore les conditions de vie des êtres humains. Il est né de la révolution industrielle Cela s'est passé vers 1820. Pourquoi une telle révolution s'est-elle produite ? Pourquoi elle a Une percée en Europe ? Voici les deux problèmes que nous allons résoudre. Nous allons prouver que c'est impossible Comprendre les moteurs de la croissance à long terme en se concentrant sur l'évolution des variables L'économie pure est la répartition du capital matériel entre l'agriculture et l'industrie. Ou le progrès technologique. Conditions de santé, d'éducation, de géographie, de biologie et même de génétique Les institutions et la démographie sont importantes ; elles sont importantes parce qu'elles les affectent ou sont affectées par elles Décision personnelle Économistes orthodoxes, nous adoptons ici une méthode basée sur le modèle de choix Reason, un modèle que nous allons montrer, il capture l'essence qui a façonné la révolution économique notre monde.

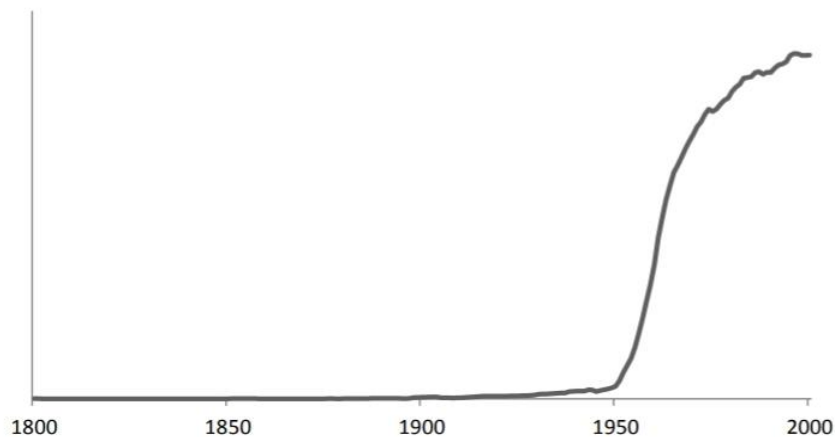


Graphique 1 – le déclin des heures travaillées
 Source: The Conference Board Total Economy Database™

En termes simples, nous pouvons dire que la croissance économique nous permet de gagner plus au fil du temps Il n'y a plus de travail pour les biens et services, ce qui correspond à une augmentation de la productivité moyenne du travail. Comment traduire cela ? Presque toujours à travers une augmentation du revenu par habitant, l'augmentation peut s'accompagner d'une diminution du temps de travail, car le travail requis pour maintenir le même niveau de richesse diminue. Dans l'histoire économique récente, on peut observer à la fois l'augmentation du revenu par habitant et Dans certains pays, comme la France, le temps de travail de chacun est réduit. La figure 1 illustre ce phénomène et Montre dans quelle mesure certains pays choisissent de modifier certains de leurs gains de productivité plus que d'autres Loisirs au lieu de revenus Bien sûr, rien ne peut nous garantir un faible niveau d'heures de travail Comme en témoigne l'existence d'un chômage structurel, un pays est également réparti entre ses citoyens. Cependant, La baisse du nombre d'heures travaillées par habitant reste un fait marquant. Par conséquent, la figure 1 illustre une Première difficulté quand on doit comparer des revenus au niveau international : faut-il comparer des revenus moyens Productivité moyenne du travail par habitant ou simplement moyenne ? Si nous choisissons la comparaison du PIB ici Résidents, nous garderons à l'esprit les nombreuses lacunes entourant cette mesure. Où pouvons-nous Attention au manque de prise en compte

de l'économie souterraine, double comptage des activités polluantes (comportement La pollution et la dépollution augmentent le PIB), la non valorisation des logiciels libres, etc.

A de rares exceptions près, tout ce qu'une personne achète aujourd'hui nécessite moins de jours de travail que par le passé. L'histoire de la lumière de Nordhaus (1996, Table 1.6) nous livre un exemple édifiant. Selon les calculs de Nordhaus, dix minutes de travail aujourd'hui permettent d'acquérir trois heures de lumière chaque nuit de l'année alors que deux siècles plus tôt, ces mêmes dix minutes de travail ne permettaient d'acheter que dix minutes de lumière chaque nuit de l'année. La théorie de la croissance tente de déterminer les facteurs responsables de ce processus et de modéliser les mécanismes par lesquels ils opèrent. Si les économistes classiques tels que Smith (1776) se sont attachés à déterminer les ressorts de la prospérité des Nations, la théorie de la croissance reste un champ de recherche relativement jeune. Comme le montre le Graphique 2, parmi tous les ouvrages publiés que Google a scanné à ce jour, soit environ 10% de tous les livres jamais publiés, l'occurrence du terme "economic growth" ne commence à croître significativement qu'à partir des années 50. Comment expliquer ceci ? Premièrement parce que la croissance économique soutenue est un phénomène récent à l'échelle de l'histoire humaine (voir le graphique 3). Deuxièmement parce que comprendre et théoriser la croissance économique nécessitait des données fiables.

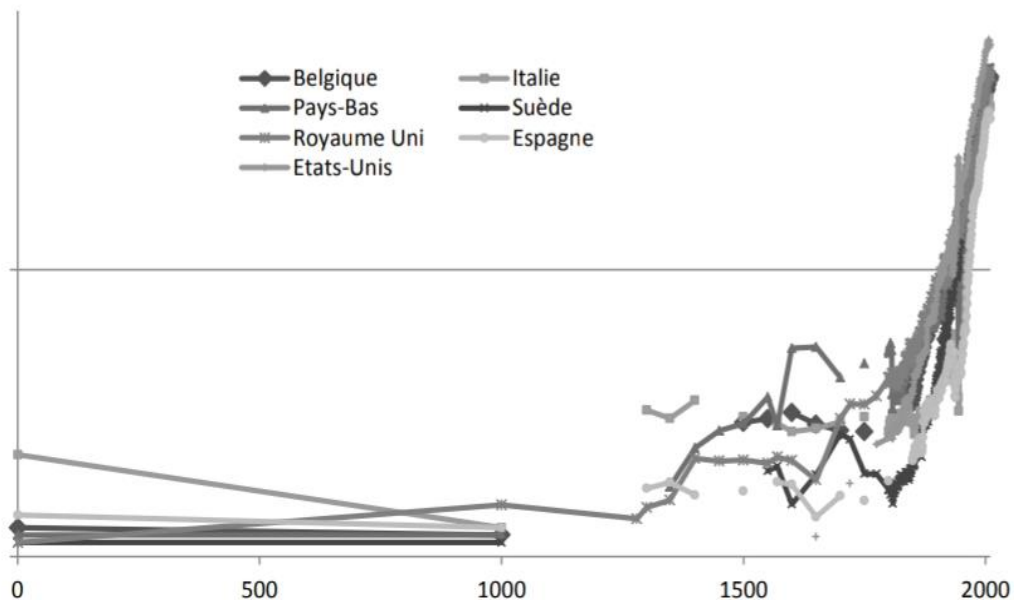


Graphique 2 – Occurrence du terme "economic growth" dans les livres publiés, par année de publication
Source: Google NGram

Mesurer la croissance est une tâche difficile particulièrement pour les périodes les plus reculées n'offrant que très peu d'information. Dans beaucoup de pays, les comptes nationaux ont été créés après la Seconde Guerre mondiale ; ils mesurent le revenu moyen par habitant de différentes manières : produit intérieur brut, produit national brut... Pour rendre possibles

les comparaisons internationales et temporelles, il est nécessaire de corriger les données de revenus pour prendre en compte les différences de pouvoir d'achat de la monnaie dans laquelle ils sont exprimés. Il est question ici de comparer des revenus réels, c'est à dire exprimés en quantités de biens. Les Penn World Tables version 8.0 (Feenstra et al. 2013) constituent les bases de données les plus complètes pour qui cherche à comparer les niveaux de revenu, de production, de productivité ainsi que l'utilisation des facteurs de production au niveau international. Ces tables couvrent 167 pays sur la période 1950-2011.

Collecter des données plus anciennes est la tâche complexe que s'est attribué Maddison (2001). Partant d'un ensemble d'études historiques, cet économiste est parvenu à reconstruire les données de revenu par habitant sur les deux derniers siècles. Pour certaines dates clés des époques plus reculées (l'an 1, l'an 1000, 1500, 1600 et 1700 après JC), Maddison a pu fournir des estimations. Si de telles estimations ont forcément nécessité des approximations éclairées sur des tendances inobservables et appellent donc une lecture prudente, elles ont le mérite de montrer ce que l'on peut faire de mieux étant donné l'état de nos connaissances. Successeurs de Maddison, Bolt et van Zanden ont récemment révisé et complété les travaux de ce dernier (the "Maddison project", Bolt and van Zanden, 2013). Le graphique 2 nous montre les dernières estimations du produit intérieur brut par habitant disponibles.



Graphique 3 – PNB par habitant, 1-2010CE.
Echelle logarithmique. Ligne horizontale = 5,000 dollars (1990 GK\$).
Source: Maddison (2001) et Bolt and van Zanden (2013)

Au cours du dernier millénaire dans les pays que nous avons sélectionnés, le revenu par habitant a été multiplié par 32, passant de 717\$ par an par individu autour de l'an 1000 à 23,086\$ aujourd'hui ; bien entendu, une telle explosion contraste avec la quasi-stagnation du millénaire précédent. Le Graphique 3 montre que le revenu par habitant a commencé à croître autour de 1820, cette croissance s'est accélérée avant d'atteindre un rythme stable et soutenu lors des deux derniers siècles. Autrement dit, la quasi-stagnation qui régnait avant 1820 empêchait l'individu moyen de bénéficier d'amélioration de ses conditions de vie à l'échelle d'une vie. Après 1820, dans un pays comme la Belgique, le niveau de vie de l'individu moyen (estimé par le PIB par tête) a été multiplié en moyenne par 2 tous les 50 ans, moins d'une vie actuelle. Le principal enjeu de la théorie de la croissance est d'expliquer ce passage d'une stagnation millénaire à une croissance durable et d'identifier les facteurs responsables de ce décollage. Nous montrerons, dans les sections suivantes, qu'au-delà de la croissance du PIB par habitant qu'il a occasionné, ce décollage a transformé nos conditions de vie et a façonné nos économies contemporaines. Il sera également primordial de comprendre pourquoi ce décollage n'a pas concerné l'entièreté de la population mondiale. L'écart entre les régions leader et les régions pauvres a explosé au cours du temps. Les habitants d'Europe de l'Ouest étaient trois fois plus riches que les habitants d'Afrique autour de 1820 ; aujourd'hui, ils le sont 13 fois plus

Le Graphique 3 présente aussi l'intérêt de montrer que la croissance est un phénomène récent. Deux siècles seulement. Les millénaires qui précèdent la révolution industrielle ont certes été témoins de phase d'expansion (technologique, démographique), et de phases de déclin, mais le revenu par personne n'a pas eu tendance à augmenter systématiquement durant cette période. En ces jours où nous nous demandons, particulièrement en Europe, si la croissance économique peut ralentir durablement, voir s'arrêter, il semble plus que jamais nécessaire de comprendre l'histoire, la phase de stagnation, la phase de croissance, et les raisons de la transition de l'une à l'autre

Avant de chercher une quelconque explication générale, il est primordial d'évaluer à quel point la stagnation du niveau de vie avant 1820 est un fait robuste. Ce dernier est d'autant plus étonnant que, de la révolution néolithique à l'invention de l'imprimerie, l'humanité a connu des améliorations technologiques notables, améliorations qui auraient dû augmenter la productivité et le revenu par individu. Le Tableau 1 reprend quelques progrès majeurs, à titre illustratif.

Période	Nature du progrès
8500 av. J.-C.	Révolution Néolithique (premières céréales, domestication)
7900 av. J.-C.	Poterie
5600 av. J.-C.	Métal (début de la métallurgie du cuivre)
3200 av. J.-C.	Ecriture
2200 av. J.-C.	Cheval (domestication pour attelage)
600 av. J.-C.	Monnaie (pièces)
200 apr. J.-C.	Moulin à eau
1190 apr. J.-C.	Boussole
1454 apr. J.-C.	Imprimerie

Tableau 1 – Quelques progrès majeurs durant la période de stagnation

Trois faits pourtant étayent l'idée que la plus grande partie de l'histoire humaine s'est déroulée dans la stagnation. Premièrement, avant 1700, on ne peut pas détecter d'amélioration soutenue de l'espérance de vie, quel que soit le type de population, de période et d'espace pour lesquels les estimations ont été menées (de la Croix and Licandro, 2015). Deuxièmement, les restes humains exhumés lors de fouilles archéologiques n'indiquent aucune évolution significative de la taille des individus or cette dernière dépend crucialement de la nutrition reçue pendant la jeunesse (Koepke and Baten, 2005). S'il y avait eu une augmentation du revenu par habitant, la nutrition en aurait été la première bénéficiaire, et la taille des individus aurait dû s'accroître au court du temps. Troisièmement, les salaires réels calculés à partir de sources historiques ne montrent aucune amélioration soutenue avant la Révolution Industrielle (Allen, 2001).

Section 2 : Les théories de la croissance économique

Le lecteur avisé aura déjà compris que la théorie parfaite devrait pouvoir expliquer l'ensemble des mutations économiques qu'a connu notre monde ainsi que les déterminants profonds de l'existence ou de l'absence de croissance économique à un endroit et une époque donnés. Si les évolutions les plus récentes de la théorie de la croissance tendent vers cet idéal, c'est grâce au rapprochement qui a pu s'opérer entre les modèles dits de stagnation et les modèles dits de croissance. Nous commencerons par évoquer ces deux types de modèles avant d'envisager la manière de les réconcilier.

2.1. Théorie de la stagnation

La théorie malthusienne permet d'expliquer pourquoi des avancées technologiques ont eu lieu au cours des siècles, telles que Les inventions répertoriées dans le tableau 1 n'ont pas amélioré les conditions de vie. Grâce à Malthus, cette théorie s'est inspirée de De vieux livres, comme le chapitre de Bruckner sur les obstacles causés par la surpopulation (1767) Humanité. S'il a été proposé par Malthus dans ses "Principes de Population" (1798), nous l'avons trouvé Également dans les œuvres de Ricardo (1817). Notez que les économistes classiques ont placé les interactions dans Les sphères démographique et économique sont au centre de leurs réflexions, et elles ont ouvert la voie à cet égard Une croissance unifiée qui naîtra deux siècles plus tard (voir section 3.3) Récemment officialisé par Achraf et Galor (2011), la théorie malthusienne est construite autour de deux hypothèses. Le premier comprend la technologie La production de produits agricoles avec du travail et de la terre ; la quantité de terre est fixe. Le rendement du travail, qui est le seul facteur variable, est également en baisse. Rendements décroissants L'implication est que l'ajout de plus de travail réduira la productivité horaire de l'individu. Ensuite, il y a la deuxième hypothèse, à savoir Taux de fécondité (net du taux de mortalité infantile) en fonction de la quantité de nourriture disponible pour chaque personne. Moins de nourriture par personne signifie un taux de mortalité plus élevé ("test positif" terme malthusien) et un taux de fécondité plus faible (les individus se marient tardivement et ont moins d'enfants Année du mariage, Malthus appelle ça "l'inspection préventive" Avec l'amélioration de la technologie de production, Par exemple, pensez à l'invention des outils métalliques, la génération innovante a bénéficié de meilleures conditions la vie. Comme plus de nourriture augmente la fertilité, la prochaine génération deviendra plus grande, ce qui Pour réduire la productivité de chaque travailleur, la loi des rendements décroissants est à l'œuvre. heures supplémentaires, La population converge vers un nouvel état statique, dans lequel la quantité de nourriture pour chaque personne revient à son niveau Initiale : les gains de productivité liés à l'invention des outils métalliques sont compensés par la croissance Taille de la population. L'innovation technologique finira par entraîner une population plus importante, non De meilleures conditions de vie.

La théorie malthusienne semble n'avoir aujourd'hui qu'une signification historique. Cependant, la promotion du sport Croissance nulle, voire réduction, porte incontestablement la couleur de Malthus. Il s'agit aussi Les ressources sont limitées et la quantité est fixe, tout comme la terre dans le modèle de Malthus. C'est aussi un problème Il est impossible de continuer à croître car il rencontre les contraintes de cette ressource fixe et produit Baisse

par rapport aux autres facteurs de production. Réécrire complètement Malthus en mots La technologie moderne est sans aucun doute possible, mais nous laissons ce travail aux partisans de la croissance zéro.

2.2. Théorie de la croissance

Il existe deux, voire trois grands types de modèles de croissance : les modèles de croissance néoclassiques, Également connu sous le nom de modèle de croissance exogène ; modèle de croissance endogène pauvre

2.2.1. La croissance néoclassique

La première source de croissance potentielle, celle qui a alimenté et alimente encore le débat, est l'accumulation de capital physique. Pour que le capital puisse être un moteur de croissance à long terme, la production d'une économie doit être proportionnelle au stock de capital utilisé dans le processus de production (rendements constants du capital). Dans ce cas, la croissance sera proportionnelle à l'investissement, que cet investissement vienne de l'économie locale via l'épargne, ou du reste du monde. A la suite de Solow (1956), la théorie économique orthodoxe a établi que les rendements du capital ne sont pas constants mais décroissants : il n'est pas possible d'accroître la production par travailleur indéfiniment en augmentant simplement le nombre de machines que ces derniers utilisent. En effet, pour générer une croissance soutenue par l'augmentation du capital, il faudrait que l'épargne des ménages qui finance ce capital augmente dans une même proportion. A cette fin, le revenu d'où cette épargne est tirée devrait également augmenter proportionnellement. En raison des rendements décroissants du capital, les revenus et l'épargne croissent à un taux moindre que le capital lui-même, rendant toute croissance illimitée impossible. Autrement dit, si le nombre de machines par employé croît à un taux constant le surcroît de machines finira par entraîner un accroissement de productivité insuffisant pour financer un tel investissement.

Bien que, par ses rendements marginaux décroissants, le capital est incapable de soutenir la croissance économique à long terme, il n'en reste pas moins une des sources de croissance les plus importantes à court et moyen terme. McGrattan (1998) montre que, dans de nombreux pays, la période d'après-guerre se caractérise par une relation positive et fortement significative entre taux d'investissement moyen et croissance. L'émergence des tigres est-asiatiques lors de la seconde moitié du 20ième siècle est un exemple typique de cette relation : ces pays ont rattrapé les pays riches essentiellement en accumulant du capital.

Le capital physique ne pouvant pas être le moteur de la croissance à long terme, au moins tout le temps que ses rendements demeurent décroissants, il existe au moins une autre variable responsable de l'accroissement du revenu par tête au cours du temps. Infantée par Solow (1956), la théorie néo-classique de la croissance conclut que le progrès technique, exogène, est le moteur de la croissance à long terme. Il est source de croissance car il rend le travail plus efficace puisque plus à même de travailler avec beaucoup de machines. Dans le modèle de Solow, la croissance de la population est exogène et ne réagit pas aux variations du niveau de vie. De plus, il n'existe pas de facteur de production en quantité fixe tel que la terre. Ces deux particularités expliquent pourquoi le progrès technique y est source de croissance économique alors qu'il ne l'est pas dans le modèle Malthusien.

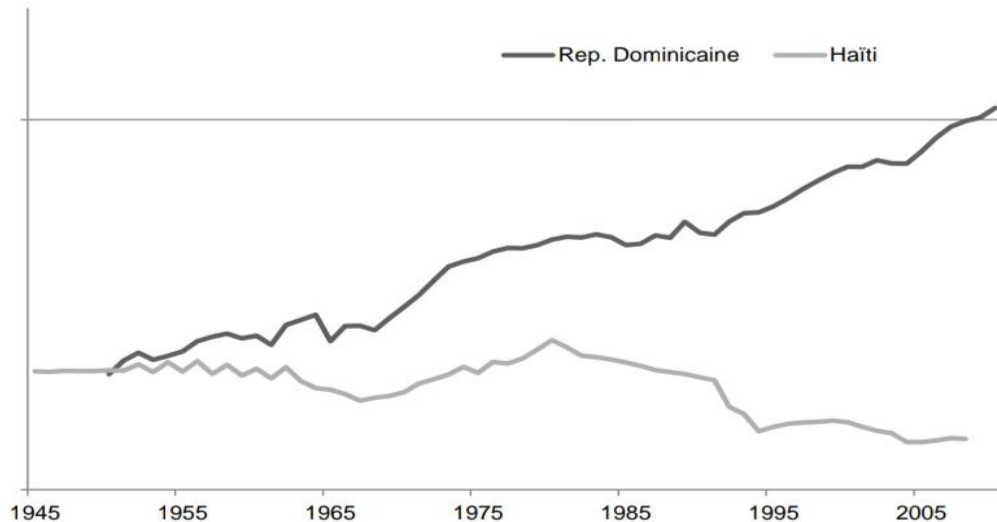
Avec ses rendements décroissants du capital et son progrès technique exogène, le modèle de croissance néoclassique a des implications empiriques fortes. Premièrement, il prédit une convergence des niveaux de revenu par tête au niveau international, à la condition que les pays en question partagent des structures économiques proches. Les pays qui se trouvent loin de leur sentier de croissance de long terme (ici, la situation où l'accumulation de capital ne contribue plus à la croissance et où seul le progrès technique compte) devraient croître plus vite que les pays qui ont déjà beaucoup accumulé. Pourquoi ? Parce qu'en ayant accumulé peu, les pays en retard bénéficient de forts rendements du capital physique, chaque investissement rapporte gros et ces pays croissent vite.

Selon cette théorie, l'investissement international devrait donc aller des pays du Nord fortement dotés en capital vers les pays du Sud aux rendements élevés. Cette arrivée massive de capitaux dans les pays du Sud devrait alors permettre aux écarts de revenus entre les deux grandes zones de se réduire. Dans un papier célèbre, Lucas (1990) pointe l'existence d'un paradoxe : alors que le capital par tête est bien moins élevé dans les pays pauvres, le capital des pays riches n'y afflue pas. Il existerait deux grandes raisons à ce phénomène. Premièrement, les fondamentaux des pays du Sud seraient différents des fondamentaux des pays du Nord, le Nord et le Sud ne partageraient donc pas le même sentier de croissance rendant toute convergence illusoire. Deuxièmement, même si les fondamentaux des pays riches et pauvres étaient les mêmes, le marché international du capital est imparfait puisque l'information n'y est pas symétrique : l'investissement dans les pays pauvres donne lieu à des rendements incertains. La prudence quant à l'incertitude des rendements pousse les acteurs des pays riches à fortement sous-investir dans les pays pauvres à fort potentiel de croissance. Alfaro et al. (2008) montrent que ces deux canaux expliquent bien empiriquement le paradoxe de Lucas, la faible qualité des institutions des pays pauvres,

déterminants essentiels des structures économiques de ces derniers, semble être l'élément le plus important de la divergence.

Il existe une vaste littérature empirique sur l'existence et la vitesse de la convergence entre pays (voir Durlauf and Quah, 1999). A la fin des années 1990, il existait un consensus empirique autour d'une convergence mais une convergence beaucoup plus lente que celle prédite par la théorie néoclassique. Cette conclusion est aujourd'hui partiellement remise en question par la forte croissance Est-Asiatique qui entraîne une décroissance des inégalités de revenu au niveau mondial (van Zanden et al. 2014). Une seconde implication du modèle de croissance néoclassique concerne directement l'éventualité d'un retour à une période de stagnation lors du 21^{ème} siècle. Sous les hypothèses du modèle néoclassique, une condition nécessaire et suffisante de la croissance consiste en un progrès technique soutenu. Même si le modèle ne dit rien sur la source de ce progrès, on imagine difficilement ce dernier s'arrêter. En outre, aux tenants de la croissance zéro, un néoclassique dirait : "vous voulez arrêter le progrès technique ?" On voit bien dans cette dernière question tout l'écart qui sépare le concept de croissance dans les modèles économiques de sa compréhension populaire. Les tenants de la croissance zéro tout comme les néoclassiques doivent se rendre à une évidence : pour perpétuer, la marche technologique devra permettre de produire plus avec moins de ressources naturelles, les contributions d'économistes néoclassiques aussi célèbres que Solow (1974), Stiglitz (1974) et Dasgupta & Heal (1974) ont depuis longtemps fait ce constat. A cette condition, qu'il semble de plus en plus probable de satisfaire, la croissance zéro nous apparaît plus comme une chimère qu'un futur tangible.

Une troisième implication du modèle de croissance néoclassique est qu'à long terme, les politiques économiques affectent le niveau de revenu par tête mais pas sa croissance : une mauvaise gouvernance ne peut pas affecter la croissance de long terme puisque cette dernière ne dépend que du progrès technique exogène. L'exemple de la divergence économique qui s'est opérée entre Haïti et la République Dominicaine nous amène cependant à remettre en question cette conclusion. Possédant des structures économiques initialement proches, ces deux pays partagent la même île et avaient le même revenu par tête en 1950 (1027\$ par personnes en République Dominicaine contre 1051\$ en Haïti). Le Graphique 4 nous montre pourtant bien à quel point la République Dominicaine a divergé d'Haïti du fait d'une meilleure gouvernance. Si ce phénomène peut être considéré comme un phénomène de long terme, alors on peut conclure que la politique joue un rôle dans le processus de croissance à long terme et qu'un cadre théorique alternatif est nécessaire, ce cadre nous est fourni par la théorie de la croissance endogène.



Graphique 4 – Divergence du PNB par habitant en Haïti et en République Dominicaine. Echelle logarithmique. Ligne horizontale = 5,000 dollars (1990 GK\$).

2.2.2. Théorie de la croissance endogène

Pour modéliser la croissance économique comme un phénomène endogène, supposons Le rendement cumulé des facteurs de production (capital humain et capital physique) doit être question. comment ? "Ou quoi? En considérant les externalités associées à l'accumulation de capital. Si investir dans un Entreprise signifie externalités positives pour d'autres entreprises ou individus, rendements privés (c'est-à-dire le retour sur investissement de l'entreprise) est inférieur à son retour social (retour à l'économie En général). Par conséquent, les rendements du capital privé peuvent continuer à baisser, plutôt que contradictoires Par conséquent, les résultats de la littérature empirique, alors que les rendements sociaux sont constants Prenons l'exemple de l'investissement dans la recherche, avec des rendements décroissants, D'accord avec leur entreprise ; si le rendement privé de la recherche et du développement est constant, l'entreprise Investira un montant illimité. Désormais, les avancées scientifiques ou technologiques résultant de la recherche privée Profitera à d'autres entreprises (pensez à la technologie Blu-ray créée par Sony) Les rendements sociaux sont supérieurs aux rendements privés

Ainsi, la croissance endogène peut reposer sur l'avancement des connaissances, par exemple en La science fondamentale et promouvoir le progrès technologique. Les théoriciens de la croissance proposent Démontre l'importance du département R&D, qui s'appuie sur les avancées technologiques, Développer de nouveaux produits ou améliorer la qualité des produits existants (voir Aghion & Howitt, 1992 et Helpman et Grossman, 1991). Cette théorie donne au département R&D un rôle Le fondement de la création de richesse. Il

souligne également l'importance primordiale de la relation entre l'innovation et le pouvoir de marché : le moteur de l'innovation vient du monopole de nouveaux produits ou de nouveaux procédés, Monopole des nouvelles sources de profit L'existence de ces monopoles a déclenché des débats passionnants Principes de base sur la politique de protection de l'innovation par les brevets et le niveau optimal des subventions Recherche. Concernant les questions de brevets, la portée de ces derniers, les brevets dormants et les La surveillance des prix de monopole par les sociétés détentrices de brevets est le sujet le plus discuté ; Le débat sur la tarification de la trithérapie dans les pays en développement est un exemple instructif (voir Barnard, 2002)

Accumuler du capital humain est un autre moyen de soutenir le processus de croissance. En effet, même si un pays ne peut pas accroître son offre de travail indéfiniment, il peut améliorer la qualité de sa force de travail. Cette "qualité" fait référence au capital humain qui incorpore, entre autres éléments, l'éducation, l'expérience et le capital santé des travailleurs. Le capital humain peut être accumulé de deux manières : en début de vie, en allant à l'école ou plus généralement en s'éduquant ; et par la suite, en accumulant de l'expérience (apprentissage par la pratique) ou par des stages professionnels. L'investissement dans l'éducation formelle (par opposition à l'acquisition d'expérience et les stages) a cru de manière substantielle partout dans le monde. En Angleterre par exemple, le nombre d'années moyen passées à l'école est passé de 2 en 1820 à plus de 14 aujourd'hui. Dans les pays en développement, les taux de scolarisation ont fortement cru entre 1960 et 2000. Cependant, malgré le boom de l'éducation qu'ils ont connu, bon nombre de pays pauvres n'ont pas connu de décollage économique. En général, la littérature empirique souligne l'absence de corrélation entre le niveau moyen d'éducation et les taux de croissance. L'accumulation de capital humain semble être une condition nécessaire mais non suffisante du décollage et de la croissance. La littérature récente sur le lien entre éducation et croissance incorpore depuis quelques années une telle notion, mesurée par les scores obtenus aux tests internationaux en mathématiques et en sciences, comme les tests de l'OCDE PISA. La corrélation entre ces mesures de qualité du capital humain et la croissance est positive, forte, et robuste (voir OCDE, 2010). On pourrait s'attendre a priori à ce que cette corrélation soit entièrement tirée par le comportement exceptionnel de quelques tigres asiatiques, qui combinent excellence aux tests PISA et croissance très rapide depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'analyse de l'OCDE montre toutefois que l'ensemble des pays considérés contribuent à la force de cette relation. Il y a également lieu de noter que l'effet mis en lumière est quantitativement fort : avoir le niveau de qualité de la Finlande plutôt que

celui de la moyenne de l'OCDE procure un avantage de croissance de 0.87% chaque année. Cumulé sur quelques années, l'écart de niveau de vie généré par ce différentiel de croissance devient rapidement impressionnant. Le coût d'un système éducatif de mauvaise qualité semble donc exorbitant. Les institutions sont souvent décriées ou encensées pour leur rôle dans la promotion de la croissance. Dans les modèles de croissance endogène, la qualité des politiques économiques peut influencer les taux de croissance de l'économie à long terme. Acemoglu et al. (2002) affirment que parmi les pays colonisés par les Européens au 16^{ème} siècle, ceux qui étaient relativement riches sont aujourd'hui pauvres en comparaison des pays qui étaient initialement plus pauvres. Comment expliquer un tel renversement ? Par le type d'institutions que les pays colonisateurs ont imposé aux pays colonisés : des institutions extractives ont été mises en place dans les pays riches en ressources naturelles, elles avaient pour but d'enrichir le colonisateur plutôt que de se concentrer sur la prospérité du pays. Dans les zones moins bien dotées en ressources naturelles, l'incitation à soumettre les populations était moins forte ce qui a permis de ne pas brider le développement d'institutions favorisant la prospérité de l'espace colonisé. L'expansion ou le déclin des pays autrefois colonisés s'expliquerait donc principalement par des facteurs exogènes, institutionnels, liés à la colonisation. D'autres auteurs ont également établi un lien entre les faibles performances économiques de bon nombre de pays en développement et la prévalence de la corruption, la fragmentation ethnique, les guerres (civiles ou non), etc.

2.2.3. Les pièges à pauvreté

Une explication alternative à l'absence de convergence entre pays nous vient des modèles à pièges de pauvreté. Ils se basent sur l'idée que les rendements marginaux du capital ne sont pas tout le temps décroissants : pour certains niveaux du stock de capital, ces rendements peuvent être croissants. Par exemple, supposons que deux technologies de production existent, l'une traditionnelle, l'autre moderne et supposons qu'il est possible de passer de l'une à l'autre à partir d'un certain niveau (critique) de capital par tête. Dans le voisinage du niveau critique de capital, les rendements de ce dernier sont indéniablement croissants : une faible augmentation du stock impliquera un très fort accroissement de la productivité. Dans ce cadre, nombre de prédictions du modèle de croissance néo-classique sont contredites. Aux antipodes d'une convergence généralisée, ces modèles prédisent que la dynamique de long terme dépend crucialement des conditions initiales. Un pays initialement pauvre, c'est à dire peu doté en capital, peut être piégé dans un équilibre de pauvreté perpétuelle alors qu'un pays initialement mieux doté peut croître perpétuellement. Deux pays très proches au début des temps, dans leurs structures et leurs niveaux de richesse initiale, peuvent connaître des

trajectoires de croissance diamétralement opposées : il suffit qu'ils se trouvent chacun de l'autre côté du niveau de capital critique. A la lumière de ces modèles de piège à pauvreté, le Graphique 4 peut être vu comme le reflet de conditions initiales un peu moins bonnes à Haïti qu'en République Dominicaine. Dans ce cas, ce ne serait pas la gouvernance qui serait à blâmer mais simplement la malchance. Les modèles de croissance endogènes et de piège à pauvreté diffèrent également quant à leurs prescriptions en matière de politique économique. Si, pour croître, les modèles de croissance endogène préconisent d'améliorer productivité et gouvernance, les modèles de piège à pauvreté, eux, en appellent à l'aide internationale pour permettre aux pays pauvres d'atteindre leur sentier de croissance de long terme. Les modèles de piège de pauvreté permettent donc essentiellement de modéliser des cercles vicieux. Dans l'exemple précédent, un faible niveau de développement empêche l'adoption de technologies compatibles avec une croissance de long terme, ce qui en retour perpétue un bas niveau de développement. Bien d'autres mécanismes peuvent provoquer des pièges à développement ; par exemple, une pauvreté récurrente peut pousser les fonctionnaires d'un pays à accepter des pots de vin, ce qui décourage l'investissement (ou en tout cas le renchérit substantiellement). L'absence d'investissement maintient alors le pays en situation de pauvreté. De la même manière, un faible niveau de capital humain engendre de mauvais enseignants (en tout cas en moyenne) entretenant un système éducatif inefficace et donc un bas niveau de capital humain. Une version plus générale des modèles de piège de pauvreté permet également d'expliquer une croissance cyclique, modélisant pourquoi certains pays ont connu des périodes de déclin, que ce dernier soit relatif ou absolu. Kindleberger (1996) développe l'idée qu'au même titre que le corps humain, les économies évoluent le long d'un cycle de vie au cours duquel leur vitalité varie. Le caractère plus ou moins entreprenant de chaque génération est alors la source des variations de cette vitalité. La République Maritime de Venise a entamé son déclin lorsque ses dirigeants se sont mis à consacrer leur temps à la consommation de luxe plutôt qu'à l'amélioration des techniques maritimes et à la découverte de nouvelles voies navigables. Florence et son secteur financier florissant a entamé sa chute lorsque Laurent le Magnifique a délégué ses pouvoirs sur la banque Medici afin de se consacrer à la luxure et au plaisir. Se basant sur cette idée, Artige et al. (2004) parmi d'autres, utilisent les modèles de formation des habitudes de consommation pour capter l'idée que les sociétés riches ont tendance à se reposer sur leurs lauriers et préférer la consommation à l'investissement dans le savoir. Cette approche suggère que le désir de consommation dépend positivement de la consommation passée que ce soit celle de l'individu, de ses parents ou de la société dans son ensemble. Il se peut alors

que la nouvelle génération développe un train de vie incompatible avec la perpétuation du leadership et des investissements qu'il nécessite. Il s'ensuit alors un recul de la croissance en comparaison des autres régions, ce déclin peut même mener à une baisse de la consommation par tête débouchant sur un nouveau cycle de croissance.

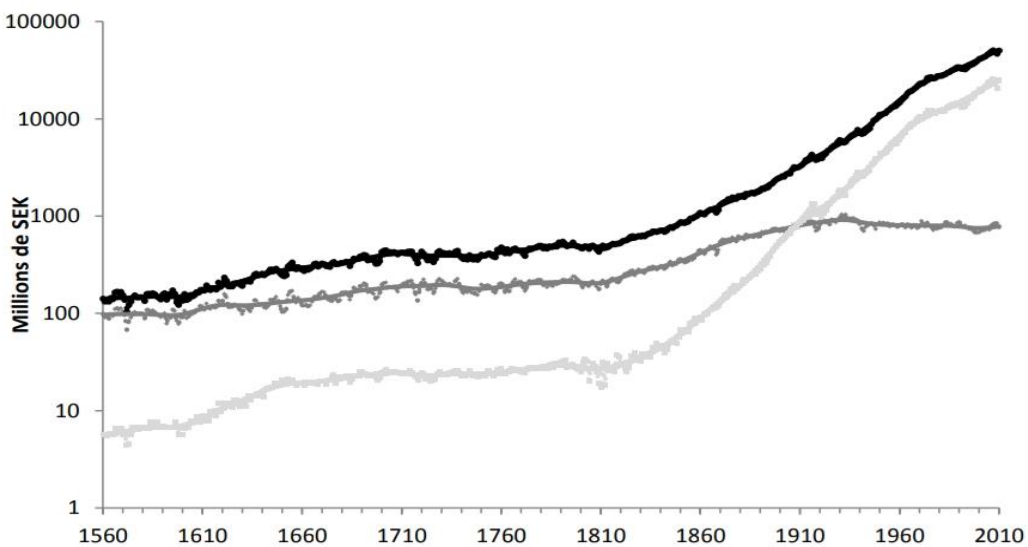
Section 3 : La transition vers la croissance moderne

Les modèles de croissance néoclassiques tout comme les modèles de croissance endogène retranscrivent efficacement la dynamique économique de ces deux derniers siècles mais ils ne peuvent pas expliquer la période de stagnation qui les a précédés. Le modèle Malthusien décrit bien la période de stagnation mais ne peut pas expliquer la croissance moderne ni le décollage vers cette dernière. Durant les quinze dernières années, les théoriciens de la croissance ont cherché à construire un cadre unifié permettant d'expliquer comment et pourquoi les deux périodes se sont succédées. Les explications de cette dynamique peuvent être séparées en deux catégories : la première explore les causes exogènes du décollage alors que la seconde propose un cadre où tout est endogène. Cependant, avant de se concentrer sur ces différents types de modèles, il est important de comprendre que le décollage que nous évoquons ici ne se résume pas à une simple transformation des conditions économiques mais s'apparente à une révolution des modes de vie. Si cette révolution des modes de vie résulte principalement du décollage économique, elle n'est pas nécessairement étrangère à ce dernier.

3.1. Le décollage au-delà du PNB

Dans la première section, nous avons mis en évidence une nette cassure dans la dynamique du revenu par habitant aux alentours de 1820. La réalité est en fait plus complexe, une analyse plus fine des données révèle l'existence de trois grandes ères économiques, des inégalités spatiales fortes et une mutation plus profonde qu'il n'y paraît de nos modes de vie. Résumant toute une série de travaux que nous évoquerons plus en détail par la suite, Galor (2011) documente l'existence de ces trois grandes phases qui s'étendent de l'an 1 (et bien avant) à aujourd'hui : l'époque Malthusienne, post-Malthusienne et Moderne. La dynamique du revenu anglais nous montre bien l'existence des trois grandes phases mises à jour par Galor et ses co-auteurs. Durant la phase Malthusienne, le revenu par habitant stagne essentiellement au niveau de subsistance même si des oscillations autour de ce niveau n'ont pas manqué d'exister. Aux alentours de 1650-1700 arrive le régime post-Malthusien qui se caractérise par une croissance faible du revenu par tête alors que l'époque moderne

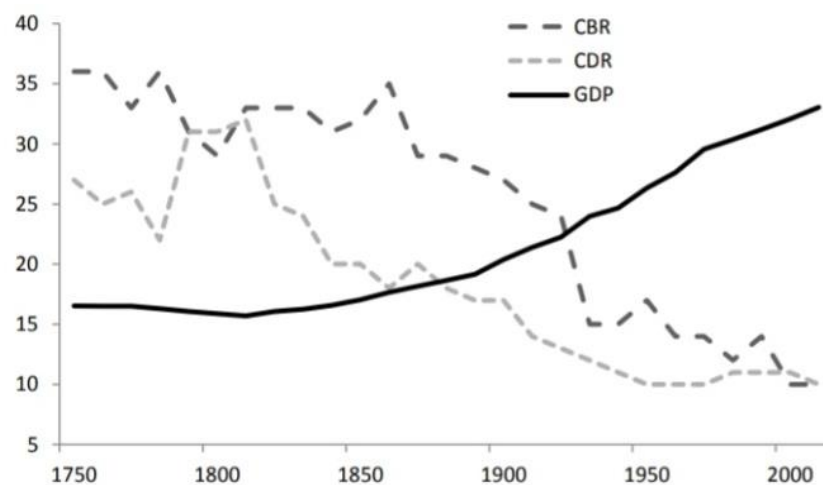
commence vers 1820 et se caractérise par une croissance soutenue du revenu par habitant. Dans le cas de la Belgique, la période de stagnation a été plus longue qu'en Angleterre alors que la période post-Malthusienne a été plus courte. Le décollage vers la croissance moderne intervient vers 1835-40, d'abord en Wallonie puis en Flandres (Lesthaeghe, 1977). Pour les Etats-Unis, nous pouvons observer le même type de dynamique que l'Angleterre et la Belgique même s'il convient de noter une période de croissance de 1500 à 1650, période qui correspond à la colonisation des Amériques et donc à un rattrapage du niveau de vie sur l'Europe de l'Ouest.



Graphique 5 – PNB total de la Suède (noir), de sa campagne (gris foncé), et de ses villes (gris clair). Echelle logarithmique. Source : Baudin et Stelter (2015)

Le décollage qui s'opère autour de 1820-1870 correspond à l'industrialisation. L'exemple de la Suède est assez édifiant en la matière. Le pays a connu une industrialisation quasi contemporaine à celle de la Grande Bretagne, (Graphique 5), l'explosion de la production par tête dans le secteur industriel intervenant autour de 1820. La production industrielle par tête dépasse la production agricole pour la première fois aux alentours du début du 20^{ème} siècle, siècle de stabilisation de la production agricole par tête. L'industrialisation de nos économies a été provoquée par et accompagnée d'une série d'innovations qui ont révolutionné nos vies et nos habitudes de consommation. S'il n'est pas question ici de faire l'inventaire des innovations que la première et la seconde révolution industrielle ont engendrées (pour cela, on pourra se référer par exemple à Bairoch, 1997), nous pouvons rappeler que la première révolution industrielle a vu naître le train à vapeur, les hauts fourneaux et les machines-outils, alors que la seconde révolution industrielle (1870) a jeté les bases de nos modes de consommation et de production actuels: la production à la chaîne,

le moteur à combustion interne, l'automobile, la chimie, la téléphonie, l'exploitation du pétrole et l'électricité; l'ancêtre de l'informatique moderne, la mécanographie, apparaît également à cette époque. Si les innovations que nous évoquons ici n'ont pas manqué de faire exploser la productivité des entreprises, elles ont également eu un impact formidable sur la productivité domestique. Gary Becker aimait beaucoup illustrer cette amélioration de la productivité domestique en comparant le temps qu'il fallait à sa femme et celui qu'il fallait à sa grand-mère pour laver le linge. En deux générations, la machine à laver manuelle puis électrique a économisé au moins 10 heures de tâches domestiques par semaine. Au-delà de l'anecdote, les améliorations technologiques ont permis de réduire le temps nécessaire à l'entretien du foyer familial, ce qui, dans des sociétés initialement dominées par le modèle du male breadwinner, a été la première des conditions d'accès des femmes au marché du travail. Des contributions telles que celle de Galor et Weil (1996) montrent à quel point la participation des femmes à l'activité productive a contribué à la croissance de long terme. L'amélioration des conditions sanitaires, des moyens de communication et de transport ont également participé à ce mouvement de libéralisation du temps des femmes.



Graphique 6 – Transition démographique et PNB en Suède.
 Axe de gauche (en pour mille): Taux brut de natalité (CBR, tirets gris foncés), taux brut de mortalité (CDR, points gris clairs). Axe de droite: PNB par habitant (GDP), échelle logarithmique.

Les changements radicaux que les sociétés occidentales ont connus ne se sont pas cantonnés aux modes de production et de consommation. Le décollage, à chaque fois qu'il est apparu, s'est accompagné d'une autre révolution : la transition démographique. Le Graphique 6 montre la transition démographique et l'évolution du revenu par tête en Suède. Les taux de naissances et de décès étaient systématiquement élevés avant le décollage économique. La mortalité commence à décroître avant la natalité. Le décalage temporel entre la baisse de la mortalité et de la fécondité produit une croissance démographique forte mais transitoire

puisqu'une fois enclenchée, la baisse de la fécondité s'avère rapide. Une fois la transition démographique achevée, les taux de mortalité et de fécondité se stabilisent à des niveaux faibles et la croissance de la population redevient négligeable comme dans le régime Malthusien. Ce décalage temporel se retrouve pour la grande majorité de pays, à l'exception notable de la France. Dans leur décomposition des phases de la croissance, Galor et Weil (2000) montrent que l'époque Malthusienne correspond à une faible croissance de la taille de la population, c'est à dire la phase de haute mortalité et de haute fécondité ; la phase post-Malthusienne se caractérise par une croissance vive de la population, c'est à dire la phase de chute de la mortalité et de maintien de la fécondité. Enfin, l'époque moderne correspond à une décélération puis une stabilisation de la croissance démographique, c'est à dire la fin de la transition démographique. Si la transition en Angleterre et dans bon nombre d'autres pays européens a duré deux siècles, elle s'est avérée beaucoup plus en rapide en Asie de l'Est (moins d'un demi-siècle) et même fulgurante en Iran ; Ladier-Fouladi (2003) montre que l'Indice Synthétique de Fécondité iranien est passé de 6.8 en 1985 à 2.5 en 1999. Nous montrerons par la suite que la causalité entre transition économique et transition démographique va le plus souvent dans les deux sens. Bien entendu, la baisse de la mortalité a eu pour incidence d'accroître l'espérance de vie des individus. Il est intéressant de noter que l'espérance de vie à la naissance et celle à 20 ans étaient quasiment identiques dans la plupart des pays avant la seconde moitié du 18^{ème} (Clark, 2007), et comprise entre 30 et 40 ans. Les révolutions économiques et démographiques que nous évoquons se sont parées d'une massification de l'enseignement d'abord primaire puis secondaire. Initialement, cet investissement éducatif est d'ordre privé (paroisses, communes, individus). Selon Cressy, en Angleterre, les taux d'alphabétisation ont commencé à augmenter dès 1530 pour passer de 10% de la population à environ 50% en 1820 puis 74% en 1860. Dans l'Angleterre du début du 19^{ème} siècle, le temps d'éducation moyen des enfants était de deux années alors qu'il était déjà de 4 années et demi en 1870 et 8,82 en 1913. Le rythme de croissance de ces niveaux d'éducation a sensiblement diminué par la suite pour atteindre 14 années en 1992. Des mouvements similaires peuvent être observés en France, en Belgique et dans tous les pays qui se sont industrialisés. Nous tenterons par la suite de montrer qu'il existe des relations causales entre les transitions économiques, démographiques et scolaires (s'il fallait donner un nom à cette dernière). Nous pourrions bien entendu étendre la description des changements que nos sociétés ont connus à la suite de leur décollage économique, évoquer par exemple le développement du secteur bancaire et des réseaux de télécommunication mais l'essentiel a été dit : les changements ont été spectaculaires et la question de la causalité entre

tous ces mouvements reste pour le moment en suspens. Ces changements sociétaux accompagnant le décollage économique nous disent quelque chose sur la perspective d'un retour à la stagnation malthusienne. Ce dernier pourrait difficilement détricoter les changements que nous avons évoqués. Toutefois, ces derniers peuvent culminer : l'espérance de vie pourrait avoir une limite biologique, l'éducation pourrait cesser de croître, l'urbanisation et la libération du temps des femmes pourraient atteindre un maximum. Dans ce cas, la croissance pourrait-elle se poursuivre ? Comprendre les mécanismes de la transition est maintenant crucial.

3.2. Modèle de transition exogène

Hansen et Prescott (2002) ont montré que le modèle de stagnation malthusien peut être combiné avec Peut expliquer la croissance néoclassique dans un seul cadre de décollage économique. Leur idée est Supposons qu'une économie ait deux secteurs de production : l'agriculture et l'industrie. Initialement, le niveau de productivité Et la technologie de l'industrie est si faible que toutes les ressources de l'économie, que ce soit À forte intensité humaine ou capitaliste, employé dans l'agriculture. Parce que cette industrie est enrichissante Avec la diminution de la force de travail et la rareté des terres, le comportement de ce modèle est similaire au modèle malthusien. Suivant Améliorations technologiques continues et exogènes, le secteur industriel est devenu rentable et a commencé à attirer Ressource. Ensuite, l'économie devient de plus en plus similaire à ce que décrit le modèle de croissance Le néoclassicisme de Solow.

Dans cette théorie, le processus de transformation forcée est exogène. Littéralement expliqué, il consiste en un Améliorer la productivité industrielle. Dans une explication plus générale, ces améliorations techniques Elle peut également refléter des changements institutionnels exogènes. Mokyr (2012) a souligné, par exemple, Les Lumières sont l'un des changements qui rendent la connaissance plus utile à la croissance en raison de sa suprématie Ils ont donné des connaissances et des raisons sur la tyrannie et la superstition. Les Lumières elles-mêmes sont constituées de La Réforme protestante a ouvert la voie à la remise en cause de l'autorité de l'héritage et a en même temps ouvert la voie de la pensée Scientifique critique. D'autres types d'explications du décollage sont liés à la motivation à accumuler du capital humain. Si, pour un Pour une raison quelconque, l'investissement des ménages dans l'éducation est devenu plus rentable et la croissance est probable Soutenu par les externalités du capital humain décrites dans le modèle de croissance endogène. Dans Le type d'impact peut être considéré. La première est liée à l'idée de Ben-Porath (1967), qui a donné naissance à L'investissement dans l'éducation dépend de la période de temps de ces investissements

Fructueux. On constate que l'augmentation de l'espérance de vie rend l'investissement initial en capital humain plus rentable. Le capital humain étant le moteur de la croissance économique, l'augmentation initiale de la durée de vie (Pour des raisons médicales, climatiques ou biologiques) peut favoriser l'accumulation continue de ces derniers, donc la croissance à long terme. Le deuxième type de choc d'éducation à la hausse peut être institutionnel. Par exemple, Engerman et Sokoloff (2002) ont déterminé les conditions pour qu'un pays établisse l'éducation Le rendre public le plus tôt possible pour favoriser l'émergence de la main-d'œuvre qualifiée et la révolution industrielle vite.

3.3. Théorie de la croissance unifiée

La théorie de la croissance unifiée, nommée par son fondateur Galor (2011) et co-auteur Weil II a la même ambition que Moav, expliquant l'histoire du revenu dans un environnement unique. À l'opposé La méthode précédente, cette théorie n'est pas basée sur la modification exogène du système et La technologie mais « incorporé » le mécanisme de changement du modèle lui-même. Stade précoce L'économie est caractérisée par un équilibre malthusien stable, donc la population croît lentement Amélioration technique. La lente augmentation de la densité de population accélère le rythme du progrès technologique Parce que les personnes densément peuplées généreront plus d'idées, permettront une spécialisation plus fine et soutiendront plus de villes gros. Le progrès technologique est de plus en plus rapide, et pour le mettre en œuvre, il a finalement besoin Les travailleurs possédant un capital humain accumulé principalement grâce à l'éducation. Ensuite, il y a une demande Le capital humain dans l'entreprise. Pour y répondre, les parents choisissent de laisser moins d'enfants Aller vers le monde, qui leur permet d'investir davantage dans la connaissance de l'autre ; tout comme dans le modèle La croissance endogène et l'accumulation de capital humain permettent de soutenir la croissance économique à long terme semestre. Dans ce cas, la taille de la population joue un rôle crucial. Pendant la stagnation, toutes les variables sont À l'exception de la taille de la population et du progrès technologique, il reste inchangé. A un certain moment, la taille de la population Si le seuil critique est dépassé, une transition se produira si le seuil critique est dépassé.

Plutôt que de décoller en fonction de la croissance de la densité de population, il vaut mieux La révolution industrielle est le résultat de changements dans la composition démographique. Supposons deux De nombreux types de personnes coexistent, un type a un avantage évolutif (ils se reproduisent plus rapidement), de Par conséquent, sa part dans la population a lentement augmenté au fil du temps. Lorsqu'il atteint une taille critique, le groupe Provoquera le décollage. Les types de personnes qui correspondent à la croissance

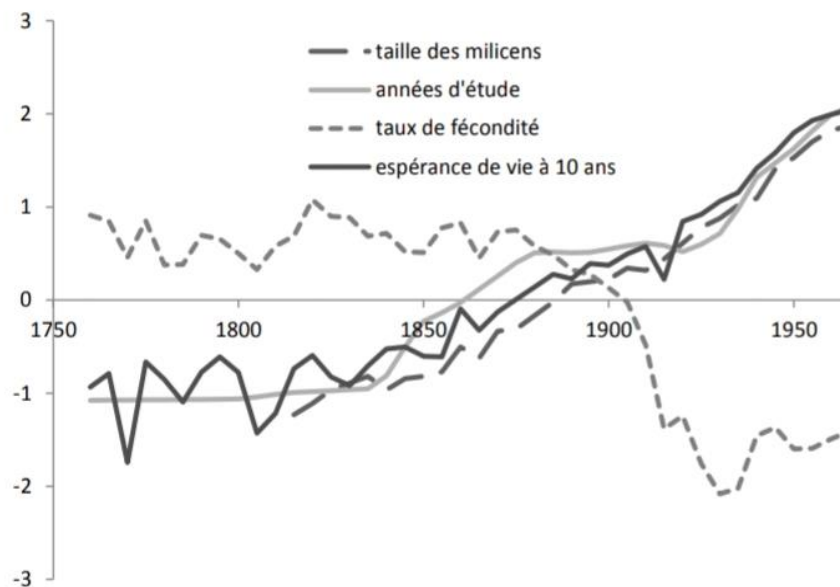
économique finiront par Race évolutive (deviendra le type dominant dans la population), qui peut correspondre à celles Une éducation très appréciée (Galor et Moav, 2002) ou des personnes ayant l'esprit d'entreprise (Clark, 2007). Problème Même avec quelques réponses, le type de transmission de parent à enfant est encore une question ouverte Fourni par Baudin (2010).

Galor (2011) a montré que le lien entre la croissance démographique et le décollage économique est causé par Le compromis entre la qualité et la quantité des enfants est un concept introduit par Becker (1960). Cet arbitrage découle d'un simple Contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés tous les parents potentiels et tous les pays :

Dépense totale en faveur des enfants = nombre d'enfants x dépenses par enfant.

Dans la mesure où les dépenses totales restent inchangées, il est impossible d'améliorer la qualité des enfants (au sens où ils l'entendent) Éducation, économie ou santé biologique) au lieu de réduire leur nombre. Par conséquent, vers le bas Le taux de fécondité observé lors de la transition démographique permet d'augmenter les dépenses d'éducation et de santé Pour les enfants, cela facilite la transmission du stock de capital humain de génération en génération. Cette La figure 5 montre que la baisse du taux de fécondité en Suède s'accompagne d'une forte croissance démographique. La croissance de l'éducation formelle et la taille des individus sont la preuve d'une meilleure nutrition et Les jeunes sont moins exposés aux maladies (de la Croix et Licandro, 2013). L'éducation et la santé sont Deux composantes importantes du capital humain.

A partir de la théorie de la croissance unifiée, on peut penser que la croissance démographique a constitué initialement un Avantage, car ces derniers peuvent atteindre une taille de population propice à l'innovation, Capital et croissance économique. Cependant, pour que le décollage soit durable, il est essentiel que Les individus réduisent le nombre de leurs enfants et les remplacent par l'éducation.



Graphique 7 – la substitution de la quantité des enfants par la qualité en Suède pour les cohortes 1760-1965. Trois mesures de qualité vs le taux de fécondité. Données normalisées.

Cette théorie n'est pas la seule théorie qui donne à la population un rôle important. La démographie affecte également la croissance économique induite par le dividende démographique (Lee et Mason, 2006). Selon cette théorie, la transition démographique a eu un effet positif sur la croissance peu de temps après la baisse du taux de fécondité : La population est majoritairement composée de jeunes travailleurs avec très peu de personnes à charge. Effet Alors que le vieillissement de la population s'estompe progressivement, le poids des personnes âgées commence à montrer.

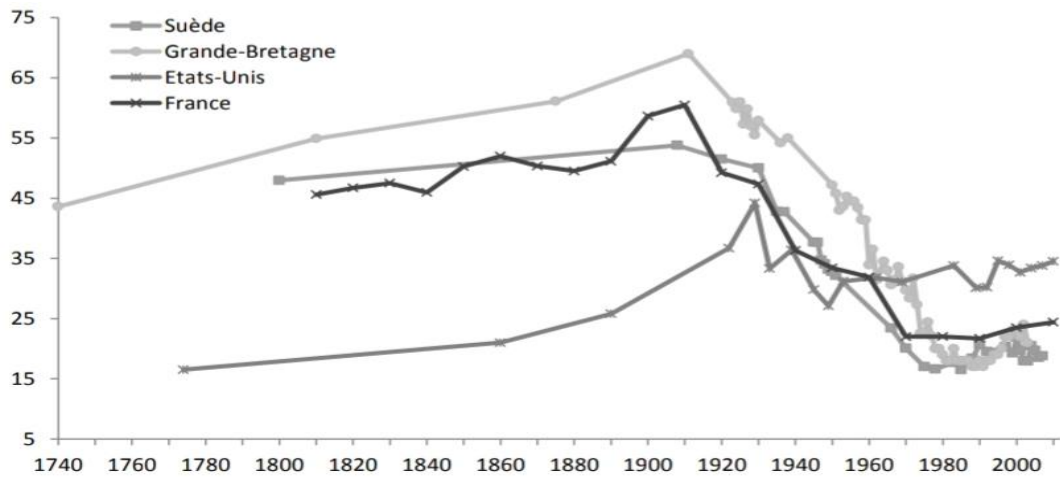
La corrélation négative entre la croissance démographique et la croissance économique nécessite des politiques de contrôle des naissances dans les pays en développement. Il est désormais clair que la croissance démographique a un impact négatif sur la croissance économique. Dans le cadre malthusien et le cadre néoclassique, c'est une des clés du passage d'un régime à un autre. Une sorte de littérature empirique récente a montré qu'en général, la corrélation entre les deux types de croissance n'est pas d'un point de vue horizontal, il est d'une grande importance. De ces études, on peut retenir l'impact de la croissance de la population sur la croissance économique change au fil du temps et change avec le niveau de croissance économique. La composition de la population au même niveau avec des variables liées à l'âge de la population est le plus important. La baisse de la mortalité, notamment la baisse de la mortalité des travailleurs, et réduire le taux de mortalité des personnes en état de dépendance, qu'elles soient jeunes ou âgées (Lindh et Malmberg

2007). Tous ces résultats renforcent la signification empirique des conclusions théoriques. Croissance unifiée.

3.4. Croissance économique et inégalités

Enfin, la relation entre croissance et inégalités a également attiré l'attention. Le problème est double : Les inégalités évoluent-elles avec la croissance économique ? L'inégalité est-elle une bonne ou une mauvaise chose pour les gens ? Processus de croissance ? De l'analyse empirique de Kuznets (1955), la littérature tire la loi générale, la courbe de Kuznets, selon laquelle les inégalités augmentent d'abord au début de la croissance, atteignent leur maximum, puis diminuent une fois que la croissance conduit à un niveau de vie élevé, alors diminuent.

Comme pour la plupart des lois, les hypothèses sont un peu rapides à partir d'analyses empiriques très locales (courbe Philips, courbe de Beveridge, loi d'Okun, etc...), la courbe de Kuznets n'a pas trouvé de support empirique et n'est pas théoriquement cohérente. De toute évidence, la première partie de l'argument est correcte. Le début de la croissance. L'exemple de la Chine illustre ce point encore récemment. Mais c'est presque un mécanisme tautologique : La croissance d'un pays ne démarre pas uniformément, elle doit donc l'être dans certaines régions. S'enrichir alors que d'autres stagnent, ce qui signifie que les inégalités se sont accrues. C'est la deuxième partie de l'argument. La courbe de Kuznets n'est pas très convaincante. En effet, les inégalités de revenus ont diminué entre 1920 et 1980. Dans les pays développés, des politiques de redistribution particulièrement ambitieuses sont suivies. Figure 8, où l'on représente une mesure possible de l'inégalité, qui illustre bien cette baisse. Cependant, depuis 1980, ces mêmes inégalités ont augmenté dans certains pays développés (notamment les États-Unis et le Royaume-Uni), cette proportion tend à augmenter. Pour certaines personnes, comme Piketty (2013), le capitalisme lui-même provoque une augmentation des inégalités au fil du temps. Selon d'autres, comme Clark (2014), la mobilité sociale n'est pratiquement pas affectée par la politique en toutes circonstances.



Graphique 8 – part de la richesse totale détenue par le 1% le plus riche de la population.
Source des données: Roine et Waldenström (2015).

La littérature se concentre également sur la façon dont les inégalités affectent la croissance à travers l'impact. Ils concernent l'accumulation de capital physique. Par exemple, vous pourriez avoir beaucoup de pauvres, forte demande et mise en place de politiques de redistribution. Les impôts faussés ont ralenti la croissance. L'inégalité peut également affecter la croissance par son influence. Concernant l'accumulation de capital humain, surtout si les pauvres sont soumis à des restrictions de crédit, les empêchant d'investir adéquatement dans l'éducation. Enfin, comme le montrent la Croix et Doepke (2003), les variables démographiques doivent être prises en compte lorsque l'on essaie de comprendre l'impact. Augmentation de la répartition des revenus (taux de mortalité et de fécondité différents). Si tous les documents que nous venons de citer permettent de déterminer le mécanisme qui peut conduire à des économies. Les pays européens se tournent vers la croissance moderne, celle-ci ne permet pas de comprendre pourquoi c'est le mécanisme qui prend racine en Europe occidentale et pas ailleurs, notamment en Chine moderne, au moins technologiquement en avance sur l'Europe (papier, poudre, imprimerie, boussole).

Conclusion

La croissance économique exprime la capacité économique d'un pays, car elle représente un indice qui reflète l'orientation du développement de l'activité économique, puis il reflète la situation économique. De ce qui précède, la croissance économique est le résultat d'un certain nombre de facteurs tels le travail, le capital et la technologie. A partir de l'évolution des théories des modèles de la croissance économique qui diffèrent dans leurs perceptions et interprétations de la croissance, où les théories traditionnelles voient que la

source de la croissance économique se situe dans l'accumulation du capital, et la même chose pour certains modèle de pensée moderne comme le modèle de Harrod-Domar, et l'analyse de la croissance endogène explique en fonction de recherche-développement l'accumulation du capital humain , les infrastructures publiques.

Introduction

L'industrialisation étant étroitement liée aux réalités politiques et culturelles de tous les pays, le secteur industriel est l'un des secteurs économiques qui contribue de manière significative à l'accumulation du capital et au processus de financement du développement économique. La présence d'un secteur industriel fort rend l'économie plus flexible pour faire face aux défis et aux fluctuations économiques locales et régionales. La principale caractéristique du secteur industriel est la productivité élevée qui contribue à accroître le revenu par habitant, en remplaçant les importations nationales par un développement des exportations, en diversifiant les sources des revenus et en améliorant la balance des paiements.

L'industrie en Algérie, l'un des piliers sur lesquels est basée l'économie algérienne, en particulier des hydrocarbures appartenant à l'industrie minière. Le début de l'émergence de cette industrie dans le pays à partir de 1970, où elle utilise ensuite de nombreux minéraux tels que le fer, les phosphates, pour développer leurs produits. Elle cherche à s'ouvrir aux marchés mondiaux et réaliser une autarcie locale.

Dans ce chapitre, et dans un premier lieu nous allons présenter un aperçu historique sur l'industrie en Algérie, dans un second lieu, nous allons aborder la réalité du secteur industriel, la relation entre l'industrie et la valeur ajoutée en Algérie, les caractéristiques du tissu industriel algérien, état des lieux des PME/PMI en Algérie et les obstacles au développement du secteur industriel.

Section 1 : Aperçu historique sur l'industrie en Algérie

L'économie de l'Algérie traite de la situation économique conjoncturelle et structurelle de l'Algérie. Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a lancé de grands projets économiques pour mettre en place une assise industrielle dense. Cependant, en dépit des réalisations importantes engagées (routes, autoroutes, universités, hopitaux, usines, logements, métro et tramway, etc.), l'économie algérienne est passée par divers stades de turbulence.

Dans les années 1980, l'économie algérienne a connu des difficultés importantes. En effet, le contre-choc pétrolier de 1986 a porté un coup dur à une économie quasiment rentière, c'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation. Au début des années 1990,

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

l'Algérie a engagé des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché.

En 2012, l'économie algérienne demeure très fortement dépendante de la route des hydrocarbures, qui représentent la principale source de revenus du pays, sans être parvenue à se diversifier et à mettre en place une industrialisation compétitive au niveau international.

Le rapport 2017 du cabinet de conseil et d'intelligence économique Oxford Business Group (OGB) sur l'Algérie, met l'accent sur les efforts consacrés par le pays pour renforcer et diversifier son économie sur fond de chute des prix du pétrole. Ce rapport évoque la contribution croissante du secteur privé dans le PIB, en particulier du rôle des petites et moyennes entreprises (PME) soutenues par de nouvelles mesures ; ainsi que le secteur des services financiers, qui a connu des évolutions positives telles que l'instauration du paiement en ligne.

1.1. Une économie planifiée (1962-1978)

La période 1962–1971 de l'économie algérienne est marquée principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la création d'entreprises publiques ainsi que la mise en place d'un processus de planification centralisée, la création d'une structure industrielle ainsi que le parachèvement des institutions publiques. L'année 1966 a été marquée par la nationalisation des mines et des compagnies d'assurances étrangères et la signature d'accords de coopération avec la France, tandis que l'année 1971 a été marquée par la nationalisation des hydrocarbures avec l'acquisition par l'État de 51 % des avoirs des sociétés pétrolières françaises présentes en Algérie. En novembre de la même année le gouvernement a lancé la « révolution agraire » et la « gestion socialiste des entreprises » (GSE)

1.2. Crise et restructuration (1979-1987)

Au début des années 1980, l'économie algérienne commence à être restructurée, et l'aggravation de la crise économique en Algérie à la suite du choc pétrolier dès 1986. La baisse régulière du prix du brut amorcée à la mi-1985 s'accélère brutalement en 1986. Le niveau des prix atteint son plancher et dévoile brutalement les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne. La chute des prix du pétrole de 40 % réduit à néant les

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

illusions de puissance du potentiel industriel algérien et révèle la dépendance et la fragilité d'un système construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures

1.3. Crise et privatisation (1988-1993)

La baisse du prix des hydrocarbures de 1985 à 1987 a eu des conséquences sur le plan social et économique du pays. La crise politique de 1988, les résultats des élections de 1991 et leur annulation plongèrent le pays dans une période très difficile d'insécurité et de désordre économique, l'obtention d'une aide financière et du FMI les mesures qui lui sont associées ont renforcé l'urgence des réformes.

En 1993, les exportations algériennes se constituaient à plus de 98 % d'hydrocarbures, le pays dépendait à 80 % de l'extérieur sur le plan alimentaire et à 90 % pour les médicaments.

Les difficultés de fonctionnement de l'industrie algérienne ont été croissantes depuis 1986 marqué par le troisième choc pétrolier qui a violemment privé l'État de plus d'un tiers de ses ressources en devises. Ainsi, ce manque provoquera des conséquences sur le plan social et économique du pays. À l'époque l'État a préféré recourir à l'endettement extérieur pour maintenir le niveau de vie de la population et de la nomenclature liée aux contrats d'importations, les décideurs algériens n'ont fait qu'aggraver une situation déjà très fragile. Le service de la dette durant la période 1989-1993 a toujours absorbé plus de 70 % des ressources de l'Algérie. En 1993, elle dépasse les 80 %. Par conséquent, le fonctionnement de l'économie et la satisfaction des besoins vitaux de la population ont été de moins en moins bien assurés et la dette a continué de grossir.

Les interdictions sur certains produits d'importation ont entraîné le peu d'industrie du pays à une baisse continue de la production et une détérioration flagrante des outils de production. La situation financière des entreprises publiques (constituant plus de 90 % de la production algérienne) s'est aussi profondément détériorée. Bien qu'en 1990, il y a eu des tentatives de libéralisation économique sous le gouvernement de Mouloud Hamrouche qui sera vite remise en cause par ses successeurs, l'Algérie n'aura ni attiré les investissements étrangers ni réussi à faire revenir les capitaux de l'émigration.

1.4. Passage à l'économie de marché (1994-2015)

En début de 1994 le passage d'une économie dirigée à une économie de marché est conforté par la dévaluation du dinar algérien, la libéralisation du commerce extérieur, la liberté des prix, et le rééchelonnement de la dette extérieure. Avec l'ancrage à l'économie de marché,

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

la classe moyenne, majoritairement composée de fonctionnaires avant 1994, s'est trouvée décimée en quelques années.

20 ans après le passage à l'économie de marché, l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur industriel pesant moins de 5 % du PIB et est principalement constituée de petits services et de commerces (83 % de la superficie économique). Elle est également caractérisée par les sureffectifs dans les entreprises publiques ainsi que dans l'administration.

Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus de 95 % de ses recettes extérieures et 60 % du budget de l'État algérien.

En 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (-43,71 %) aggravant fortement le déficit de la balance commerciale. La balance des paiements atteint le niveau record de - 10,72 milliards de dollars au premier trimestre 2015. L'Algérie pourrait rencontrer des difficultés d'ici 2017-2018 pour payer les salaires de ses fonctionnaires et maintenir ses importations.

Avec une forte dépendance aux hydrocarbures, l'économie algérienne demeure une économie rentière.

En dépit d'une réduction de la balance des paiements avec un déficit de 15,82 milliards de dollars (mds USD) en 2018, contre 21,76 mds USD en 2017, l'Algérie serait, selon le magazine le Point en septembre 2019, proche de la cessation de paiements, les dépenses publiques ayant augmenté à plus de 70 milliards de dollars (augmentation de 12 %) et les réserves de charge diminuant de 200 milliards en 2014 pour passer en 2019 à près de 60 milliards.

2. Les formes d'implantation industrielle :

Il existe de nombreuses formes d'institutions industrielles dans les villes algériennes ; dans le tissu Zones urbaines, zones environnantes ou zones spécialement aménagées, appelées zones industrielles Dans l'immense complexe qui apparaît sous la forme polaire près de la grande ville. Les installations industrielles dans les villes algériennes remontent à l'époque coloniale, a-t-il souligné Certains établissements d'origine précoloniale, par exemple ; les tapis de Tlemcen. En 1962, l'industrie algérienne, Sous-développé, principalement concentré

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

dans trois villes côtières : Alger (64%¹ emploi industriel), Oran et Annaba ; les autres villes ne comptent Généralement que quelques petites entreprises. Mais peu importe, L'usine est intégrée au tissu urbain, ou située en périphérie de la ville, comme modèle européen.

Après l'indépendance dans le cadre de la stratégie d'industrialisation, elle a installé des centaines de Des usines privées dans le tissu urbain apparaissent clairement dans les villes côtières, principalement dans La période 1967-1972. Après que les villes algériennes ont connu une énorme expansion urbaine, le pays a tenté de faire ressortir L'ancienne zone industrielle de la ville est planifiée et équipée de tous les moyens nécessaires Développement industriel.

Les nouvelles usines étaient installées hors du périmètre urbain, à la périphérie des villes ou dans les zones rurales proches sous forme de zones industrielles sa superficie change selon le type, l'importance de l'industrie et le volume d'investissement. Les grands pôles industriels se sont localisés sous forme de complexe s'étendaient sur de grandes surfaces (Arzew sur 3000 hectares, Skikda 1200 hectares, Annaba 1700 hectares, Rouïba 800 hectares).elles sont de 25 km des grandes villes liés par un réseau dense de moyens de transport et de télécommunication¹. Il y'avait environ 150 villes de tailles différentes caractérisées par l'implantation des industries et des zones industrielles.

Les reflets résultants de l'implantation industrielle : Cette politique d'industrialisation possède plusieurs résultats négatifs sur les villes.

2.1. L'évolution de l'utilisation du territoire par l'industrie :

L'utilisation du territoire par l'industrie a commencé avant l'indépendance et s'est avérée avec le même rythme selon l'importance de la dimension de l'industrie ; l'utilisation du territoire par l'industrie en 1966 était 100 hectares, elle s'élevait à 12 862 hectares en 1977 et à 21 819 hectares en 1983. il y'a 02 périodes :

La période 1962-1969 : Durant cette période, faute d'investissements, le taux d'occupation des sols était faible, à l'exception de Certaines zones côtières, comme Oran, Annaba, Alger et Skikda, sont synchronisées avec le plan triennal.

¹ Brulé J.C et Fontaine Jacques, « **L'Algérie ; volontarisme étatique et aménagement du territoire** », Alger, OPU, 1986, p163.

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

2.1.1. La période 1969-1977 : Cette période s'est synchronisée avec la réalisation des deux plans quadriennaux, Il y' avait une forte exploitation de terre par l'industrie ; 10 867 hectares durant (1969-1977).

2.1.2. La période 1977-1983 : L'utilisation des terres a continué d'évoluer pour atteindre 21 819,99 hectares en 1983. Le plan de quatre ans est terminé. Durant cette période (1960-1983), 53 zones industrielles sont apparues, couvrant 114 000 hectares Chaque zone occupe en moyenne 100 à 300 hectares.

2.2. La consommation des terres agricoles par l'industrie :

Le développement des terres agricoles est lié au changement de politique d'industrialisation 120002 Hectares de terres à haut rendement dans les zones industrielles, par exemple L'usine industrielle de Skikda qui a consommé environ 1 200 hectares de terres Des terres agricoles à haut rendement Le stimulus de cette consommation est la propriété de l'État de la plupart des terres vendues Par un prix symbolique.

Les répercussions de l'expérience de l'industrialisation algérienne : L'industrialisation a possédé généralement des effets positifs dans le développement global, mais dans l'absence de planification d'étude approfondie, il en résulte d'effets négatifs sur l'espace urbain dont ce dernier ne peut pas supportés en produisant beaucoup de problèmes.

2.2.1. Les répercussions positives de l'industrialisation :

Construction environ 5 000 ² Par la constitution d'une unité industrielle nationale Les tissus industriels denses et diversifiés éliminent Déséquilibres régionaux et participation au développement national. Le parc national compte plus de 1 000 grandes unités industrielles³

Créer de nouvelles opportunités d'emploi en créant 620 000 emplois afin de Éliminer le chômage, améliorer le niveau de vie et permettre aux individus de gagner Reposez-vous à la fois physiquement et mentalement. Les produits industriels locaux génèrent 5,6 milliards de dollars américains⁴. L'industrie a couvert 40 % de la demande moyenne du marché national, cette dernière Textiles augmentés à 80 % et 90 %. Contributions à l'amélioration du niveau

²: سباح عز الدن، عيساوي خالد: «أثر نفايات الصناعة على تدهور البيئة الحضرية للمدن الساحلية؛ حالة مدينة سكيكدة»، مذكرة تخرج مهندس دولة فـتـ تـسـنُّر التقنيات الحضرية المركز الجامع بن مَهدي OBE، 2007، ص3

³. Idem، ص37.

⁴. Idem، ص37.

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

des travailleurs par des salaires élevés et des concessions Société : comme la sécurité sociale...etc.

2.2.2. Les répercussions négatives de l'industrialisation :

La société algérienne n'est pas préparée à une si grande transformation industrielle. Il y a plusieurs facteurs négatifs : Pour maîtriser la difficulté de la technologie de pointe, vous devez demander l'aide d'experts étrangers Surtout dans le domaine de la maintenance. Les projets industriels n'ont pas été achevés à temps (ce qui reflète l'incompétence Réalisations des entreprises nationales qui nécessitent à nouveau la participation d'experts étranger). Incapable de réaliser la complémentarité et la formation entre les différentes industries de base Et des PME complémentaires. Chaque fois que la zone industrielle fournira, l'ampleur de l'exode rural s'étendra nouveau travail. En raison de l'immigration continue, les bidonvilles s'étendent sur les terres agricoles Population en recherche d'emploi.

La dépendance du produit industriel au marché extérieur et l'appui presque totalité sur l'exploitation d'un seul produit : hydrocarbures. L'augmentation du volume des dettes et la limitation du financement. L'échec de l'industrie dans la concrétisation de ses planifiés, concernant la substitution des exportations des hydrocarbures par les exportations d'autre industrie, car 95 % des exportations du pays toujours les hydrocarbures. La régression du taux de la main d'œuvre dans le secteur primaire de 50 % en 1967 à 23 % en 1995, en revanche que le nombre des travailleurs s'est doublé en trois (03) fois dues au choix du développement qui avait priorisé l'industrie.

L'apparition de la crise de logement sous l'effet du déficit des villes à répondre aux besoins des immigrés, car la part de l'investissement des logements ne dépassait pas 8 % par contre l'industrie atteignait 45 % dans les plans de développement. L'augmentation de l'ampleur de conurbation du mouvement du trafic. L'industrie affecte par ses polluants dégagés l'environnement et la santé humaine en polluant l'air, les cours d'eau, les barrages et les mers ; les établissements industriels utilisent annuellement plus de 220million m² d'eau usée chargée par plus de 550 tonnes de DBO5 les eaux les plus polluées sont celle s du barrage Beni hattal à Kheda, les oueds de : Tafna, Seybousse, Soumame et Chlef ainsi que celles des mers de la zone de Ghazaout qui rejettent du zinc et du caduim et la zone d'Alger et de Skikda rejetant du chlore, du soda, du mercure et autres métaux lourds .

Concernant la pollution de l'air, la forte densité du nord-est algérien Industrie lourde- Industrie sidérurgique (Complexe El-Hadjar), Annaba Industries, Raffinerie pétrochimique

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

(entreprise industrielle) à Skikda ENIP Petrochemical considéré comme une zone test pour le suivi des projets La pollution industrielle pour réduire l'impact de la pollution.

2.2.3. Les efforts de l'Algérie dans le domaine de l'environnement :

Les responsables et institutions algériens n'ont pas encore commencé à prêter attention à l'environnement Dans les années 1980, parce qu'après l'indépendance, elle a choisi un développement Le plan lui a permis d'établir une base économique solide en établissant des usines sur tout le territoire. Bien que tous les Algériens soient fiers de cette assise économique, une chose doit être Mention, est la règle politique sur le plan économique industriel ; pour établir une zone industrielle dans une zone qui a causé une catastrophe persistant. Le 5 mars 1983, le Environnement et parc national protégé⁵.

2.3. Le classement des industries polluantes en Algérie :

En avril 1985, il a été mentionné au cours d'une session gouvernementale que les industries polluantes appartiennent à 13 branches d'industrie, parmi les :

Ciment - les mines Sucre- les produits gras- Cuire - électronique.

Les efforts de l'Algérie dans le domaine de la précaution de l'environnement : Suite à la session mentionnée dans le précédant paragraphe, il en y résulté un programme s'articulant autour de 04 quatre étapes :

2.3.1. Des mesures de caractère général :

La mise d'un réseau national pour le contrôle des ressources de la pollution et la surveillance en permanence. La création d'un secteur pour les inspecteurs et les contrôleurs de l'environnement. L'application des lois apportées à l'environnement. L'élaboration de trois laboratoires régionaux pour les analyses environnementales. Des mesures pour réduire la pollution industrielle : Désignation des unités industrielles devant être équipées de moyens antipollution. La mise d'un organisme national pour l'élimination de déchets qui constituent les sédiments. La mise de dispositifs de gestion des unités industrielles. Des mesures pour réduire la pollution marine : L'utilisation et l'élaboration des stations pour l'épuration des eaux des centres urbains, touristiques et littorales. La mise d'un organisme pour le contrôle des eaux de baignades. Le renforcement des capacités nationales pour l'intervention urgente

⁵ لخدري مراد، سلطان نصر الدن : « تأثر المنطقة الصناعية على البيئة العمرانية حالة؛ مدينة سكيكدة - » مذكرة تخرج مهندس دولة فؤ تسر التقنيات الحضرة- المركز الجامع بن مهدي - 2006-OEB ص.23.

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

contre la pollution marine. Des mesures pour réduire la pollution nocive dans les zones urbaines : L'utilisation du gaz du pétrole liquéfié comme un carburant. Le transfert des activités polluantes vers les zones industrielles.

En raison de l'intérêt pour les questions environnementales, le plan n'a pas été entièrement mis en œuvre Les années 1980 ont été très faibles à cause de : Utilisation durable des terres agricoles et des forêts. Les usines chimiques continuent de traiter les déchets en affectant l'environnement. Détérioration dans la plupart des parcs nationaux.

Cependant, l'intérêt de l'environnement a réalisé un saut qualitatif dans les années quatre-vingt-dix pour les raisons suivantes : Le camp pluraliste a créé des domaines pour permettre à la société d'exprimer ses idées sur les formes et les risques de la pollution environnementale, de former des associations de la protection de l'environnement et de la défense des espaces verts à travers le territoire national. L'émergence de véritables problèmes environnementaux ; les cimenteries (les usines du ciment), les usines chimiques...etc. rejettent leurs déchets dans les airs, les mers et les cours d'eau, pour ces raisons ; Il a été établi au niveau du ministère de l'Industrie une direction générale pour l'environnement qui a été assignée en 1996 d'environ 0.23 % des fonds destinés pour le ministère de l'Intérieur. Il a été établi en janvier 1996 une inspection de l'environnement au niveau de chaque wilaya. Il a été également créé au début de l'année 1997, un conseil supérieur de l'environnement comprenant des patriciens, des intéressés et des chercheurs universitaires pour stimuler et mettre en évidence les stratégies nécessaires dans le domaine environnemental et de protection. En mai 1998, il a été créé une caisse nationale de protection environnementale. Cette caisse s'occupe du :

Financement des activités du contrôle de la pollution.

Financement des activités de veilles écologiques.

Financement des études et des recherches réalisées dans le domaine de l'environnement par les établissements de l'enseignement supérieur et les bureaux d'étude locaux et étrangers.

Financement des interventions dans le cas de pollution soudaines.

Financement des encouragements accordés aux projets d'investissement qui utilisent des technologies non polluantes.

L'intérêt de l'Algérie pour les sujets environnementaux a dépassé le cadre national et a couvert tous les pays Le Laboratoire des efforts internationaux de pollution de

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

l'environnement et la nécessité de la protection Environnement, le dernier effort est⁶ : La Convention des Nations Unies pour la prévention de la densification de la population et son approbation Pays touchés par la sécheresse ou la densification de la population, notamment l'Afrique en 1996. Augmentation et approbation de l'Accord du Fonds mondial Le risque de pollution par l'acide oléique en avril 1998.

Section 02 : Structure du tissu industriel Algérien

2.1. Analyse de la production industrielle

- **2000-2004 :**

Tableau n°02 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2000-2004)

Années	2000	2001	2002	2003	2004
Industries HH				6.0	6.2
Mines et carrières	15.9	-2.8	6.1	0.6	-1.0
Énergie et Eau	2.4	5.0	4.3	6.6	5.8
Industries agro-alimentaires					
Sidérurgie, construction mécanique et électro	2.2	10.4	7.4	8.9	2.0
Chimie, plastiques, caoutchouc					
Textiles, confection, bonneterie	-14.4	-14.7	3.5	-2.4	-14.4
Cuirs et chaussures	-6.0	-0.5	-18.6	-7.7	15.4
Matériaux de construction	6.4	0.3	7.3	-7.6	10.3
Bois, papiers et lièges	-8.2	-13.1	7.7	-6.1	-0.7

Source : Tableau réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

Commentaires :

La croissance en volume de l'industrie hors hydrocarbures atteindrait 2,6 % en 2004 et serait identique pour les deux secteurs industriels (public et privé). Rythme de croissance en net recul par rapport à celui enregistré en 2003 (8,8 %).

Le niveau de l'indice reste en deçà de celui de l'année 2000 aussi bien pour l'industrie manufacturière (-4,7 points) que pour l'industrie hors hydrocarbures (-0,6 point).

L'indice du secteur des hydrocarbures a progressé en 2004 de 1,0 % en net repli de 6,4 points par rapport à son expansion de l'année précédente.

⁶ لخدري مراد، سلطان نصر الدن : « تأثر المنطقة الصناعية على البيئة العمرانية حالة؛ مدينة سكيكدة » - مذكرة تخرج مهندس دولة فـ تسر التقنيات الحضرة- المركز الجامع بن مهدي - 2006-OEB-ص.25

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

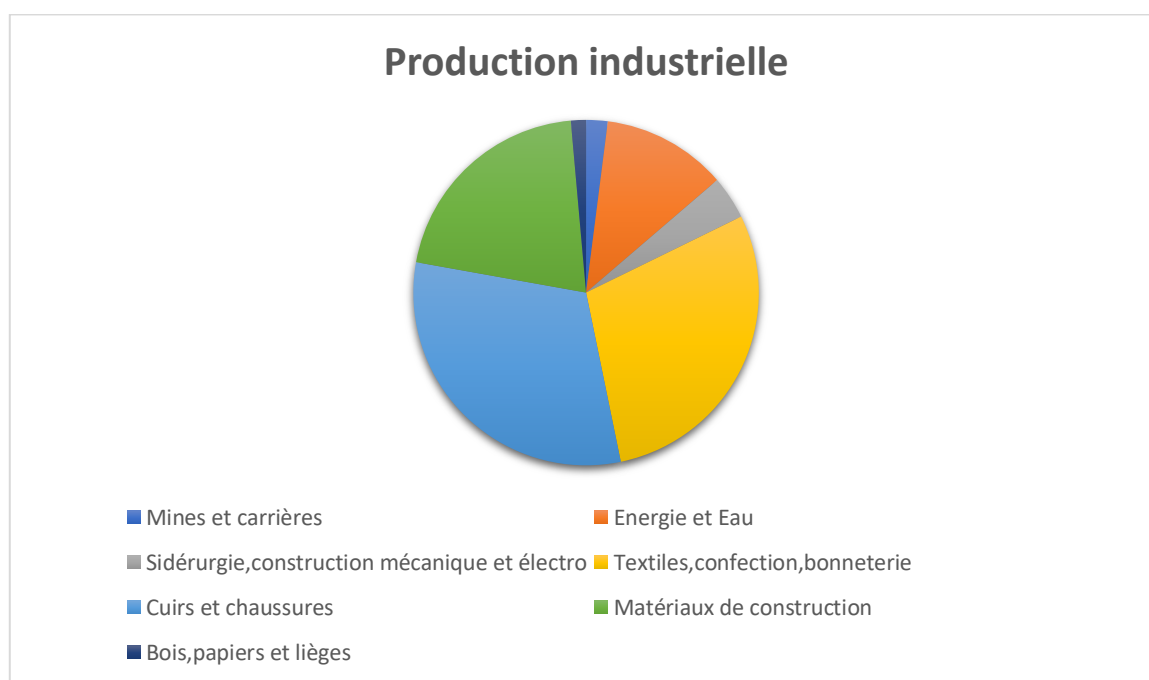
Les secteurs les plus performants avec des rythmes supérieurs à 5 % ont été respectivement ceux des cuirs et chaussures (15,4 %), des matériaux de construction (10,2 %), de l'eau et énergie (5,8 %) et enfin, des industries diverses (5,2 %).

La production des industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques et électriques, bien que plus modestement que l'année précédente, continue à progresser avec 2,0 % contre 8,9 % en 2003.

La production de la branche énergie maintient un rythme élevé et régulier d'expansion depuis plusieurs années. Après la hausse de 6,6 % de son indice en 2003, elle réalise un taux de croissance encore appréciable en 2004 (5,8 %).

L'indice du secteur des industries publiques du bois, liège et papier a reculé de 0,7 % après sa forte baisse (6,1 %) de l'année 2003.

Figure n° 09 : Structure du secteur industriel (2000-2004)



Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

- **2005-2009 :**

Tableau n°03 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2005-2009)

Années	2005	2006	2007	2008	2009
Industries HH	4.7	5.6	6.3	8.3	9.8
Mines et carrières	12.9	15.1	5.1	2.5	-18.0
Énergie et Eau	9.5	3.4	6.0	7.5	9.7

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

Industries agro-alimentaires				4.8	7.6
Sidérurgie, construction mécanique et électro	-4.1	1.3	-6.4	19.8	23.0
Chimie, plastiques, caoutchouc				6.1	8.8
Textiles, confection, bonneterie	0.6	-14.0	-18.2	-1.5	0.6
Cuirs et chaussures	-18.4	-15.9	-16.1	3.8	-2.3
Matériaux de construction	4.8	-3.8	0.8	1.8	5.6
Bois, papiers et lièges	-15.9	2.9	-11.6	1.7	1.1
Industries diverses				2.7	7.7

Source : Tableau réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

Commentaires :

La production industrielle publique est restée stable en 2009 (+0,7 %), alors qu'elle avait crû de 1,9 % en 2008. Hors hydrocarbures, la production a progressé de 3,0 % et l'indice de la production manufacturière a légèrement augmenté de 0,7 %. En 2009, l'indice général de la production industrielle est resté stable.

L'industrie manufacturière n'a pu reproduire sa bonne performance de l'année 2008. Son indice moyen ne progresse que de 0,7 %, en baisse de 1,2 point de pourcentage et son niveau (indice 53,2) reflète bien le recul de l'industrie publique dans l'économie nationale.

En moyenne annuelle, la production industrielle publique a progressé de 0,84 % depuis l'année 2000, l'industrie hors hydrocarbures de 0,42 % et l'industrie manufacturière a régressé de 2,9 %.

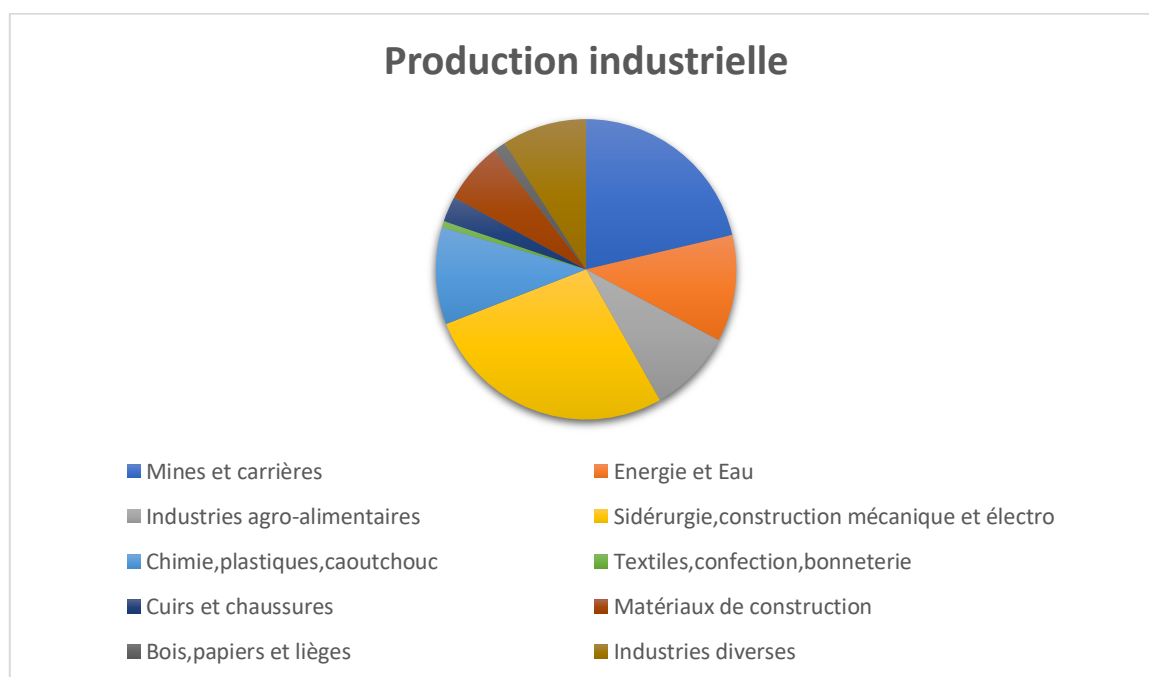
Le secteur énergétique poursuit sa croissance à un rythme soutenu. La croissance de la production d'énergie reste élevée (7,4 %), en dépit d'une légère baisse de 0,4 point de pourcentage. Depuis l'année 2000, la progression annuelle moyenne a atteint 6,2 %, rythme nettement plus rapide que celui de l'ensemble de l'industrie (0,84 % par an sur la période).

La production du secteur d'activité des mines et carrières continue à augmenter à un rythme appréciable. L'indice de sa production (137,3 points) a gagné 3,4 % en 2009 après avoir progressé de 9,8 % en 2008 et 8 % en 2007.

L'indice de la production de la filière agroalimentaire publique dont les capacités ont été fortement réduites par les privatisations et les fermetures d'entreprises, est estimé à 31,3 points, en recul de 9,1 % par rapport à 2008.

Pour la seconde année consécutive, la production de matériaux de construction et du verre fléchit. Elle baisse de 1 % après avoir reculé de 1,6 % en 2008.

Figure n° 10 : Structure du secteur industriel (2005-2009)



Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

- **2010-2014 :**

Tableau n°04 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2010-2014)

Années	2010	2011	2012	2013	2014
Industries HH	3.4	3.9	5.1	4.0	4.0
Mines et carrières	15.0	-5.7	0.9	1.9	4.5
Énergie et Eau	5.4	7.4	10.2	5.5	7.1
Industries agro-alimentaires	4.5	5.4	5.6	7.0	6.4
Sidérurgie, construction mécanique et électro	2.4	4.2	7.4	5.5	1.0
Chimie, plastiques, caoutchouc	3.7	8.0	5.8	1.9	1.4
Textiles, confection, bonneterie	-2.4	-2.0	1.5	0.3	-0.1
Cuirs et chaussures	0.0	-0.6	2.8	-0.5	5.2
Matériaux de construction	-0.8	2.0	1.3	0.6	2.5
Bois, papiers et lièges	3.3	0.8	2.3	3.6	2.3
Industries diverses	1.3	-4.9	-3.8	-7.8	-5.3

Source : Tableau réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

Commentaires :

La relative consolidation de l'industrie est due au dynamisme du secteur de l'énergie qui continue à croître à un rythme plus rapide qu'auparavant (8,0 % contre 2,1 % en 2013), et à l'accélération de la croissance des industries « cuirs et chaussures », « agro-alimentaires » ainsi que celle du secteur des « mines et carrières », dont la progression des indices a atteint

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

respectivement 12,6 %, 7,2 % et 6,6 %. Les deux premiers secteurs renouent avec la croissance après leurs récessions de 2013.

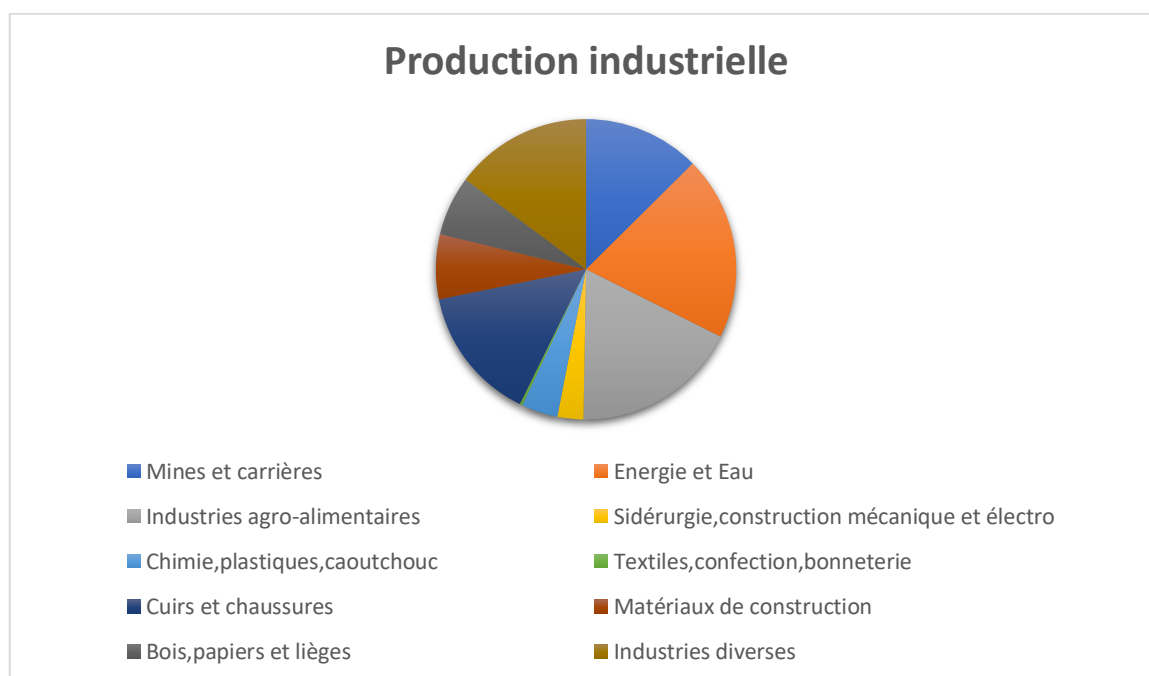
Trois secteurs de l'industrie publique ont réalisé des performances médiocres après une année exceptionnelle en 2013 : l'industrie du bois et liège (-7,0 %), l'industrie du textile qui recule notablement (de 4,3 % à - 0,3 %), ainsi que les industries diverses qui se replient de 1,5 %.

La croissance de l'indice de la production industrielle du secteur de l'énergie (production d'électricité et de gaz) s'est nettement accélérée en 2014 à 8,0 % contre 2,1 % l'année précédente.

Comme en 2013, la hausse de la demande est principalement le fait de la consommation des ménages pour les deux types d'énergie (électricité basse tension et gaz basse pression). Leur contribution à la croissance de la demande est estimée à 62,9 % pour l'électricité et à 65,8 % pour le gaz naturel.

La croissance de l'indice de la production d'hydrocarbures reprend timidement après six années de récession pour atteindre 9,6 %, s'étant repliée de 2,3 % en 2013.

Figure n° 11 : Structure du secteur industriel (2010-2014)



Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

- 2015-2018 :

Tableau n°05 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2015-2018)

Années	2015	2016	2017	2018
Industries HH	4.8	3.8	4.8	/
Mines et carrières	-1.7	1.3	-6.1	18.1
Énergie et Eau	6.8	4.4	7.7	4.6
Industries agro-alimentaires	5.9	5.2	5.2	3.7
Sidérurgie, construction mécanique et électro	11.6	0.7	-0.3	1.7
Chimie, plastiques, caoutchouc	3	3.7	1.6	5.5
Textiles, confection, bonneterie	2.7	0.5	10.9	1.9
Cuirs et chaussures	-2.5	0.1	-1.9	5.9
Matériaux de construction	7.4	6.0	7.4	3.4
Bois, papiers et lièges	3.7	11.9	10.0	6.5
Industries diverses	-19.8	-11.7	1.6	2.8

Source : Tableau réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

Commentaires :

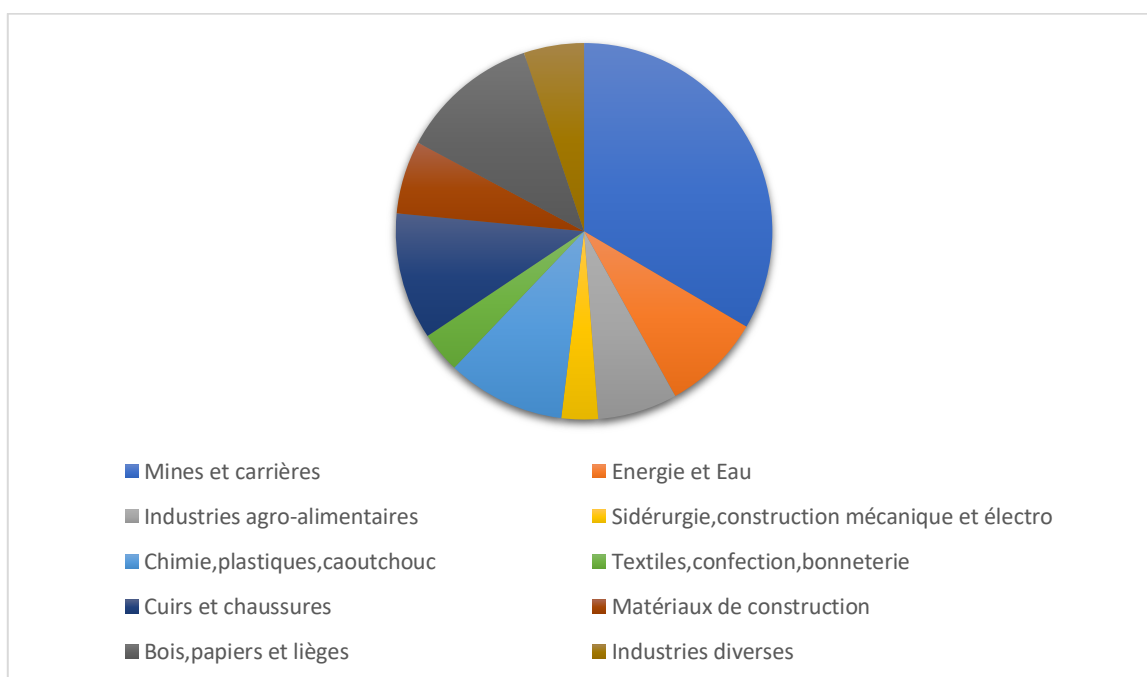
En 2018, l'activité industrielle publique, mesurée par l'indice de la production industrielle, a reculé de 1,5 % contre une hausse de 2,4 % en 2017. Cette baisse résulte de la contraction de l'activité dans les secteurs des hydrocarbures (-3,6 %) et de l'industrie manufacturière (-1,2 %) ; bien que son rythme d'expansion ait fortement baissé, passant de 7,1 % en 2017 à 0,4 % en 2018, l'activité dans la branche « énergie » n'a pas diminué.

Dans la branche « matériaux de construction », l'indice de la production a diminué de -1,6 %, contre une hausse de 5,7 % en 2017.

Les branches dont le rythme d'expansion de l'activité a été positif sont :

- les industries chimiques (8,3 % contre -8,7 % en 2017) dont le regain d'activité a concerné principalement les produits pharmaceutiques, les matières plastiques et la résine synthétique
- les industries agro-alimentaires (4,4 % contre 8,2 % en 2017) et notamment l'industrie du lait (+8%),
- les industries des cuirs et chaussures (14,9 % contre -8,5 % en 2017) et
- les industries diverses (5,5 % contre -19,7 % en 2017).

Figure n° 12 : Structure du secteur industriel (2015-2018)



Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

2.2. Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel

Tableau n 06 : Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel

Années	Hydrocarbures	Agriculture	Industrie	BTP	PIB
2000	4.9	-5.0	4.8	5.1	2.2
2001	-1.6	13.2	12.3	2.8	2.7
2002	3.7	-1.3	7.8	8.0	4.1
2003	8.8	19.7	6.0	5.5	6.9
2004	3.3	3.1	6.2	8.0	5.2
2005	5.8	1.9	4.7	7.1	5.1
2006	-2.5	4.9	5.6	11.6	2.0
2007	-0.9	5.0	6.3	9.8	3.0
2008	-3.2	-3.8	6.2	8.7	2.4
2009	-8.0	21.1	8.5	8.5	1.6
2010	-2.2	4.9	3.4	8.9	3.6
2011	-3.3	11.6	3.9	5.2	2.8
2012	-3.4	7.2	5.1	8.2	3.3
2013	-6.0	8.2	4.0	6.8	2.8
2014	-0.6	2.5	4.0	6.8	3.8
2015	0.2	6.0	4.8	4.7	3.7
2016	7.7	1.8	3.8	5.0	3.2
2017	-2.4	1.0	4.8	4.6	1.3
2018	-6.4	5.0	/	5.3	1.4

Source : Tableau réalisé par nous même à partir de rapports de la Banque d'Algérie

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

Commentaire :

En 2004 et pour la troisième année successive, la croissance économique a été vigoureuse grâce aux très bonnes performances des secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP), des services hors administration et des matériaux de construction, malgré le ralentissement de l'expansion du secteur des hydrocarbures et de l'agriculture qui, l'année 2003, ont tiré la croissance vers le haut.

Le Produit intérieur brut en volume a progressé de 5,2 % en 2004. Cette croissance significative est inférieure à l'exceptionnelle performance de l'année précédente (6,9 %).

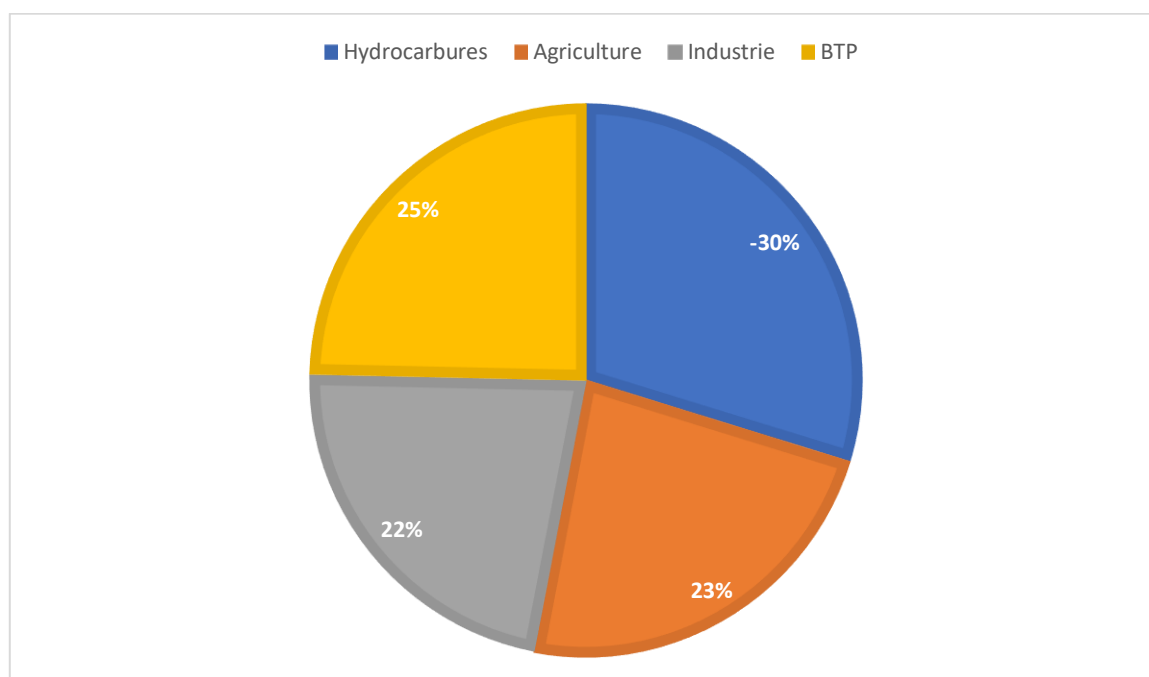
L'expansion de la production agricole (3,1 % contre 19,7 % en 2003), moins élevée que la croissance du produit intérieur brut, est néanmoins appréciable même si son rythme de croissance est très inférieur par rapport à 2003 ; bonne année agricole qui succédait à une campagne 2002 défavorable (-1,3 % en volume).

Avec 3,8 % de hausse du produit intérieur brut en volume en 2014 contre 2,8 % en 2013, l'activité économique renoue avec la croissance. Cependant, hors hydrocarbures, elle fléchit de 1,5 point de pourcentage à 5,6 %.

L'expansion de l'activité économique nationale, mesurée par la croissance du PIB en volume, s'est stabilisée en 2018 à 1,4 % (1,3 % en 2017) contre 3,2 % en 2016. Comme en 2017, cette progression du flux de richesse produite recouvre des disparités entre les différents secteurs d'activité de l'économie.

La faiblesse relative de la croissance du PIB global en 2018 est totalement imputable au secteur des hydrocarbures dont le recul de l'activité en 2018 (-6,4 %) s'inscrit dans la longue période de récession que connaît ce secteur depuis l'année 2006 à l'exception de l'embellie de 2016 (7,7 % de croissance).

Figure n° 13 : Contribution sectorielle au PIB 2018



Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS

2.3. Les obstacles au développement du secteur industriel

Plusieurs facteurs expliquent le marasme qui caractérise l'industrie algérienne. Nous étalerons ici les différentes contraintes et les obstacles au développement et à l'épanouissement de ce secteur. Il faut noter que les facteurs de blocage ont été maintes fois analysés, ils ont été souvent attribués aux nombreuses difficultés liées à l'environnement, notamment :

- Le manque de visibilité de la politique nationale en matière d'investissement ;
- Une mauvaise gestion du foncier ;
- La faible performance du système financier ;
- Les retards considérables accumulés en matière d'infrastructures de base ;
- Les lenteurs des procédures administratives ;
- La non disponibilité d'informations fiables concernant le marché national ;
- Le poids de l'économie informelle ;
- Les dysfonctionnements du marché du travail ;

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

- Le manque de coordination entre les divers acteurs concernés par l'investissement ;
- Le déficit de communication de notre pays à l'étranger ;
- L'Absence de culture à l'exportation ;
- La corruption et un environnement des affaires défavorable ;
- Le manque de financement de la part des banques nationales.

Toutes ces entraves sont sans aucun doute bien réelles, néanmoins les facteurs de blocage majeurs résident surtout dans les aspects suivants :

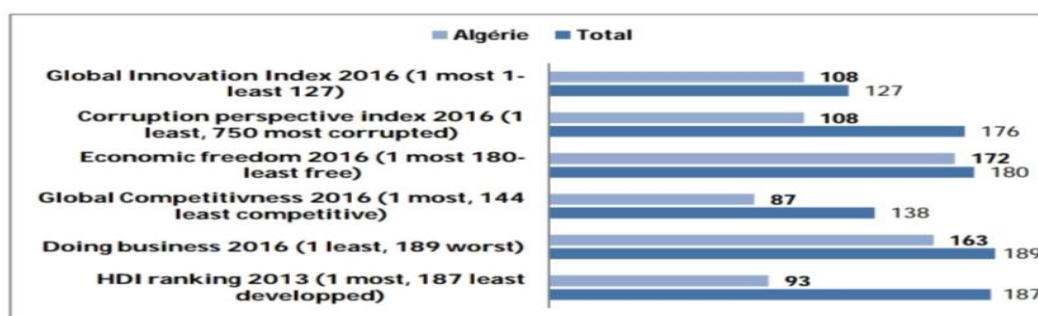
Un environnement institutionnel défavorable, le taux de mortalité des PME/PMI ne cesse de s'accroître d'une année à une autre. Si nous essayons de comprendre pourquoi ces PME /PMI trouvent des difficultés à réaliser leur croissance et leur pérennité, il suffit d'observer la qualité institutionnelle et l'environnement des affaires en Algérie.

Le schéma ci-dessous illustre la détérioration de l'environnement des affaires du pays. Selon le rapport de Doing business l'Algérie est classée en 2016, à la 163^{ème} place sur 189 pays évalués. L'Algérie est aussi loin d'être un pays innovateur et compétitif, elle décroche la place de 108^{ème} sur 127 pays.

En outre, la liberté économique est restreinte, et la corruption est une entrave sérieuse aux investissements nationaux. En effet, la corruption qui sévit dans l'ensemble des secteurs empêche toute initiative entrepreneuriale de s'épanouir.

Face à ces défis de taille, l'Algérie devrait prendre des mesures concrètes pour améliorer le cadre général et d'exercice des jeunes entrepreneurs et des investisseurs nationaux.

Figure n°14 : L'environnement institutionnel en Algérie



Source: Conçu à partir des rapports : Doing business 2016- Global Competitiveness 2016- Heritage Foundation and Wall Street Journal 2016- International Transparency 2016

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

L'Algérie dispose d'un climat des affaires le moins attractif pour les PME/PMI par rapport à la région Afrique du Nord et Moyen Orient. C'est au regard de la pression fiscale sur les entreprises que la différence est prononcée entre l'Algérie et les autres pays. L'Algérie figure parmi les pays où la pression fiscale est la plus élevée avec un taux d'imposition total de 65,5% le plus important de la région MENA, comme le montre le tableau numéro 03.

Figure n°15 : Le taux d'imposition total (% du bénéfice)

Tableau numéro (03) : Le taux d'imposition total (% du bénéfice)

	Taux d'imposition total (% du bénéfice)	Rang
Algérie	65,5	155
Tunisie	60,2	106
Maroc	49,3	41
UAE	15,9	01
Qatar	11,3	01

Source : Conçu à partir du rapport Doing business in MENA, rapport 2017, page 147.

En effet, selon le rapport Doing business 2017, l'Algérie est classée parmi les derniers en termes de paiement de taxe, 155^{ème} place, loin derrière le Maroc et la Tunisie. Les deux pays exemplaires sur ce plan -là sont les EAU et le Qatar.

Difficulté d'accès au foncier hormis les opérateurs du secteur public, qui bénéficie d'assiettes foncières conséquentes, souvent sous-utilisées, tous les opérateurs privés considèrent que le foncier industriel est un des plus grands handicaps de la politique industrielle actuelle du gouvernement. La rareté des surfaces impose aux opérateurs d'acheter, à prix d'or, et en seconde main, les terrains nécessaires à leurs investissements. Un grave déficit du foncier industriel est enregistré. Il bloque ainsi des milliers de projets d'investissement. La demande reste plus importante que l'offre.

L'existence du secteur informel, la présence d'un marché informel important freine la croissance saine des entreprises du fait du manque de transparence et du « détournement » des ressources financières de l'entreprise vers l'extérieur. Il participe à la désorganisation des marchés par l'installation d'un commerce parallèle et d'une concurrence déloyale. Face à cette concurrence déloyale, et en l'absence de contrôles efficaces, beaucoup d'opérateurs nationaux se retrouvent en situation très difficile, au point de se retrouver contraints à abandonner la production et devenir importateur-commerçant. La concurrence déloyale

Chapitre III Étude analytique de l'activité industrielle Algérienne

mène au déclin le secteur industriel qui peine toujours à devenir compétitif face à la montée d'une économie parallèle qui a tendance à paralyser l'économie réelle.

Absence de culture d'exportation, l'entrepreneur algérien a tendance à adopter un raisonnement fallacieux qui dit « avant d'exporter il faut d'abord satisfaire le marché intérieur ». Dans un monde de plus en plus mondialisé ce raisonnement est particulièrement dangereux. Les exemples d'entreprises fortement exportatrices restent rares. Il n'existe aucune aide efficace, ni de préparation des différents acteurs (banques, douanes, ports et aéroports, etc...) à un tel processus. En outre, il faut insister sur le fait que les aides à l'exportation sont soit inopérantes soit difficiles à obtenir. Tous les opérateurs souhaitant exporter avouent avoir prospecté, exposé et commercialisé leurs produits par leurs propres moyens.

Conclusion :

La politique de développement de l'Algérie après l'indépendance en participant à un processus, a été principalement intéressée par le secteur industriel.

L'industrialisation vise à sortir des pays secondaires le plus tôt possible, se développer et se hisser au rang des pays industrialisés. Cependant, en raison de l'autoritarisme de sa méthode d'adaptation, la politique a eu un impact négatif grave sur l'environnement, ne laissant aucune place à la réflexion et à la négociation intersectorielle dans la conception et la mise en œuvre des politiques économiques nationales société-causée par un mauvais établissement de ZI et le manque de recherche préalable sur l'impact produit par une zone industrielle. Cela oblige le pays à formuler un système juridique, protéger l'environnement de cette pollution et sa protection pour rattraper ce retard.

Conclusion générale

Sur le plan général, l'Algérie n'est pas à l'abri des périls qui la guettaient en 1990 et n'a pas trouvé à ce jour la voie de sortie irréversible d'une crise multidimensionnelle aigüe.

Les problèmes majeurs demeurent et la crise de confiance persiste envers les institutions de l'État et leurs représentants.

Le potentiel industriel algérien est loin d'être exploité, les contre-performances réalisées par le secteur restent manifestes. L'Algérie a plus que jamais besoin d'une stratégie industrielle globale et cohérente qui va converger l'ensemble des acteurs économiques vers un seul et unique but, celui de la relance d'un secteur industriel créateur de richesses.

Pour cela, les enjeux et les défis auxquels est confronté l'Algérie demeurent de taille. En effet, les obstacles qui entravent le secteur industriel sont nombreux, se revêtant parfois d'un caractère structurel.

Il est de la responsabilité de l'Etat d'élaborer le cadre stratégique de développement du pays et d'en conduire la mise en œuvre avec résolution. L'Etat doit également créer les conditions qui facilitent le développement et la croissance saine des entreprises en réduisant fortement l'informel, en régulant et contrôlant les marchés et en mettant en place l'ensemble des leviers de financement dans un marché des capitaux actif, la mise à niveau des entreprises, par la mise à niveau de l'appareil de formation.

En outre, il est plus qu'urgent d'améliorer l'environnement institutionnel qui a tendance à asphyxier l'économie nationale.

Le gouvernement algérien devrait donc concentrer ses efforts dans l'amélioration du climat des affaires qui est une condition primordiale pour l'épanouissement du secteur des PME sur lequel repose l'avenir de l'économie nationale. En effet, l'amélioration de la qualité institutionnelle est une condition primordiale au développement de l'initiative entrepreneuriale.

La plupart des pays en voie de développement ont adopté une politique d'ouverture à partir du début des années quatre-vingt dans le cadre des Programme d'Ajustement Structurel, des accords avec des institutions internationales (FMI, L'OMC) et des accords régionaux. Toutefois, nous reconnaissons également que l'ouverture commerciale comporte des risques énormes pour les pays en voie de développement, dans notre cas l'Algérie, qui a adopté une politique d'ouverture commerciale qui a été imposée par le (FMI) par l'adoption

Conclusion générale

du Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Et cela nous permet de confirmer la première hypothèse.

L'économie Algérienne est caractérisée par sa dépendance vis-à-vis du secteur d'hydrocarbures. De ce fait, la croissance économique est représentée essentiellement par la rente pétrolière (97%). Par conséquent, le secteur industriel a connu une évolution après l'indépendance à travers plusieurs réformes structurelles sous forme des plans d'ajustements. Les premières contributions de l'Etat Algérien se basent sur le développement des industries lourdes qui nécessitent beaucoup de maîtrises technologiques ainsi que des fonds monétaires colossaux et ignorer l'industrie légères. Au fil des années, le secteur industriel a connu un vieillissement et dépréciation des équipements de production, ce qui a affecté négativement la valeur ajoutée.

L'évolution de la part du secteur industriel dans la croissance économique (PIB /habitant) durant toute la période de l'indépendance que nous pouvons partager en trois phases. La première représente les années 1963-1969 avec une contribution de (30.9%), la deuxième phase allant des années 72 à 87 d'une contribution de (37%), en troisième lieu la phase de transition économique vers une économie du marché des années 90 à nos jours, avec une contribution de (32%) en confirmant alors notre réponse à la question principale selon laquelle le secteur industriel contribue à la croissance économique.

Notre analyse empirique consiste dans un premier temps à analyser l'impact du taux d'ouverture commerciale sur la valeur ajoutée du secteur industriel en Algérie, les effets du taux d'ouverture et la formation brute de capital fixe et le taux d'inflation sur la valeur ajoutée de secteur industriel. Dans un second temps à chercher, et à travers cette étude analytique que nous avons réalisé sur l'Algérie allant de 2000 jusqu'à 2018, nous pouvons conclure que le taux d'ouverture commerciale (TOUV) a un impact positif à court et à long terme sur la valeur ajoutée (VA) du secteur industriel et cet impact est dû à la structure de pays exportateur des hydrocarbures et le fait que 97% des exportations sont alimentés par les hydrocarbures. Les résultats auxquels nous avons abouti au cours de notre étude analytique, permettent de valider la deuxième hypothèse selon laquelle l'ouverture commerciale a un impact positif sur la valeur ajoutée du secteur industriel (Hypothèse n°2).

Nous proposons quelques recommandations dans le but d'améliorer le secteur industriel en appelant les autorités publiques qui devront protéger les industries naissantes

Conclusion générale

à travers l'imposition des droits de douane et encore à travers la sensibilisation des consommateurs en annonçant des slogans :

- Investir dans les formations professionnelles et dans l'éducation ainsi que dans la recherche et développement ;
- Augmentation de la compétitivité des entreprises ;
- Subventionner des secteurs sensibles afin d'encourager les investissements ;
- Résoudre les problèmes de bureaucratie pour faciliter les procédures des investisseurs.

SOMMAIRE

<u>TABLEAU 1</u> : Origine et emploi des ressources aux prix courants.....	p.109
<u>TABLEAU 2</u> : Répartition sectorielle du PIB aux prix courants.....	p.110
<u>TABLEAU 3</u> : Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel.....	p.111
<u>TABLEAU 4</u> : Indice de la production industrielle des entrep. pub.....	p.112
<u>TABLEAU 5</u> : Indices des prix à la consommation.....	p.113
<u>TABLEAU 6</u> : Population active, emploi et chômage.....	p.114
<u>TABLEAU 7</u> : Situation des Opérations du Trésor.....	p.115
<u>TABLEAU 8</u> : Recettes de l'Administration Centrale.....	p.116
<u>TABLEAU 9</u> : Dépenses de l'Administration Centrale.....	p.117
<u>TABLEAU 10</u> : Dette publique intérieure de l'Administration Centrale.....	p.118
<u>TABLEAU 11</u> : Situation monétaire (y compris caisse d'épargne).....	p.119
<u>TABLEAU 12</u> : Situation de la Banque d'Algérie.....	p.120
<u>TABLEAU 13</u> : Répartition des crédits à l'économie par maturité.....	p.121
<u>TABLEAU 14</u> : Répartition des crédits à l'économie par secteur.....	p.122
<u>TABLEAU 15</u> : Indicateurs de solidité financière des banques.....	p.123
<u>TABLEAU 16/1</u> : Balance des paiements évaluée en US dollars.....	p.124
<u>TABLEAU 16/2</u> : Balance des paiements évaluée en dinars.....	p.125
<u>TABLEAU 17</u> : Composition des import.& export. par groupe de produits	p.126
<u>TABLEAU 18</u> : Exportations des hydrocarbures.....	p.127
<u>TABLEAU 19</u> : Encours et structure de la dette extérieure.....	p.128

**TABLEAU 1 : ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES
AUX PRIX COURANTS**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dinars)				
Produit Intérieur Brut	17 228,6	16 712,7	17 514,6	18 575,8	20 259,0
Dépense Intérieure Brute	17 522,8	18 944,2	19 998,3	20 536,7	21 619,9
Consommation	9 674,4	10 457,3	11 104,8	11 611,3	12 076,0
Publique	3 409,7	3 603,3	3 658,8	3 577,1	3 507,7
Privée	6 264,7	6 854,0	7 446,0	8 034,2	8 568,3
Investissement brut	7 848,4	8 486,9	8 893,5	8 925,4	9 543,9
Formation brute de capital fixe	6 446,7	7 062,3	7 544,3	7 698,0	8 202,5
Variations de stocks	1 401,7	1 424,6	1 349,2	1 227,4	1 341,4
Épargne intérieure brute	7 554,2	6 255,4	6 409,8	6 964,5	8 183,0
	(En pourcentage du PIB)				
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dépense Intérieure Brute	101,7	113,4	114,2	110,8	106,7
Consommation	56,2	62,6	63,4	62,5	59,6
Publique	19,8	21,6	20,9	19,3	17,3
Privée	36,4	41,0	42,5	43,3	42,3
Investissement brut	45,6	50,8	50,8	48,0	47,1
Formation brute de capital fixe	37,4	42,3	43,1	41,4	40,5
Variations des stocks	8,1	8,5	7,7	6,6	6,6
Épargne intérieure brute	43,8	37,4	36,6	37,5	40,4

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 2 : RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB
AUX PRIX COURANTS**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dinars)				
Hydrocarbures	4 657,8	3 134,2	3 025,6	3 699,7	4 547,8
Autres secteurs (valeurs ajoutées)	11 328,7	12 224,7	13 093,4	13 398,6	14 213,3
Agriculture	1 772,2	1 935,1	2 140,3	2 219,1	2 426,9
Industries hors hydrocarbures	837,7	919,4	979,3	1 044,9	1 128,0
Bâtiments et travaux publics + sces petroliers	1 794,0	1 917,2	2 072,9	2 203,7	2 346,5
Services hors administrations publiques	4 186,4	4 553,1	4 841,3	4 858,9	5 305,4
Services des administrations publiques	2 738,4	2 899,9	3 059,6	3 072,0	3 006,5
Droits et taxes à l'importation	1 242,1	1 353,8	1 395,6	1 477,5	1 498,0
Produit Intérieur Brut	17 228.6	16 712.7	17 514.6	18 575.8	20 259.1
	(En pourcentage du PIB)				
Hydrocarbures	27,0	18,8	17,3	19,9	22,4
Autres secteurs	68,0	73,1	74,8	72,1	70,2
Agriculture	10,6	11,6	12,2	11,9	12,0
Industries hors hydrocarbures	5,0	5,5	5,6	5,6	5,6
Bâtiment et travaux publics	10,8	11,5	11,8	11,9	11,6
Services hors administrations publiques	25,1	27,2	27,6	26,2	26,2
Services des administrations publiques	16,4	17,4	17,5	16,5	14,8
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Hydrocarbures	-6,2	-32,7	-3,5	22,3	22,9
Autres secteurs	8,5	7,9	7,1	2,3	6,1
dont : Agriculture	8,1	9,2	10,6	3,7	9,4
Industries hors hydrocarbures	8,5	9,8	6,5	6,7	8,0
Bâtiment et travaux publics + sp	10,2	6,9	8,1	6,3	6,5
Services hors administrations publique:	8,7	8,8	6,3	0,4	9,2
Services des administrations publiques	7,3	5,9	5,5	0,4	-2,1
Produit Intérieur Brut	3.5	-3.0	4.8	6.1	9.1

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 3 : RÉPARTITION SECTORIELLE
DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL**

	2014	2015	2016	2017	2018
		(En pourcentage)			
Hydrocarbures	-0,6	0,2	7,7	-2,4	-6,4
Autres secteurs (hors hydrocarbures)	5,6	5,0	2,2	2,1	3,3
Agriculture	2,5	6,0	1,8	1,0	5,0
Industrie hors hydrocarbures	4,0	4,8	3,8	4,8	
Mines et carrières	4,5	-1,7	1,3	-6,1	18,1
Énergie et eau	7,1	6,8	4,4	7,7	4,6
Industries agro-alimentaires	6,4	5,9	5,2	5,2	3,7
Sidérurgie, construction mécanique et électricité	1,0	11,6	0,7	-0,3	1,7
Chimie, plastiques, caoutchouc	1,4	3	3,7	1,8	5,5
Textiles, confection, bonneterie	-0,1	2,7	0,5	10,9	1,9
Cuirs et chaussures	5,2	-2,5	0,1	-1,9	5,9
Matériaux de construction	2,5	7,4	6,0	7,4	3,4
Bois, papiers et lièges	2,3	3,7	11,9	10,0	6,5
Industries diverses	-5,3	-19,8	-11,7	1,8	2,8
Bâtiments et travaux publics + services pétroliers	6,8	4,7	5,0	4,8	5,3
Services hors administrations publiques	8,1	5,4	2,8	3,7	3,7
Services des administrations publiques	4,4	3,6	1,8	0,5	2,7
Droits et taxes à l'importation	-5,1	7,4	-8,1	-10,2	-11,4
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	8,9	5,7	-1,2	-1,9	0,3
Produit Intérieur Brut	3,8	3,7	3,2	1,3	1,4
Absorption intérieure brute	6,5	5,7	0,5	0,1	1,0
Consommation	3,2	3,6	2,6	2,2	2,7
Publique	1,1	3,1	1,3	2,8	2,3
Privée	4,4	3,9	3,3	1,9	2,8
Formation brute du capital fixe	6,4	5,7	3,5	3,4	3,1
Exportations de biens et services non facteurs	0,2	0,5	6,9	-6,0	-4,3
Importations de biens et services non facteurs	8,4	6,8	-2,8	-7,1	-3,7

Source : Office National des Statistiques

TABLEAU 4 : INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

	(%)	2014	2015	2016	2017	2018
		(1989 = 100)				
Eau et Énergie	6,9	414,4	442,9	453,7	485,8	487,9
Hydrocarbures	17,8	131,5	127,5	127,9	127,5	122,9
Industries extractives	2,7	128,2	132,9	128,8	116,2	112,6
Industries mécanique et électrique	26,3	51,8	52,3	50,8	47,6	41,9
Matériaux de construction	8,8	101,9	105,8	111,3	117,5	158,0
Industries chimiques	7,0	57,0	52,0	55,0	50,2	54,4
Industries alimentaires	14,5	38,2	37,8	38,5	41,2	51,5
Textiles	9,2	12,7	14,0	14,4	14,6	10,1
Cuirs et peaux	2,2	6,7	6,1	5,6	5,1	5,9
Bois et papier	4,6	13,7	12,9	17,1	19,1	20,0
Industries diverses		8,4	8,8	7,5	6,0	9,3
Indice général :	100,0	96,2	97,9	99,4	101,7	106,7
Indice général hors hydrocarbures		86,2	89,6	91,4	94,4	101,6
Indice général des produits manufacturés		50,4	50,5	51,4	51,4	53,4
		(Variation annuelle en pourcentage)				
Eau et Énergie		8,0	6,9	2,4	7,1	0,4
Hydrocarbures		9,6	-3,1	0,3	-0,3	-3,6
Industries extractives		6,6	3,7	-3,1	-9,8	-3,1
Industries mécanique et électrique		-14,2	1,1	-2,9	-6,3	-12,0
Matériaux de construction		0,1	3,8	5,2	5,6	34,5
Industries chimiques		-3,4	-8,8	5,8	-8,8	8,4
Industries alimentaires		7,5	-1,0	2,0	7,0	25,0
Textiles		-0,2	10,2	3,1	1,2	-30,8
Cuirs et peaux		13,2	-8,9	-7,4	-9,6	15,7
Bois et papier		-6,9	-5,9	33,1	11,7	4,7
Industries diverses		-1,5	4,4	-14,6	-19,9	55,0
Indice général :		3,9	1,8	1,5	2,3	4,9
Indice général hors hydrocarbures		1,6	3,9	2,0	3,3	7,6
Indice général des produits manufacturés		1,3	0,4	1,8	0,0	3,9

*Le changement de l'échantillon d'entreprises pour la construction de l'indice est intervenu à partir de 2007

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 5 : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION
(Grand Alger)**

	(%)	2014	2015	2016	2017	2018
		(2001 = 100)				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées	43,1	181,61	190,16	196,61	206,46	213,43
Habillement - Chaussures	7,5	136,04	147,85	168,17	183,09	193,16
Logement - Charges	9,3	143,63	145,47	154,72	158,32	159,73
Meubles et articles d'ameublement	5,0	129,90	135,64	142,79	148,80	156,81
Santé, Hygiène corporelle	6,2	139,05	147,59	157,38	166,30	173,06
Transports et communication	15,9	163,45	169,47	189,37	198,32	209,25
Éducation, Culture, Loisirs	4,5	130,13	136,45	134,50	138,44	144,84
Divers	8,6	187,29	199,98	221,58	246,24	264,26
Indice général	100,0	164,77	172,65	183,70	193,97	202,25
		(Variation annuelle en pourcentage) 2/				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées		3,9	4,7	3,4	5,0	3,4
Habillement - Chaussures		7,1	8,7	13,7	8,9	5,5
Logement - Charges		1,3	1,3	6,4	2,3	0,9
Meubles et articles d'ameublement		3,6	4,4	5,3	4,2	5,4
Santé, Hygiène corporelle		4,4	6,1	6,6	5,7	4,1
Transports et Communication		-1,1	3,7	11,7	4,7	5,5
Éducation, Culture, Loisirs		8,9	4,9	-1,4	2,9	4,6
Divers		0,6	6,8	10,8	11,1	7,3
Indice général		2,92	4,78	6,40	5,59	4,27

1/ Cet indice comprend 261 articles et se rapporte aux ménages de la région d'Alger

2/ Moyenne d'une année par rapport à la moyenne de l'année précédente

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 6 : POPULATION ACTIVE,
EMPLOI ET CHÔMAGE**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliers ; sauf indication contraire)				
Population active	11 453	11 932	12 117	12 298	12 463
Agriculture	899	917	865	1 102	1 067
Autres secteurs	10 554	11 015	11 252	11 196	11 396
Population effectivement occupée	10 239	10 594	10 845	10 859	11 001
Agriculture	899	917	865	1 102	1 067
Autres secteurs	9 340	9 677	9 980	9 757	9 934
Industrie	1 290	1 377	1 465	1 493	1 434
Bâtiment et travaux publics	1 826	1 776	1 895	1 847	1 774
Transport et communication, Commerce et Services	6 224	6 524	6 620	6 417	6 726
Chômeurs	1 214	1 338	1 272	1 440	1 462
(En pourcentage de la population active)	10,6	11,2	10,5	11,7	11,7

Source : Office National des Statistiques

TABLEAU 7 : SITUATION DES OPERATIONS DU TRESOR

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dinars)				
Total des recettes budgétaires et dons	5 738,5	5 103,0	5 110,1	6 047,9	6 751,4
Recettes des hydrocarbures*	3 388,4	2 373,5	1 781,1	2 177,0	2 887,1
Fonds de Régulation des Recettes flux brut	1 810,6	550,5	98,6		437,4
Fonds de Régulation des Recettes net	-1 155,0	-2 336,0	-1 387,9		
Recettes hors hydrocarbures	2 350,0	2 729,5	3 329,0	3 870,9	3 864,3
Recettes fiscales	2 091,5	2 354,6	2 482,2	2 630,0	2 648,5
Impôts sur les revenus et les bénéfices	881,3	1 034,5	1 109,2	1 207,6	1 185,0
Impôts sur les biens et services	767,0	830,6	898,3	995,3	1 065,9
Produits des douanes	370,9	411,2	389,4	364,8	313,5
Enregistrement et timbres	70,8	84,7	95,8	92,6	85,6
Autres recettes non réparties	1,6	-6,3	-10,5	-30,2	-1,5
Recettes non fiscales	258,5	374,9	846,8	1 240,9	1 215,8
Produits des domaines et autres	76,0	247,5	177,2	270,8	176,3
Dividendes de la Banque d'Algérie	122,7	88,7	610,5	919,8	1 000,0
Autres entreprises publiques	59,8	38,7	59,1	50,2	39,5
Dons	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dépenses budgétaires	10 725,5	7 656,3	7 297,5	7 282,7	7 726,3
Dépenses courantes	4 494,3	4 617,0	4 585,6	4 677,2	4 648,3
Dépenses de personnel **	2 007,2	2 170,9	2 313,1	2 308,3	2 234,3
Pensions des Moudjahidine	218,4	223,0	226,0	228,0	202,9
Matériels et fournitures	161,9	179,7	185,5	188,6	192,1
Transferts courants	2 069,0	2 000,8	1 814,2	1 783,2	1 903,5
dont: Services de l'Administration	736,0	730,2	728,7	777,8	759,2
Intérêts sur la dette publique	37,8	42,6	46,8	169,1	115,4
Dépenses en capital	6 231,2	3 039,3	2 711,9	2 605,4	3 078,0
Solde budgétaire	54,4	-2 553,3	-2 187,4	-1 234,8	-974,9
Solde des comptes spéciaux	29,1	60,7	58,5	34,8	-22,8
Prêts nets du Trésor	-18,5	129,2	116,4	390,3	517,4
Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement	37,7	-2 621,8	-2 245,3	-1 590,3	-1 515,1
Allocation au Fonds d'assainissement	6,0				
Allocation au Fonds d'assainissement	1,1	0,0	0,0		
Solde primaire 1/	3,5	-2 579,2	-2 198,5	-1 421,2	-1 399,7
Solde global	37,7	-2 621,8	-2 245,3	-1 590,3	-1 515,1
	33,2				
Financement	11,8	2 621,7	2 245,3	1 590,3	1 515,1
Bancaire + Fonds de régulation des recettes	0,0	2 489,1	1 520,1	1 657,3	1 304,1
Non bancaire	204,0	135,9	624,4	-64,4	214,0
Extérieur	-2,4	-3,3	100,8	-2,6	-2,9

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

* Y compris le dividende versé par la compagnie nationale des hydrocarbures

** Rémunérations, pensions, allocations, rentes d'accident de travail et cotisations y afférentes

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 8 : RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2014	2015	2016	2017	2018
(En milliards de dinars)					
Total : Recettes budgétaires et dons	5 738,4	5 103,1	5 110,1	6 047,9	6 751,4
Recettes des hydrocarbures	3 388,4	2 373,5	1 781,1	2 177,0	2 887,1
dont : Fonds de Régul. des Recettes (flux)	-1 155,0	-2 336,0	-1 318,2	0,0	437,4
Recettes hors hydrocarbures	2 349,9	2 729,6	3 329,0	3 870,9	3 864,2
Recettes fiscales	2 091,4	2 354,7	2 482,2	2 630,0	2 648,5
Impôts sur le revenu et les bénéfices	881,2	1 034,5	1 109,2	1 207,6	1 185,0
Impôts sur les salaires	531,9	596,5	635,1	685,7	691,8
Autres	349,3	438,0	474,1	521,9	493,19
Impôts sur les biens et services	768,5	824,3	887,8	960,8	1 060,3
TVA et prélèvements sur importations	442,8	486,5	485,0	505,7	486,0
TVA et prélèvements sur activité intérieure	307,3	326,2	338,4	371,7	411,9
TVA-TC-TSA sur transactions intérieure	263,3	270,3	278,5	305,7	332,2
Tabacs (TIC)	44,0	55,9	59,9	66,0	79,8
TVA sur produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement sur produits pétroliers	0,2	0,3	52,3	91,5	141,7
Autres impôts	14,9	16,1	16,0	22,1	22,1
Autres recettes non réparties	1,6	-6,3	-10,5	-30,2	-1,5
Autres contributions indirectes	1,7	1,5	6,6	4,3	4,1
Droits de douane	370,9	411,2	389,4	364,8	313,5
Enregistrement et timbres	70,8	84,7	95,8	92,6	85,6
Recettes non fiscales	258,5	374,9	846,8	1 240,9	1 215,7
Produits des domaines et divers	76,0	247,5	177,2	270,8	176,3
Dividendes de la Banque d'Algérie	122,7	88,7	610,5	919,8	1 000,0
Autres	6 195,6	5 814,2	59,1	50,2	39,5
Dons	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
(En pourcentage du total des recettes)					
Total : Recettes budgétaires et dons	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Recettes des hydrocarbures	59,0	46,5	34,9	36,0	42,8
Recettes hors hydrocarbures	41,0	53,5	65,1	64,0	57,2
Recettes fiscales	36,4	46,1	48,6	43,5	39,2
Impôts sur le revenu et les bénéfices	15,4	20,3	21,7	20,0	17,6
Impôts sur les biens et services	13,4	16,2	17,4	15,9	15,7
Droits de douane	6,5	8,1	7,6	6,0	4,6
Enregistrement et timbres	1,2	1,7	1,9	1,5	1,3
Recettes non fiscales	4,5	7,3	16,6	20,5	18,0
Dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 9 : DEPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2014	2015	2016	2017	2018
(En milliards de dinars)					
Dépenses budgétaires	6 995,7	7 656,3	7 297,4	7 282,6	7 726,3
Dépenses courantes	4 494,3	4 617,0	4 583,8	4 677,2	4 648,3
Dépenses de personnel*	2 007,2	2 170,9	2 313,1	2 308,3	2 234,3
Traitements, salaires et allocations	1 643,5	1 803,6	1 893,0	1 895,0	1834,216
Cotisations sur salaires	363,7	367,3	420,1	413,2	400,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions des Moudjahidine	218,4	223,0	226,0	228,0	202,9
Matériels et fournitures	161,9	179,7	185,5	188,6	192,1
Services de l'administration	736,0	730,2	728,6	777,8	759,2
Hôpitaux	308,6	316,3	307,3	319,6	321,6
Autres (Étab. publics à caract. Administr.)	427,4	413,9	421,3	458,2	437,6
Transferts courants hors services Administr.	1 333,0	1 270,6	1 083,8	1 005,4	1 144,4
Actions éducatives et culturelles	33,2	37,4	34,5	12,3	13,7
Fonds de calamité naturelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements internes et externes	2,5	0,6	3,5	1,7	14,4
Fonds spécial de solidarité nationale*	10,1	9,2	2,7	3,2	1,9
Bonification d'intérêts	128,9	94,1	70,6	59,6	73,2
Fonds de Soutien : Emploi de jeunes	56,9	43,3	13,5	44,4	13,1
Autres transferts	1 101,4	1 086,0	959,0	884,3	1 028,0
Intérêts sur la dette publique	37,8	42,6	46,8	169,1	115,4
Dépenses en capital	2 501,4	3 039,3	2 711,9	2 605,4	3 078,0
Prêts nets du Trésor	90,2	129,2	116,4	390,3	517,4
Solde des comptes d'affectation	27,7	-60,7	-58,5	-34,8	22,8
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de dépenses:	7 113,6	7 724,8	7 355,3	7 638,2	8 266,5
(En pourcentage du total des dépenses)					
Dépenses budgétaires	98,3	99,1	99,2	95,3	93,5
Dépenses courantes	63,2	59,8	62,3	61,2	56,2
Dépenses de personnel	28,2	28,1	31,4	30,2	27,0
Traitements et salaires	23,1	23,3	25,7	24,8	22,2
Matériels et fournitures	2,3	2,3	2,5	2,5	2,3
Services de l'administration	10,3	9,5	9,9	10,2	9,2
Intérêts sur la dette publique	0,5	0,6	0,6	2,2	1,4
Dépenses en capital	35,2	39,3	36,9	34,1	37,2
Prêts nets du Trésor	1,3	1,7	1,6	5,1	6,3
Solde des comptes d'affectation	0,4	-0,8	-0,8	-0,5	0,3
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Solidarité nationale + Fonds de compensation

Source : Direction Générale du Trésor

**TABLEAU 10 : DETTE PUBLIQUE INTERIEURE
DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dinars ; fin de périodes)				
Total dette intérieure	1 239,0	2 493,0	3 990,7	5 358,6	7 415,2
Dettes courantes	775,5	998,4	967,5	1 430,6	1 004,3
Bons du trésor et titres assimilés	775,1	998,0	967,5	1430,6	1004,3
Autres *	0,4	0,4	0,0	0,0	
Dettes d'assainissement	463,5	1 494,6	2 441,4	3 296,2	6 018,5
Crédits à long terme de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	2 185,0	5 556,2
Avance exceptionnelle de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances rachetées	365,3	1 393,4	1 758,4	830,0	181,1
Entreprises publiques, EPIC & agro-industri	336,2	461,3	836,1	359,8	163,0
Dettes d'assainissement complémentaire	0,0	904,2	904,2	452,1	0
Dettes des agriculteurs	29,1	27,9	18,1	18,1	18,1
Mise à niveau des fonds propres des banques	98,2	101,2	101,2	281,2	281,2
Bons (CNR)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons (CNAS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres (emprunt national)*			581,8	431,8	192,4
Dettes envers le CCP				200,0	200,0
Pour mémoire :					
Dettes intérieures en pourcentage du PIB	7,2	14,9	22,8	28,8	36,6
PIB	17 228,6	16 712,7	17 514,6	18 575,8	20 259,0

* Montant reçu par le Trésor

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 11 : SITUATION MONETAIRE
(y compris caisse d'épargne)

	2014	2015	2016	2017	2018
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	15 734,5	15 375,4	12 596,0	11 227,4	9 485,6
Banque centrale	15 824,5	15 522,5	12 694,1	11 320,8	9 572,4
Banques commerciales	-90,0	-147,1	-98,1	-93,4	-86,8
Avoirs intérieurs nets	-2 047,7	-1 670,9	1 220,2	3 747,2	7 151,1
Crédits intérieurs	4 512,3	7 844,7	10 592,1	13 571,9	16 302,1
Crédits à l'État (nets)	-1 992,3	567,5	2 682,2	4 691,9	6 325,7
Banque centrale	-4 487,9	-2 156,4	-870,1	1 967,4	3 857,8
Banques commerciales	1 012,3	1 479,3	2 387,9	1 688,7	1 362,4
Dépôts aux CCP et au Trésor	1 483,3	1 244,6	1 164,4	1 035,8	1 105,5
Crédits à l'économie *	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0	9 976,3
Fonds de prêts de l'État	-27,1	-25,1	-20,6	-16,0	-19,6
Engagements extér. à moyen et long terr	-3,6	-3,7	-3,5	-3,8	-3,7
Autres postes (nets)	-6 529,3	-9 486,8	-9 347,8	-9 805,0	-9 127,6
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	13 686,7	13 704,5	13 816,3	14 974,6	16 636,7
Monnaie	9 603,0	9 261,2	9 407,0	10 266,1	11 404,1
Circulation fiduciaire (hors banques)	3 658,9	4 108,1	4 497,2	4 716,9	4 926,8
Dépôts à vue dans les banques	4 460,8	3 908,5	3 745,4	4 513,3	5 371,8
Dépôts au Trésor et CCP	1 483,3	1 244,6	1 164,4	1 035,8	1 105,5
Quasi-monnaie	4 083,7	4 443,3	4 409,3	4 708,5	5 232,6
(Variation annuelle en pourcentage)					
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	14,6	0,1	0,8	8,4	11,1
Monnaie	16,4	-3,6	1,6	9,1	11,1
Quasi-monnaie	10,6	8,8	-0,8	6,8	11,1
Avoirs intérieurs nets	37,6	18,4	173,0	207,1	90,8
Crédits intérieurs	134,9	73,9	35,0	28,1	20,1
Crédits à l'État (nets)	38,4	128,5	372,6	74,9	34,8
Crédits à l'économie *	26,1	11,9	8,7	12,3	12,3
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	79,4	82,0	78,9	80,6	82,1
Monnaie/PIB	55,7	55,4	53,7	55,3	56,3
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	21,2	24,6	25,7	25,4	24,3
Crédits à l'économie/PIB	37,8	43,5	45,2	47,8	49,2
Monnaie/M2	70,2	67,6	68,1	68,6	68,5
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	26,7	30,0	32,5	31,5	29,6
Multiplicateur monétaire	2,9	2,6	2,6	2,4	2,7

Source : Banque d'Algérie

TABLEAU 12 : SITUATION DE LA BANQUE D'ALGERIE

	2014	2015	2016	2017	2018
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	15 824,5	15 522,5	12 694,2	11 320,8	9 572,4
Avoirs intérieurs nets	-11 151,5	-10 302,0	-7 293,1	-5 144,1	-3 366,6
Crédits à l'État	-4 487,9	-2 156,4	-870,1	1 967,4	3 857,8
Crédits aux banques	0,0	0,0	432,6	0,0	0,0
Autres crédits	1,7	1,7	2,1	2,2	2,3
Autres postes nets	-6 665,3	-8 147,3	-6 857,7	-7 113,7	-7 226,8
Base monétaire	4 673,0	5 220,5	5 401,1	6 176,7	6 205,8
Circulation fiduciaire	3 734,6	4 183,8	4 566,9	4 781,7	4 986,8
Dépôts : banques, étab. fin., autres inst.	938,4	1 036,7	834,2	1 395,0	1 219,0
(Variation annuelle en milliards de dinars)					
Avoirs extérieurs nets	557,3	-302,0	-2 828,3	-1 373,4	-1 748,4
Avoirs intérieurs nets	-22,1	849,5	3 008,9	2 149,0	1 777,5
Crédits à l'État	1 158,8	2 331,5	1 286,3	2 837,5	1 890,4
Crédits aux banques	0,0	0,0	432,6	-432,6	0,0
Autres crédits	-0,1	0,0	0,4	0,1	0,1
Autres postes nets	-1 180,8	-1 482,0	1 289,6	-256,0	-113,1
Base monétaire	535,2	547,5	180,6	775,6	29,1
Circulation fiduciaire	487,0	449,2	383,1	214,8	205,1
Dépôts : banques, étab. fin., autres inst.	48,2	98,3	-202,5	560,8	-176,0
(Variation annuelle en pourcentage)					
Avoirs extérieurs nets	3,7	-1,9	-18,2	-10,8	-15,4
Avoirs intérieurs nets	0,2	-7,6	-29,2	-29,5	-34,6
Crédits à l'État	-20,5	-52,0	-59,7	-326,1	96,1
Crédits aux banques	-	-	-	-	-
Base monétaire	12,9	11,7	3,5	14,4	0,5
Circulation fiduciaire (hors B.A.)	15,0	12,0	9,2	4,7	4,3
Dépôts des banques, étab. fin., autres inst	5,4	10,5	-19,5	67,2	-12,6

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 13 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR MATURITE**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Court terme	1 608,7	1 710,6	1 914,2	2 298,0	2 687,1
Moyen terme	1 413,4	1 641,8	1 810,9	1 844,4	1 683,3
Long terme	3 482,5	3 924,8	4 184,8	4 737,6	5 605,9
Total :	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0	9 976,3
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Court terme	13,0	6,3	11,9	20,1	16,9
Moyen terme	15,1	16,2	10,3	1,8	-8,7
Long terme	39,0	12,7	6,6	13,2	18,3
Total :	26,1	11,9	8,7	12,3	12,3
	(En pourcentage du total)				
Court terme	24,7	23,5	24,2	25,9	26,9
Moyen terme	21,7	22,6	22,9	20,8	16,9
Long terme	53,5	53,9	52,9	53,4	56,2
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 14 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR SECTEUR**

	2014	2015	2016	2017	2018
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Secteur public	3 382,3	3 688,2	3 952,2	4 311,3	4 943,6
Secteur privé	3 121,7	3 588,3	3 957,1	4 568,3	5 032,2
Administration locale	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6
Total :	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0	9 976,3
(Variation annuelle en pourcentage)					
Secteur public	38,9	9,0	7,2	9,1	14,7
Secteur privé	14,7	14,9	10,3	15,4	10,2
Administration locale	50,0	16,7	-14,3	-14,2	8,7
Total :	26,1	11,9	8,7	12,3	12,3
(En pourcentage du total)					
Secteur public	52,0	50,7	50,0	48,6	49,6
Secteur privé	48,0	49,3	50,0	51,4	50,4
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 15 : INDICATEURS DE SOLIDITÉ FINANCIÈRE
DES BANQUES**

Indicateurs consolidés	2013	2014	2015	2016	2017	2018**
1. Ratio de solvabilité global	21,50%	15,79%	18,40%	18,75%	19,38%	19,06%
2. Ratio de solvabilité sur Tiers I	15,51%	13,18%	15,76%	16,25%	14,97%	14,99%
3. Créances improductives / FPR*	17,12%	24,41%	26,47%	35,00%	36,42%	40,79%
4. Taux de créances classées **	10,56%	9,88%	9,77%	12,09%	12,96%	13,13%
4a. Taux de créances classées nettes	3,36%	3,80%	3,91%	5,49%	6,18%	6,33%
5. Taux de provisions des créances classées	68,19%	62,13%	59,93%	54,62%	52,28%	49,96%
6. Rendement des fonds propres	19,00%	23,75%	21,48%	17,89%	18,84%	22,38%
7. Rendement des actifs	1,67%	1,99%	1,92%	1,83%	2,05%	2,42%
8. Marge d'intérêt/Revenu brut	69,45%	67,19%	66,81%	72,51%	73,00%	78,78%
9. Charges hors intérêt/Revenu brut	33,53%	40,73%	40,01%	34,08%	35,99%	29,34%
10. Actifs liquides/Total des actifs	40,46%	37,96%	27,14%	23,52%	23,51%	19,84%
11. Actifs liquides/Passifs à court terme	93,52%	82,06%	61,64%	58,39%	53,70%	47,45%

* FPR = Fonds propres réglementaires

** Données provisoires pour 2018

Données actualisées de 2014 à 2017

**TABLEAU 16/1 : BALANCE DES PAIEMENTS
EVALUEE EN U.S. DOLLARS**

	2014	2015	2016	2017	*2018
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	-9,277	-27,289	-26,209	-22,074	-16,697
Balance commerciale	0,459	-18,083	-20,128	-14,412	-7,458
Exportations (f.o.b.)	60,129	34,586	29,309	34,589	41,115
Hydrocarbures	58,462	33,081	27,918	33,202	38,897
Autres (hors hydrocarbures)	1,667	1,485	1,391	1,367	2,218
Importations (f.o.b.)	-59,670	-52,649	-49,437	-48,981	-48,573
Services, hors revenus des facteurs, nets	-8,141	-7,524	-7,334	-8,013	-8,173
Crédits	3,555	3,475	3,429	3,113	3,275
Débits	-11,696	-10,999	-10,762	-11,125	-11,448
Revenus des facteurs nets	-4,814	-4,453	-1,569	-2,595	-4,420
Crédits	3,232	2,192	2,426	2,262	1,313
Débits	-8,046	-6,645	-3,995	-4,857	-5,733
Paiements des intérêts	-0,045	-0,124	-0,027	-0,037	-0,035
Autres	-8,001	-6,521	-3,968	-4,820	-5,698
dont: part des associés (hydrocarb.)	-5,256	-3,721	-2,913	-3,221	-3,752
Transferts nets	3,219	2,771	2,822	2,945	3,355
Solde du compte de capital	3,396	-0,248	0,178	0,313	0,877
Compte de capital	-0,003	0,000	0,001	0,001	0,000
Investissements directs nets	1,525	-0,688	1,591	1,236	0,627
Capitaux officiels nets	0,517	-0,459	0,976	-0,066	0,150
Tirages	0,748	0,001	1,144	0,175	3,410
Amortissements	-0,231	-0,460	-0,168	-0,241	-3,260
Erreurs et omissions (en net)	1,357	0,899	-2,390	-0,858	0,100
Solde global	-5,881	-27,537	-26,031	-21,762	-15,820
Financement	5,881	27,537	26,031	21,762	15,820
Augmentation des réserves brutes (-)	5,558	27,242	25,557	21,808	15,850
Rachats au FMI					
Autres créances, produits de placement dû	0,347	0,191	0,186	-0,031	0,040
Allocations de DTS					
Position de réserves au FMI	-0,022	0,104	0,288	-0,014	-0,071
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	178,938	144,133	114,138	97,332	79,882
En mois d'importations des biens et services non facteurs	30,088	27,174	22,752	19,432	15,971
Valeur unitaire des exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	100,234	53,066	45,005	54,053	71,277

* Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

**TABLEAU 16/2 : BALANCE DES PAIEMENTS
EVALUEE EN DINARS**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
			En milliards de dinars			
Solde extérieur courant	94,26	-766,06	-2 741,76	-2 862,62	-2 444,92	-1 953,49
Balance commerciale	783,86	18,86	-1 808,93	-2 196,58	-1 594,08	-867,36
Exportations, (f.o.b.)	5 144,43	4 818,21	3 455,04	3 212,57	3 841,72	4 795,23
Hydrocarbures	5 061,25	4 683,74	3 306,94	27,92	33,20	38,90
Autres	83,18	134,47	148,10	1,39	1,37	2,22
Importations (f.o.b.)	-4 360,77	-4 799,35	-5 263,97	-5 409,15	-5 435,80	-5 662,60
Services, hors revenus des facteurs, nets	-551,66	-656,02	-755,00	-801,81	-888,37	-960,30
Crédits	299,41	285,63	347,85	375,21	345,25	380,51
Débits	-851,07	-941,65	-1 102,85	-1 177,02	-1 233,63	-1 340,81
Revenus des facteurs nets	-359,27	-398,30	-434,21	-172,93	-289,17	-516,35
Crédits	281,38	260,75	219,04	264,86	249,95	153,16
Débits	-640,65	-649,05	-653,25	-437,79	-539,12	-669,52
Paiements des intérêts	-5,28	-3,59	-12,43	-0,03	-0,04	-0,04
Autres	-635,37	-645,46	-640,82	-3,97	-4,82	-5,70
dont part des associés (hydrocarb.)				-2,91	-3,22	-3,75
Transferts nets	221,53	259,40	256,38	308,70	326,70	390,53
Solde du compte de capital	-85,70	287,28	-21,67	18,62	30,34	108,83
Compte de capital	0,02	-0,25	0,01	0,07	0,08	0,02
Investissement en portefeuille	0,00	0,00	0,00			
Investissements directs nets	155,16	122,63	-50,24	174,29	137,00	71,74
Capitaux officiels nets	-83,72	41,70	-45,75	107,88	-7,70	2,92
Tirages	1,01	54,12	0,07	126,35	11,10	33,07
Amortissements	-84,73	-12,42	-45,82	-18,47	-18,80	-30,14
Erreurs et omissions (en net)	-157,16	123,21	74,31	-263,55	-98,96	34,17
Solde global :	8,56	-478,77	-2 763,43	-2 843,93	-2 414,50	-1 844,65
Financement	-8,56	478,77	2 763,43	2 843,93	2 414,50	1 844,72
Augmentation des réserves brutes (-)	-16,63	453,97	2 733,77	2 792,70	2 419,75	1 848,33
Rachats au FMI	0,00	0,00	0,00			
Créances	13,05	26,51	19,21	20,14	-3,62	4,57
Allocation de DTS	0,00	0,00	0,00			
Position de réserve au FMI	-4,98	-1,71	10,45	31,09	-1,62	-8,18

* Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

**TABLEAU 17 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS
ET EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En millions de dollars E.U.)				
Importations (f.o.b.)					
Alimentation	10 550	8 946	7 855	8 069	8 199
Energie	2 720	2 247	1 234	1 899	977
Matières premières	1 812	1 489	1 490	1 456	1 814
Produits semi-finis	12 301	11 482	10 972	10 483	10 468
Equipements agricoles	629	638	479	585	537
Equipements industriels	18 115	16 369	14 709	13 368	12 824
Biens de consommation non alimentaire	9 894	8 243	7 904	8 129	9 312
Autres	2 998	2 672	4 239	4 084	3 459
Sous Total :	59 019	52 086	48 882	48 074	47 589
Importat. s/paiements + reparat. mater	651	563	554	907	984
Total :	59 670	52 649	49 436	48 980	48 573
Exportations (f.o.b.)					
Alimentation	323	238	326	350	373
Energie	58 362	33 081	27 918	33 202	38 897
Matières premières	110	107	84	73	93
Produits semi-finis	1 173	1 111	909	845	1 626
Equipements agricoles	1	0	0	0	0
Equipements industriels	16	18	53	78	90
Biens de consommation non alimentaire	11	11	18	20	33
Sous Total :	59 996	34 566	29 309	34 569	41 113
Autres	0	0	1	0	0
Total :	59 996	34 566	29 310	34 569	41 113
dont : exportations hors hydrocarbures	1 634	1 485	1 391	1 367	2 218
	(En pourcentage)				
En proportion du total des importations (non compris imp. s/paiements et réparat. matériels)					
Alimentation	17,9	17,2	16,1	16,8	17,2
Equipements industriels	30,7	31,4	30,1	27,8	26,9
Biens de consommation non alimentaire	16,8	15,8	16,2	16,9	19,6
En proportion du total des exportations :					
Exportations hors hydrocarbures	2,7	4,3	4,7	4,0	5,4

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

TABLEAU 18 : EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES

En millions de dollars

	2014	2015	2016	2017	2018
Pétrole brut					
Valeur (millions US \$)	18 343,2	10 037,7	8 876,4	10 459,9	12 117,6
dont : Rapatriement des bénéfices	4 315,9	2 560,7	2 144,9	2 308,3	2 756,4
Volume (millions de barils)	184,5	194,3	198,1	193,4	170,1
(millions de tonnes métriques)	23,6	24,2	25,2	24,7	21,7
Prix d'unité (US \$ par baril)	100,2	53,1	45,0	54,1	71,3
Condensât					
Valeur (millions US \$)	3 886,7	2 236,7	1 989,8	1 950,5	2 526,7
dont : Rapatriement des bénéfices	350,7	361,0	296,7	361,1	420,6
Volume (millions de barils)	42,9	44,2	46,6	37,5	38,5
(millions de tonnes métriques)	4,8	5,0	5,2	4,2	4,3
Prix d'unité (US \$ par baril)	90,7	49,7	42,7	51,9	65,6
Produits pétroliers raffinés					
Valeur (millions US \$)	13 195,2	6 789,8	5 563,7	6 967,4	8 047,2
Volume (millions de barils)	132,0	128,8	125,8	123,2	112,9
(millions de tonnes métriques)	16,7	16,8	15,9	15,6	14,3
Prix d'unité (US \$ par baril)	100,0	52,7	44,2	56,6	71,3
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)					
Valeur (millions US \$)	5 203,4	2 687,8	2 221,0	2 977,5	3 401,1
dont : Rapatriement des bénéfices	291,5	275,9	240,8	289,6	388,2
Volume (millions de barils)	78,6	82,2	79,4	75,3	71,9
(millions de tonnes métriques)	7,2	7,6	7,3	6,9	6,6
Prix d'unité (US \$ par baril)	68,2	32,7	28,0	39,5	47,3
Gaz naturel liquéfié (GNL)					
Valeur (millions US \$)	7 396,2	4 700,4	3 101,1	3 571,3	3 506,7
Volume (millions de m ³)	28,5	26,6	25,7	26,7	21,5
Volume (billions de BTU)	666,0	620,7	584,2	623,0	502,4
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	11,1	7,6	5,3	5,7	7,0
Gaz naturel (GN)					
Valeur (millions US \$)	10 336,9	6 628,3	6 165,5	7 276,2	9 289,8
dont : Rapatriement des bénéfices	297,4	523,6	231,1	261,6	177,2
Volume (milliards de m ³)	27,4	27,4	39,1	38,1	38,5
Volume (billions de BTU)	1 029,1	1 021,9	1 439,0	1 425,3	1 442,3
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	10,0	6,5	4,3	5,1	6,4
Recettes totales des hydrocarb.(million:	58 361,6	33 080,7	27 917,5	33 202,8	38 952,6
dont : Part des associés (hydrocarbures	5 255,5	3 721,2	2 913,5	3 220,5	3 742,4
	(En pourcentage du total des exportations)				
Pétrole brut	31,4	30,3	31,8	31,5	31,1
Autres	68,6	69,7	68,2	68,5	68,7
Condensât	6,7	6,8	7,1	5,9	6,5
Produits pétroliers raffinés	22,6	20,5	19,9	21,0	20,7
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	8,9	8,1	8,0	9,0	8,7
Gaz naturel liquéfié (GNL)	12,7	14,2	11,1	10,8	9,0
Gaz naturel (GN)	17,7	20,0	22,1	21,9	23,8

Source : Ministère de l'Énergie

**TABLEAU 19 : ENCOURS ET STRUCTURE
DE LA DETTE EXTERIEURE**

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	0,002	0,001	0,948	1,077	1,030
Émissions obligataires	0,100	0,000	0,000	0,000	0,000
Crédits bilatéraux	1,175	0,873	0,701	0,634	0,491
Crédits gouvernementaux directs	0,951	0,755	0,628	0,602	0,452
Crédits acheteurs & fourm. assurés	0,224	0,118	0,073	0,032	0,039
Crédits financiers	0,112	0,101	0,084	0,060	0,051
Crédits financiers & Crédits-bails	0,112	0,101	0,084	0,060	0,051
Opérations de reprofilage	-	-	-	0,000	0,000
Financement d'acomptes	-	-	-	0,000	0,000
Crédits commerciaux non assurés	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Crédits fournisseurs	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres crédits					
Crédits de rééchelonnement	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	-	-	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-	-	-
Sous-Total :	1,389	0,975	1,733	1,771	1,573
Soutien de maisons mères à leurs filiales en Algérie *	0,371	0,222	0,130	0,123	0,151
Total dette à moyen et long termes	1,760	1,197	1,863	1,893	1,723
Dettes à court terme **	1,975	1,823	1,986	2,096	2,319
Total de la dette extérieure	3,735	3,020	3,849	3,989	4,042

* A la balance des paiements, le soutien à terme des maisons mères à leurs filiales en Algérie est inclus dans la rubrique "Investissements directs étrangers"

** D'une durée initiale d'une année et moins

Source : Banque d'Algérie

ANNEXE :
TABLEAUX STATISTIQUES

SOMMAIRE

<u>TABLEAU 1</u>	: Origine et emploi des ressources aux prix courants..	p.188
<u>TABLEAU 2</u>	: Répartition sectorielle du PIB aux prix courants.....	p.189
<u>TABLEAU 3</u>	: Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel..	p.190
<u>TABLEAU 4</u>	: Indice de production industrielle des entrep. pub....	p.191
<u>TABLEAU 5</u>	: Indices des prix à la consommation.....	p.192
<u>TABLEAU 6</u>	: Revenu des ménages.....	p.193
<u>TABLEAU 7</u>	: Population active, emploi et chômage.....	p.194
<u>TABLEAU 8</u>	: Situation des Opérations du Trésor.....	p.195
<u>TABLEAU 9</u>	: Recettes de l'Administration Centrale.....	p.196
<u>TABLEAU 10</u>	: Dépenses de l'Administration Centrale.....	p.197
<u>TABLEAU 11</u>	: Dette intérieure de l'Administration Centrale.....	p.198
<u>TABLEAU 12/1</u>	: Situation monétaire.....	p.199
<u>TABLEAU 12/2</u>	: Situation monétaire.....	p.200
<u>TABLEAU 13</u>	: Situation de la Banque d'Algérie.....	p.201
<u>TABLEAU 14</u>	: Répartition des crédits à l'économie par maturité....	p.202
<u>TABLEAU 15</u>	: Répartition des crédits à l'économie par secteur.....	p.203
<u>TABLEAU 16/1</u>	: Balance des paiements évalué en dollars.....	p.204
<u>TABLEAU 16/2</u>	: Balance des paiements évalué en dinars.....	p.205
<u>TABLEAU 17</u>	: Composition des Import. et des Export.....	p.206
<u>TABLEAU 18</u>	: Exportations des hydrocarbures.....	p.207
<u>TABLEAU 19</u>	: Encours et structure de la dette extérieure.....	p.208

**TABLEAU 1 : ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES
AUX PRIX COURANTS**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars)				
Produit Intérieur Brut	5 247,5	6 135,9	7 544,1	8 463,5	9 389,6
Dépense Intérieure Brute	4 496,6	5 250,8	5 795,1	6 157,4	7 339,0
Consommation	2 906,5	3 216,1	3 414,9	3 646,2	4 053,8
Publique	777,5	846,9	865,7	954,4	1 113,1
Privée	2 129,0	2 369,2	2 549,2	2 691,8	2 940,7
Investissement brut	1 590,1	2 034,7	2 380,2	2 511,2	3 285,3
Formation brute de capital fixe	1 265,2	1 476,9	1 680,8	1 951,2	2 388,2
Variations des stocks	324,9	557,8	699,4	560,0	897,1
Épargne intérieure brute	2 341,0	2 919,8	4 129,2	4 817,3	5 335,8
Revenus des facteurs nets	-207,6	-259,9	-373,1	-328,9	-126,7
Transferts courants nets	134,3	176,4	151,4	116,7	153,5
Épargne nationale	2 267,7	2 836,3	3 907,5	4 605,1	5 362,6
Produit National Brut	5 039,9	5 876,0	7 171,0	8 134,6	9 262,9
	(En pourcentage du PIB)				
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dépense Intérieure Brute	85,7	85,6	76,8	72,8	78,2
Consommation	55,4	52,4	45,3	43,1	43,2
Publique	14,8	13,8	11,5	11,3	11,9
Privée	40,6	38,6	33,8	31,8	31,3
Investissement brut	30,3	33,2	31,6	29,7	35,0
Formation brute de capital fixe	24,1	24,1	22,3	23,1	25,4
Variations des stocks	6,2	9,1	9,3	6,6	9,6
Épargne intérieure brute	44,6	47,6	54,7	56,9	56,8
Épargne nationale	43,2	46,2	51,8	54,4	57,1
Produit National Brut	96,0	95,8	95,1	96,1	98,7

Source : Office National des Statistiques ; Commissariat Général de la Planification et de la Prospective

**TABLEAU 2 : REPARTITION SECTORIELLE DU PIB
AUX PRIX COURANTS**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars)				
Hydrocarbures	1 868,9	2 319,8	3 352,9	3 885,2	4 157,4
Autres secteurs	2 975,5	3 369,9	3 697,2	4 121,3	4 684,2
Agriculture	515,3	578,9	579,9	639,7	716,0
Industries manufacturières	350,5	377,7	403,1	426,0	442,7
Bâtiments et travaux publics	445,2	508,0	564,4	674,3	814,4
Services hors administrations publiques	1 112,2	1 302,1	1 515,0	1 704,1	1 922,5
Services des administrations publiques	552,3	603,2	634,8	677,2	788,6
Droits et taxes à l'importation	403,1	446,2	494,0	457,0	548,0
Produit Intérieur Brut	5 247,5	6 135,9	7 544,1	8 463,5	9 389,6
	(En pourcentage du PIB)				
Hydrocarbures	35,6	37,8	44,4	45,9	44,3
Autres secteurs	56,7	54,9	49,0	48,7	49,9
dont : Agriculture	9,8	9,4	7,7	7,6	8,5
Industries manufacturières	6,7	6,2	5,3	5,0	5,2
Services des administrations publiques	10,5	9,8	8,4	8,0	9,3
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Hydrocarbures	26,5	24,1	44,5	15,9	7,0
Autres secteurs	11,6	13,3	9,7	11,5	13,7
dont : Agriculture	23,5	12,3	0,2	10,3	11,9
Industries manufacturières	4,1	7,8	6,7	5,7	3,9
Services des administrations publiques	10,6	9,2	5,2	6,7	16,5
Produit Intérieur Brut	16,0	16,9	23,0	12,2	10,9

Source : Office National des Statistiques ; Commissariat Général de la Planification et de la Prospective

**TABLEAU 3 : REPARTITION SECTORIELLE
DE LA CROISSANCE DU PIB REEL**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En pourcentage)				
Hydrocarbures	8,8	3,3	5,8	-2,5	-0,9
Autres secteurs (hors hydrocarbures)	6,0	6,2	4,7	5,6	6,3
Agriculture	19,7	3,1	1,9	4,9	5,0
Mines	0,6	-1,0	12,9	15,1	5,1
Énergie et eau	6,6	5,8	9,5	3,4	6,0
Industries manufacturières publiques	3,5	-1,3	-4,5	-2,2	-6,5
Industries alimentaires	-20,6	-15,7	-14,4	-7,6	-5,9
Sidérurgie, construction mécanique et électricité	8,9	2,0	-4,1	1,3	-6,4
Industries chimiques	-10,6	-2,2	3,9	-3,1	-20,0
Textiles	-2,4	-14,4	0,6	-14,0	-18,2
Cuirs et Peaux	-7,7	15,4	-18,4	-15,9	-16,1
Matériaux de construction	-7,6	10,3	4,8	-3,8	0,8
Bois et papier	-6,1	-0,7	-15,9	2,9	-11,6
Autres	-11,9	5,2	-25,1	-1,0	-16,0
Industries du secteur privé	2,9	2,5	1,7	2,1	3,2
Bâtiments et travaux publics	5,5	8,0	7,1	11,6	9,8
Services hors administrations publiques	4,2	7,7	6,0	6,5	6,8
Services des administrations publiques	4,5	4,0	3,0	3,1	6,5
Droits et taxes à l'importation	2,3	10,2	5,9	2,7	5,5
Produit Intérieur Brut	6,9	5,2	5,1	2,0	3,0
Absorption intérieure brute	5,5	7,8	5,9	3,6	8,7
Consommation	4,0	5,5	4,2	3,4	5,3
Publique	4,2	4,5	2,1	4,8	7,1
Privée	4,0	5,8	4,8	2,9	4,7
Investissement brut	5,1	8,1	7,9	7,2	9,8
Exportations de biens et de services non facteurs	7,2	4,1	6,1	-2,5	-0,7
Importations de biens et de services non facteurs	2,4	13,1	9,5	-1,8	14,0

Source : Commissariat Général de la Planification et de la Prospective

**TABLEAU 4 : INDICES DE LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

	(%)	2003	2004	2005	2006	2007
		(1989 = 100)				
Eau et Énergie	6,9	200,0	211,6	231,7	239,6	253,9
Hydrocarbures	17,8	143,7	145,2	149,6	148,5	150,6
Industries extractives	2,7	83,6	82,7	91,0	104,8	110,1
Constructions mécanique et électrique	26,3	73,2	73,6	70,6	71,5	66,9
Matériaux de construction	8,8	96,8	105,4	112,7	108,5	109,3
Industries chimiques	7,0	79,4	78,0	82,3	79,7	63,8
Industries alimentaires	14,5	48,1	40,5	34,6	32,0	30,1
Textiles	9,2	28,9	24,6	24,6	21,2	17,3
Cuirs et peaux	2,2	12,1	13,5	10,9	9,2	7,7
Bois et papier	4,6	29,4	28,1	23,1	23,8	21,0
Industries diverses		24,1	25,3	19,0	18,8	15,8
Indice général	100,0	87,0	87,3	88,7	88,4	86,9
Indice général (hors hydrocarbures)		73,8	73,8	74,6	74,4	72,0
Indice général des produits manufacturés		62,9	61,5	60,0	58,7	54,7
		(Variation annuelle en pourcentage)				
Eau et Énergie		6,6	5,8	9,5	3,4	6,0
Hydrocarbures		7,4	1,1	3,0	-0,7	1,4
Industries extractives		0,6	-1,0	10,0	15,1	5,1
Constructions mécanique et électrique		8,9	0,6	-4,2	1,3	-6,4
Matériaux de construction		-7,6	8,8	7,0	-3,8	0,8
Industries chimiques		-10,6	-1,8	5,5	-3,1	-20,0
Industries alimentaires		-20,6	-15,7	-14,6	-7,6	-5,9
Textiles		-2,4	-14,8	0,0	-14,0	-18,2
Cuirs et peaux		-7,3	12,0	-19,4	-15,9	-16,1
Bois et papier		-5,9	-4,3	-17,9	2,9	-11,5
Industries diverses		-11,8	5,1	-25,1	-1,2	-16,0
Indice général		0,9	0,4	1,6	-0,3	-1,7
Indice général (hors hydrocarbures)		-1,7	0,1	1,0	-0,2	-3,2
Indice général des produits manufacturés		-3,9	-2,2	-2,4	-2,2	-6,8

Source : Office National des Statistiques

TABLEAU 5 : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

	(%)	2003	2004	2005	2006	2007
		(1989 = 100)				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées	44,1	629,6	652,9	648,0	675,9	720,0
Habillement - Chaussures	11,6	443,8	445,0	445,8	444,5	442,9
Logement - Charges	5,6	633,2	644,1	730,6	754,0	761,2
Meubles et articles d'ameublement	6,8	373,2	372,4	371,4	370,3	371,0
Santé, Hygiène Corporelle	3,4	667,0	666,9	674,4	681,2	701,8
Transports et communication	11,5	543,3	601,1	660,1	670,2	667,1
Éducation, Culture, Loisirs	6,5	470,3	474,2	475,4	475,9	484,7
Divers	10,5	709,5	735,2	734,8	741,3	754,1
Indice général	100,0	580,2	600,8	610,6	626,0	648,0
		(Variation annuelle en pourcentage) 2/				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées		3,9	3,7	-0,7	4,3	6,5
Habillement - Chaussures		0,0	0,3	0,2	-0,3	-0,4
Logement - Charges		1,7	1,7	13,4	3,2	1,0
Meubles et articles d'ameublement		-0,4	-0,2	-0,3	-0,3	0,2
Santé, Hygiène Corporelle		1,0	0,0	1,1	1,0	3,0
Transports et Communication		5,6	10,6	9,8	1,5	-0,5
Éducation, Culture, Loisirs		0,2	0,8	0,3	0,1	1,8
Divers		0,4	3,6	0,0	0,9	1,7
Indice général		2,6	3,5	1,6	2,5	3,5

Source : Office National des Statistiques

1/ Cet indice comprend 256 articles et se rapporte aux ménages de la région d'Alger

2/ Moyenne d'une année par rapport à la moyenne de l'année précédente

TABLEAU 6 : REVENU DES MENAGES

	2003	2004	2005	2006
	(En milliards de dinars)			
Traitements et salaires 1/	1 129,3	1 229,0	1 327,4	1 411,7
Agriculture	47,6	51,0	70,6	75,3
Administration	551,7	595,0	632,4	681,5
Autres secteurs	530,0	583,0	624,4	654,9
Revenues des travailleurs indépendants	1 179,3	1 329,0	1 723,0	1 900,7
Paiements de transfert	622,0	772,0	841,7	828,0
Revenu brut	2 930,6	3 330,0	3 892,1	4 140,4
Revenu disponible	2 608,0	2 968,0	3 299,4	3 587,1

Source : Office National des Statistiques

1/ Y compris les cotisations sociales

**TABLEAU 7 : POPULATION ACTIVE,
EMPLOI ET CHOMAGE**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliers ; sauf indication contraire)				
Population active	9 540	9 780	10 027	10 267	10 514
Agriculture	1 565	1 617	1 683	1 780	1 842
Autres secteurs	7 975	8 163	8 344	8 487	8 672
Population effectivement occupée	5 741	5 981	6 222	6 517	6 771
Agriculture	1 565	1 617	1 683	1 780	1 842
Autres secteurs	4 176	4 364	4 539	4 737	4 929
Industrie	510	523	523	525	522
Bâtiment et travaux publics	907	980	1 050	1 160	1 261
Administration	1 490	1 512	1 527	1 542	1 557
Transport et communication, Commerce et Services hors Administration	1 269	1 349	1 439	1 510	1 589
Travail à domicile et autres /1	1 537	2 070	2 275	2 485	2 498
Chômeurs	2 262	1 729	1 530	1 265	1 245
(En pourcentage de la population active)	23,7	17,7	15,3	12,3	11,8

Source : Office National des Statistiques ; Commissariat Général de la Planification et de la Prospective

1/ Y compris les appelés au service national et les emplois irréguliers

TABLEAU 8 : SITUATION DES OPERATIONS DU TRESOR

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars)				
Total des recettes budgétaires et dons	1 974,4	2 229,7	3 082,6	3 639,8	3 688,5
Recettes des hydrocarbures*	1 350,0	1570,7	2 352,7	2 799,0	2 796,8
dont : Fonds de Régulation des Recettes brut	448,9	623,5	1 368,8	1 798,0	1 738,8
Fonds de Régulation des Recettes net	292,9	153,2	1 121,0	1 088,4	284,5
Recettes hors hydrocarbures	624,3	652,5	724,2	840,5	883,8
Recettes fiscales	524,9	580,4	640,4	720,8	767,3
Impôts sur les revenus et les bénéfices	127,9	148,0	168,1	241,2	257,7
Impôts sur les biens et services	233,9	274,0	308,8	341,3	348,1
Droits de douane	143,8	138,8	143,9	114,8	133,6
Enregistrement et timbres	19,3	19,6	19,6	23,5	27,9
Recettes non fiscales	99,4	72,1	83,8	119,7	116,5
Dividendes de la Banque d'Algérie	42,1	30,0	48,7	75,3	41,0
Droits	57,3	42,1	35,1	44,4	75,5
Dons	0,1	6,5	5,7	0,3	7,9
Total dépenses budgétaires	1 690,2	1 891,8	2 052,0	2 453,0	3 092,7
Dépenses courantes	1 122,8	1 251,1	1 245,1	1 437,9	1 672,6
Dépenses de personnel	329,9	391,4	418,5	447,8	522,1
Pensions des Moudjahidine	63,2	69,2	79,8	92,5	105,2
Matériels et fournitures	58,8	71,7	76,0	95,7	62,8
Transferts courants	556,9	633,6	597,6	733,3	908,2
dont: Services de l'Administration	161,4	176,5	187,5	215,6	243,4
Intérêts sur la dette publique	114,0	85,2	73,2	68,6	74,3
Dépenses en capital	567,4	640,7	806,9	1 015,1	1 420,1
Solde budgétaire	284,2	337,9	1 030,6	1 186,8	595,8
Solde des comptes spéciaux	186,9	109,9	-129,0	-4,1	-5,3
Prêts nets du Trésor	32,6	11,8	5,2	32,1	147,0
Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement	438,5	436,0	896,4	1 150,6	443,5
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire 1/	552,5	521,2	969,6	1 219,2	517,8
Solde global	438,5	436,0	896,4	1 150,6	443,5
Financement	-438,5	-436,0	-896,4	-1 150,6	-443,5
Bancaire	-209,2	-412,4	-1 002,2	-976,9	-715,7
Non bancaire	-138,4	29,6	221,5	-15,0	281,7
Extérieur	-90,9	-53,2	-115,7	-158,7	-9,5

Source : Direction Générale du Trésor

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

* Y compris la dividende de la compagnie pétrolière

TABLEAU 9 : RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2003	2004	2005	2006	2007
(En milliards de dinars)					
Total : Recettes budgétaires et dons	1 974,4	2 229,7	3 082,5	3 639,8	3 688,5
Recettes des hydrocarbures	1 350,0	1 570,7	2 352,7	2 799,0	2 796,8
dont : Fonds de Régulation des Recettes de l'anr	448,9	623,5	1 368,8	1 798,0	1 738,8
Recettes hors hydrocarbures	624,3	652,5	724,1	840,5	883,8
Recettes fiscales	524,9	580,4	640,3	720,8	767,3
Impôts sur le revenus et les bénéfices	127,9	148,0	168,1	241,2	257,7
Impôts sur les salaires	63,3	77,4	85,6	96,1	123,9
Autres	64,6	70,6	82,5	145,1	133,8
Impôts sur les biens et services	233,9	274,0	308,7	341,3	348,1
TVA et prélèvements sur importations	92,9	118,8	135,7	140,9	173,4
TVA et prélèvements sur activité intérieure	102,5	115,1	129,1	145,7	168,2
TVA-TC-TSA sur transactions intérieure	73,4	86,6	98,9	114,2	136,1
Tabacs (TIC)	29,1	28,5	30,2	31,5	32,1
TVA sur produits pétroliers	5,6	5,7	5,9	4,4	0,1
Prélèvement sur produits pétroliers	30,3	31,4	37,9	40,6	4,1
Autres impôts	1,8	2,2	3,3	3,7	2,8
Autres recettes non réparties			-4,2	4,9	-1,5
Autres contributions indirects	0,8	0,8	1,0	1,1	1,0
Droits de douane	143,8	138,8	143,9	114,8	133,6
Enregistrement et timbres	19,3	19,6	19,6	23,5	27,9
Recettes non fiscales	99,4	72,1	83,8	119,7	116,5
Droits d'entrée	57,3	42,1	35,1	44,4	75,5
Dividendes de la Banque d'Algérie	42,1	30,0	48,7	75,3	41,0
Dons	0,1	6,5	5,7	0,3	7,9
(En pourcentage du total)					
Total : Recettes budgétaires et dons	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Recettes des hydrocarbures	68,4	70,4	76,3	76,9	75,8
Recettes hors hydrocarbures	31,6	29,3	23,5	23,1	24,0
Recettes fiscales	26,6	26,0	20,8	21,1	0,0
Impôts sur le revenus et les bénéfices	6,5	6,6	5,5	6,6	7,0
Impôts sur les biens et services	11,8	12,3	10,0	9,4	9,4
Droits de douane	7,3	6,2	4,7	3,2	3,6
Enregistrement et timbres	1,0	0,9	0,6	0,6	0,8
Recettes non fiscales	5,0	3,2	2,7	3,3	3,2
Dons	0,0	0,3	0,2	0,0	0,2

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 10 : DEPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars)				
Dépenses budgétaires	1 690,2	1 891,8	2 052,0	2 453,0	3 092,7
Dépenses courantes	1 122,8	1 251,1	1 245,1	1 437,9	1 672,6
Dépenses de personnel *	329,9	391,4	418,5	447,8	522,1
Traitements, salaires et allocations	324,5	386,9	416,4	447,8	522,1
Autres	5,4	4,5	2,1	0,0	0,0
Pensions des Moudjahidine	63,2	69,2	79,8	92,5	105,2
Matériels et fournitures	58,8	71,7	76,0	95,7	62,8
Services de l'administration	161,4	176,5	187,5	215,6	243,4
Hôpitaux	59,3	63,2	61,7	73,5	84,2
Autres (Établis. publics à caract. Admin..)	102,1	113,3	125,8	142,1	159,2
Transferts courants hors services Admin..	395,5	457,1	410,1	517,7	664,8
Actions éducatives et culturelles	8,9	10,1	13,2	15,6	16,3
Fonds de calamité naturelle	3,0	5,5	1,3	0,8	1,0
Subventions sur produits alimentaires	0,3	1,0	1,5	2,9	5,6
Fonds spécial de solidarité nationale	1,8	5,6	4,6	5,2	5,4
Bonification d'intérêts	1,7	1,0	0,8	0,6	0,6
Fonds de Soutien : Emploi de jeunes	2,3	7,8	4,0	5,5	5,5
Autres transferts	377,5	426,1	384,7	487,1	630,4
Intérêts sur la dette publique	114,0	85,2	73,2	68,6	74,3
Dépenses en capital	567,4	640,7	806,9	1 015,1	1 420,1
Prêts nets du Trésor	32,6	11,8	5,2	32,1	147,0
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total:	1 722,8	1 903,6	2 057,2	2 485,1	3 239,7
	(En pourcentage du total des dépenses)				
Dépenses budgétaires	98,1	99,4	99,7	98,7	95,5
Dépenses courantes	65,2	65,7	60,5	57,9	51,6
Dépenses de personnel	19,1	20,6	20,3	18,0	16,1
Traitements et salaires	18,8	20,3	20,2	18,0	16,1
Matériels et fournitures	3,4	3,8	3,7	3,9	1,9
Services de l'administration	9,4	9,3	9,1	8,7	7,5
Intérêts sur la dette publique	6,6	4,5	3,6	2,8	2,3
Dépenses en capital	32,9	33,7	39,2	40,8	43,8
Prêts nets du Trésor	1,9	0,6	0,3	1,3	4,5
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Direction Générale du Trésor

* Traitements et salaires + retraite et rente + versement forfaitaire

TABLEAU 11 : DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2003	2004	2005	2006	2007
Total dette intérieure	981,8	1 000,0	1 038,9	1 847,3	1 102,9
Dette courante	220,5	280,5	351,1	403,3	436,2
Bons du trésor et titres assimilés	159,5	189,7	240,4	281,8	317,3
Autres	61,0	90,8	110,7	121,5	118,9
Dette d'assainissement	761,3	719,5	687,8	1 444,0	666,7
Crédits à long terme de la Banque d'Algérie	124,5	117,2	109,4	101,4	0,0
Avance exceptionnelle de la Banque d'Algérie				627,8	0,0
Créances rachetées *	557,2	554,5	523,2	663,6	615,5
Entreprises publiques, EPIC & agro-industrie	158,0				
Dette d'assainissement complémentaire	247,4				
OPGI	136,8				
Dette des agriculteurs	13,5				
Bons de solidarité	0,0				
Obligations de la CNAC	1,5				
Mise à niveau des fonds propres des banques	25,2	25,2	55,2	51,2	51,2
Bons (CNR)	33,9		0,0	0,0	0,0
Bons (CNAS)	20,5	22,6	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire :					
Dette intérieure en pourcentage du PIB	18,7	16,3	13,8	21,8	11,7
PIB	5 247,5	6 135,9	7 544,1	8 463,5	9 389,6

Source : Direction Générale du Trésor

* Rachats de créances fin 2005 (54,5 milliards de DA) non compris dans le total de 2005 mais de 2006

TABLEAU 12/1 : SITUATION MONETAIRE
(y compris caisse d'épargne)

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Avoirs extérieurs nets	2 342,6	3 119,2	4 179,7	5 515,0	7 415,5
Banque centrale	2 325,9	3 109,1	4 151,5	5 526,3	7 382,9
Banques commerciales	16,7	10,1	28,2	-11,3	32,6
Avoirs intérieurs nets	1 011,8	618,9	-22,1	-581,4	-1 420,9
Crédits intérieurs	1 803,6	1 514,4	846,6	601,3	12,1
Crédits à l'État (nets)	423,4	-20,6	-933,2	-1 304,1	-2 193,1
Banque centrale	-464,1	-915,8	-1 986,5	-2 510,7	-3 294,9
Banques commerciales	757,4	736,9	777,3	870,8	723,1
Dépôts aux CCP et au Trésor	130,1	158,3	276,0	335,8	378,7
Crédits à l'économie *	1 380,2	1 535,0	1 779,8	1 905,4	2 205,2
Fonds de prêts de l'État	-59,7	-49,0	-54,6	-33,5	-28,9
Engagements extér. à moyen et long terme	-41,9	-49,6	-20,6	-19,4	-14,7
Autres postes (nets)	-690,2	-796,9	-793,5	-1 129,8	-1 389,4
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	3 354,4	3 738,0	4 157,6	4 933,7	5 994,6
Monnaie	1 630,4	2 160,5	2 421,4	3 167,6	4 233,6
Circulation fiduciaire (hors banques)	781,4	874,3	921,0	1 081,4	1 284,5
Dépôts à vue dans les banques	718,9	1 127,9	1 224,4	1 750,4	2 570,4
Dépôts au Trésor et CCP	130,1	158,3	276,0	335,8	378,7
Quasi-monnaie	1 724,0	1 577,5	1 736,2	1 766,1	1 761,0
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	15,6	11,4	11,2	18,7	21,5
Monnaie	15,1	32,5	12,1	30,8	33,7
Quasi-monnaie	16,1	-8,5	10,1	1,7	-0,3
Avoirs intérieurs nets	-11,7	-38,8	-103,6	2 530,8	144,4
Crédits intérieurs	-2,3	-16,0	-44,1	-29,0	-98,0
Crédits à l'État (nets)	-26,8	-104,9	4 430,1	39,7	68,2
Crédits à l'économie	9,0	11,2	15,9	7,1	15,7
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	63,9	60,9	55,1	58,3	63,8
Monnaie/PIB	31,1	35,2	32,1	37,4	45,1
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	14,9	14,2	12,2	12,8	13,7
Crédits à l'économie/PIB	26,3	25,0	23,6	22,5	23,5
Monnaie/M2	48,6	57,8	58,2	64,2	70,6
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	23,3	23,4	22,2	21,9	21,4
Multiplicateur monétaire	2,9	3,2	3,6	3,7	3,5

Hors rachat par le Trésor des créances non performantes sur les entreprises déstructurées et/ou dissoutes, le taux de croissance des crédits en 2006 s'établit à 12,16% et à 15,22% en 2007

TABLEAU 12/2 : SITUATION MONETAIRE
(y compris caisse d'épargne)

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Avoirs extérieurs nets	2 342,6	3 119,2	4 179,7	5 515,0	7 415,5
Banque centrale	2 325,9	3 109,1	4 151,5	5 526,3	7 382,9
Banques commerciales	16,7	10,1	28,2	-11,3	32,6
Avoirs intérieurs nets	956,8	525,2	-109,2	-687,5	-1 420,9
Crédits intérieurs	1 803,6	1 514,4	846,6	601,3	12,1
Crédits à l'État (nets)	423,4	-20,6	-933,2	-1 304,1	-2 193,1
Banque centrale	-464,1	-915,8	-1 986,5	-2 510,7	-3 294,9
Banques commerciales	757,4	736,9	777,3	870,8	723,1
Dépôts aux CCP et au Trésor	130,1	158,3	276,0	335,8	378,7
Crédits à l'économie *	1 380,2	1 535,0	1 779,8	1 905,4	2 205,2
Fonds de prêts de l'État	-59,7	-49,0	-54,6	-33,5	-28,9
Engagements extér. à moyen et long terme	-41,9	-49,6	-20,6	-19,4	-14,7
Autres postes (nets)	-745,2	-890,6	-880,6	-1 235,9	-1 389,4
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	3 299,5	3 644,3	4 070,4	4 827,6	5 994,6
Monnaie	1 643,5	2 165,6	2 437,5	3 177,8	4 233,6
Circulation fiduciaire (hors banques)	781,4	874,3	921,0	1 081,4	1 284,5
Dépôts à vue dans les banques	732,0	1 133,0	1 240,5	1 760,6	2 570,4
Dépôts au Trésor et CCP	130,1	158,3	276,0	335,8	378,7
Quasi-monnaie	1 656,0	1 478,7	1 632,9	1 649,8	1 761,0
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Monnaie et quasi-monnaie (M2)		10,5	11,7	18,6	24,2
Monnaie		31,8	12,6	30,4	33,2
Quasi-monnaie		-10,7	10,4	1,0	6,7
Avoirs intérieurs nets		-45,1	-120,8	529,6	106,7
Crédits intérieurs		-16,0	-44,1	-29,0	-98,0
Crédits à l'État (nets)		-104,9	4 430,1	39,7	68,2
Crédits à l'économie		11,2	15,9	7,1	15,7
Pour mémoire :		(En pourcentage)			
Ratio de liquidité (M2/PIB)	62,9	59,4	54,0	57,0	63,8
Monnaie/PIB	31,3	35,3	32,3	37,5	45,1
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	14,9	14,2	12,2	12,8	13,7
Crédits à l'économie/PIB	26,3	25,0	23,6	22,5	23,5
Monnaie/M2	49,8	59,4	59,9	65,8	70,6
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	23,7	24,0	22,6	22,4	21,4
Multipliateur monétaire	2,9	3,1	3,5	3,6	3,5

* Masse monétaire M2 (2003-2006) suivant la nouvelle définition introduite en 2007 (dépôts des assurances et établissements financiers à la Banque d'Algérie inclus ; dépôts préalables à l'importation au niveau des banques exclus)

**TABLEAU 13 : SITUATION
DE LA BANQUE D'ALGERIE**

	2003	2004	2005	2006	2007
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	2 325,9	3 109,1	4 151,5	5 526,3	7 382,9
Avoirs intérieurs nets	-1 173,7	-1 949,0	-2 988,2	-4 191,0	-5 653,8
Crédits à l'État	-464,1	-915,8	-1 986,5	-2 510,7	-3 294,8
Crédits aux banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres crédits	0,7	0,6	0,8	1,3	1,5
Autres postes nets	-710,3	-1 033,8	-1 002,5	-1 681,6	-2 360,5
Base monétaire	1 152,3	1 160,1	1 163,3	1 335,3	1 729,0
Circulation fiduciaire	787,7	882,5	930,3	1 092,1	1 301,3
Dépôts des banques et établ. financiers	364,6	277,6	233,0	243,2	427,7
(Variation annuelle en milliards de dinars)					
Avoirs extérieurs nets	583,2	783,2	1 042,4	1 374,8	1 856,6
Avoirs intérieurs nets	-277,6	-775,3	-1 039,2	-1 202,8	-1 462,8
Crédits à l'État	-159,3	-451,7	-1 070,7	-524,2	-784,1
Crédits aux banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres crédits	-0,1	-0,1	0,2	0,5	0,2
Autres postes nets	-118,2	-323,5	31,3	-679,1	-678,9
Base monétaire	305,7	7,8	3,2	172,0	393,7
Circulation fiduciaire	114,0	94,8	47,8	161,8	209,2
Dépôts des banques et établ. financiers	191,7	-87,0	-44,6	10,2	184,5
(Variation annuelle en pourcentage)					
Avoirs extérieurs nets	33,5	33,7	33,5	33,1	33,6
Avoirs intérieurs nets	31,0	66,1	53,3	40,3	34,9
Crédits à l'État	52,3	97,3	116,9	26,4	31,2
Crédits aux banques	-	-	-	-	-
Base monétaire	36,1	0,7	0,3	14,8	29,5
Circulation fiduciaire (hors B.A.)	16,9	12,0	5,4	17,4	19,2
Dépôts des banques et étab. financiers	110,9	-23,9	-16,1	4,4	75,9

**TABLEAU 14 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR MATURITE**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Court terme	773,6	828,3	923,3	915,7	1026,1
Moyen terme	559,1	617,6	747,5	786,4	828,0
Long terme	47,5	89,1	109,0	203,3	351,1
Total :	1 380,2	1 535,0	1 779,8	1 905,4	2 205,2
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Court terme	23,2	7,1	11,5	-0,8	12,1
Moyen terme	-7,2	10,5	21,0	5,2	5,3
Long terme	31,9	87,6	22,3	86,5	72,7
Total :	9,0	11,2	15,9	7,1	15,7
	(En pourcentage du total)				
Court terme	56,0	54,0	51,9	48,1	46,5
Moyen terme	40,5	40,2	42,0	41,3	37,5
Long terme	3,4	5,8	6,1	10,7	15,9
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**TABLEAU 15 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR SECTEUR**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Secteur public	791,4	859,3	882,4	847,0	988,9
Secteur privé	588,5	675,4	897,3	1 057,0	1 216,0
Administration locale	0,3	0,3	0,1	1,4	0,3
Total :	1 380,2	1 535,0	1 779,8	1 905,4	2 205,2
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Secteur public	10,6	8,6	2,7	-4,0	16,8
Secteur privé	6,8	14,8	32,9	17,8	15,0
Administration locale	0,0	0,0	-66,7	1300,0	-78,6
Total :	9,0	11,2	15,9	7,1	15,7
	(En pourcentage du total)				
Secteur public	57,3	56,0	49,6	44,5	44,8
Secteur privé	42,6	44,0	50,4	55,5	55,1
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU 16/1 : BALANCE DES PAIEMENTS
évaluée en dollars

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	8,84	11,12	21,18	28,95	30,60
Balance commerciale	11,14	14,27	26,47	34,06	34,24
Exportations, (f.o.b.)	24,47	32,22	46,33	54,74	60,59
Hydrocarbures	23,99	31,55	45,59	53,61	59,61
Autres	0,47	0,67	0,74	1,13	0,98
Importations, (f.o.b.)	-13,32	-17,95	-19,86	-20,68	-26,35
Services, hors revenus des facteurs, net	-1,35	-2,01	-2,27	-2,20	-4,04
Crédits	1,57	1,85	2,51	2,58	2,89
Débits	-2,92	-3,86	-4,78	-4,78	-6,93
Revenus des facteurs, net	-2,70	-3,60	-5,08	-4,52	-1,82
Crédits	0,76	0,99	1,43	2,42	3,82
Débits	-3,46	-4,59	-6,51	-6,94	-5,64
Paiements des intérêts	-1,18	-1,29	-1,03	-0,76	-0,23
Autres	-2,28	-3,30	-5,48	-6,18	-5,41
dont: part des associés de compagn. n:	-2,20	-3,12	-4,74	-5,29	3,90
Transferts, net	1,75	2,46	2,06	1,61	2,22
Solde du compte de capital	-1,37	-1,87	-4,24	-11,22	-1,05
Compte de capital				-0,01	
Investissements directs (net)	0,62	0,62	1,06	1,76	1,37
Capitaux officiels (net)	-1,99	-2,49	-3,05	-11,89	-0,77
Tirages	1,65	2,12	1,41	0,98	0,51
Amortissements	-3,03	-4,35	-4,46	-12,87	-1,28
Erreurs et omissions (net)	-0,61	-0,26	-2,25	-1,08	-1,65
dont: Solde monnaie fiduciaire				-0,13	0,36
Solde Crédits à court terme				0,06	-1,13
Solde global	7,47	9,25	16,94	17,73	29,55
Financement	-7,47	-9,25	-16,94	-17,73	-29,55
Augmentation des réserves brutes (-)	-7,03	-8,88	-16,31	-17,73	-28,27
Rachats au FMI	-0,44	-0,37	-0,63	0,00	0,00
Autres créances produits de placement à recevoir					-1,28
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	32,92	43,11	56,18	77,78	110,18
En mois d'importations des biens et services non facteurs	24,32	23,72	27,36	36,66	39,73
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	29,03	38,66	54,64	65,85	74,95

TABLEAU 16/2 : BALANCE DES PAIEMENTS
évaluée en dinars

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dinars ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	683,06	801,41	1 553,78	2 101,61	2 105,49
Balance commerciale	860,23	1 029,36	1 942,31	2 473,53	2 363,45
Exportations, (f.o.b.)	1 892,10	2 322,97	3 398,46	3 975,85	4 191,52
Hydrocarbures	1 856,52	2 273,69	3 344,45	3 893,60	4 123,19
Autres	35,58	49,28	54,01	82,25	68,33
Importations, (f.o.b.)	-1 031,87	-1 293,61	-1 456,15	-1 502,32	-1 828,07
Services, hors revenus des facteurs, net	-103,86	-144,44	-166,80	-159,68	-283,70
Crédits	121,10	133,55	183,95	187,58	196,74
Débits	-224,96	-277,99	-350,75	-347,26	-480,44
Revenus des facteurs, net	-207,58	-259,86	-373,09	-328,89	-127,55
Crédits	59,15	71,58	104,57	175,38	263,19
Débits	-266,73	-331,44	-477,66	-504,27	-390,74
Paiements des intérêts	-90,54	-93,43	-75,49	-55,03	-16,13
Autres	-176,19	-238,01	-402,17	-449,24	-374,61
dont: part des associés de la compagnie. nat. hydrocarbures	-169,90	-224,69	-348,01	-384,17	-270,25
Transferts, net	134,27	176,35	151,36	116,65	153,29
Solde du compte de capital	-100,08	-134,50	-311,46	-813,28	-64,46
Compte de capital			-0,21	-0,32	-0,01
Investissement en portefeuille					-0,36
Investissements directs (net)	47,18	44,83	77,76	127,80	95,17
Capitaux officiels (net)	-109,02	-160,39	-225,24	-865,33	-54,02
Tirages	124,62	152,37	103,57	71,15	35,44
Amortissements	-233,64	-312,76	-328,81	-936,48	-89,46
Erreurs et omissions (net)	-38,24	-18,94	-163,77	-75,43	-105,24
dont : Monnaie fiduciaire					22,34
dont : Créances à court terme					-75,45
Solde global	582,98	666,91	1 242,32	1 288,33	2 041,03
Financement	-582,98	-666,91	-1 242,32	-1 288,33	-2 041,03
Augmentation des réserves brutes (-)	-548,93	-640,25	-1 196,10	-1 288,33	-1 954,94
Rachats au FMI	-34,05	-26,66	-46,22	0,00	0,00
Créances					-86,09
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	2 392,00	3 130,57	4 122,37	5 534,76	7 363,29
En mois d'importations des biens et services non facteurs	22,84	23,90	27,38	35,91	38,28
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	29,03	38,66	54,64	65,85	74,95

**TABLEAU 17 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS
ET DES EXPORTATIONS**

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En millions de dollars E.U.)				
Importations (f.o.b.)					
Alimentation	2 516,0	3 385,0	3 374,0	3 572,0	4 656,0
Énergie	41,0	158,0	199,0	230,0	305,0
Matières premières	607,0	733,0	706,0	792,0	1 245,0
Produits semi-finis	2 683,0	3 422,0	3 845,0	4 637,0	6 678,0
Équipements Agricoles	121,0	157,0	150,0	90,0	137,0
Équipements Industriels	4 654,0	6 681,0	7 950,0	8 015,0	9 361,0
Biens de consommation	1 984,0	2 610,0	2 922,0	2 830,0	3 546,0
Sous/Total :	12 606,0	17 146,0	19 146,0	20 166,0	25 928,0
. Importat. s/paiements + reparat. mater	716,0	808,0	711,0	515,0	420,0
Total:	13 322,0	17 954,0	19 857,0	20 681,0	26 348,0
Exportations (f.o.b.)					
Alimentation	47,0	66,0	67,0	73,0	88,0
Énergie	23 993,0	31 550,0	45 588,0	53 608,0	59 605,0
Matières premières	49,0	97,0	136,0	195,0	170,0
Produits semi-finis	310,0	430,0	481,0	765,0	640,0
Équipements agricoles	1,0			1,0	1,0
Équipements Industriels	29,0	50,0	37,0	44,0	46,0
Biens de consommation	35,0	15,0	19,0	44,0	35,0
Sous-Total :	24 464,0	32 208,0	46 328,0	54 730,0	60 585,0
Autres	4,0	9,0	6,0	11,0	5,0
Total :	24 469,0	32 217,0	46 334,0	54 741,0	60 590,0
dont : exportations hors hydrocarbures	475,0	667,0	746,0	1 132,0	980,0
	(En pourcentage)				
En proportion du total des importations (non compris imp. s/paiements et réparat. matériels)					
Alimentation	20,0	19,7	17,6	17,7	18,0
Équipement industriel	36,9	39,0	41,5	39,7	36,1
Biens de consommation	15,7	15,2	15,3	14,0	13,7
En proportion du total des exportations					
Exportations hors hydrocarbures	1,9	2,1	1,6	2,1	1,6

Source: Direction Générale des Douanes (services liés déduits)

TABLEAU 18 : EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES

	2003	2004	2005	2006	2007
Pétrole brut					
Valeur (millions US \$)	7 719,7	12 559,7	19 340,7	22 697,4	25 373,7
dont : Rapatriement des bénéfices	1 894,5	2 501,8	4 009,8	4 624,9	2 989,1
Volume (millions de barils)	266,2	326,0	354,3	345,3	339,6
(millions de tonnes métriques)	33,8	41,3	45,0	44,0	43,2
Prix d'unité (US \$ par baril)	29,0	38,7	54,6	65,9	74,9
Condensât					
Valeur (millions US \$)	3 572,4	4 878,2	6 307,3	7 268,0	8 498,2
dont : Rapatriement des bénéfices	144,9	132,1	156,1	152,7	228,4
Volume (millions de barils)	123,2	120,7	120,9	119,1	114,8
(millions de tonnes métriques)	13,9	13,6	13,8	13,4	12,9
Prix d'unité (US \$ par baril)	29,0	40,4	52,2	61,0	74,1
Produits pétroliers raffinés					
Valeur (millions US \$)	3 018,1	3 029,0	3 940,9	4 756,3	5 838,1
Volume (millions de barils)	98,8	90,1	87,6	88,5	77,9
(millions de tonnes métriques)	12,5	10,0	9,5	9,6	9,9
Prix d'unité (US \$ par baril)	30,6	33,6	45,0	53,7	77,2
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)					
Valeur (millions US \$)	2 165,7	2 583,3	3 337,0	3 626,2	4 545,3
dont : Rapatriement des bénéfices	156,3	124,9	245,6	239,3	367,4
Volume (millions de barils)	92,9	55,3	77,0	71,1	81,1
(millions de tonnes métriques)	7,9	6,5	6,5	6,9	7,5
Prix d'unité (US \$ par baril)	23,3	46,7	43,3	51,0	56,1
Gaz naturel liquéfié (GNL)					
Valeur (millions US \$)	3 778,9	3 757,0	5 337,4	6 383,1	6 725,0
Volume (milliards de m3)	46,1	40,3	40,3	39,0	39,9
Volume (millions de BTU)	1 077,4	941,8	941,8	911,9	936,0
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	3,5	4,0	5,7	7,0	7,2
Gaz naturel (GN)					
Valeur (millions US \$)	3 738,5	4 742,9	7 324,6	8 877,0	8 624,8
dont : Rapatriement des bénéfices		359,2	332,2	271,3	311,1
Volume (milliards de m3)	31,7	35,3	39,8	37,8	35,5
Volume (millions de BTU)	1 196,9	1 338,6	1 493,2	1 416,0	1 325,9
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	3,1	3,5	4,9	6,3	6,5
Recettes totales des hydrocarb.(millions US \$)	23 993,3	31 550,1	45 587,9	53 608,0	59 605,1
dont : Part des associés de l'entr. nation.	2 195,7	3 117,9	4 743,7	5 288,2	3 896,0
	(En pourcentage du total des exportations)				
Pétrole brut	32,2	39,8	42,4	42,3	42,6
Autres	67,8	60,2	57,6	57,7	57,4
Condensât	14,9	15,5	13,8	13,6	14,3
Produits pétroliers raffinés	12,6	9,6	8,6	8,9	9,8
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	9,0	8,2	7,3	6,8	7,6
Gaz naturel liquéfié (GNL)	15,7	11,9	11,7	11,9	11,3
Gaz naturel (GN)	15,6	15,0	16,1	16,6	14,5

Source : Ministère de l'Énergie

TABLEAU 19 : ENCOURS ET STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	5,029	4,227	2,588	0,402	0,226
Emissions obligataires	0,710	0,000	0,000	0,100	0,100
Crédits bilatéraux	5,265	5,212	4,116	3,894	3,851
Crédits gouver. directs	1,414	1,833	2,192	1,879	2,175
Créd. acheteur.& fourn. assurés	3,851	3,379	1,924	2,015	1,676
Crédits financiers	0,438	0,508	0,573	0,636	0,696
Crédits finan. & crédits-bail	0,266	0,402	0,152	0,101	0,276
Opérations de reprofilage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Financement d'acomptes	0,172	0,106	0,421	0,535	0,420
Crédits commer. non assurés	0,227	0,094	0,097	0,030	0,016
Crédits fournisseurs	0,227	0,094	0,097	0,030	0,016
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	12,244	11,370	9,111	0,000	0,000
Créanciers officiels	10,523	9,971	8,153	0,000	0,000
Autres créanciers	1,721	1,399	0,958	0,000	0,000
Total dette à M. & L. terme	23,203	21,411	16,485	5,062	4,889
Total dette à court terme *	0,150	0,410	0,707	0,550	0,717
Total dette extérieure	23,353	21,821	17,192	5,612	5,606

* D'une durée initiale d'une année et moins

ANNEXE :
TABLEAUX STATISTIQUES

SOMMAIRE

<u>TABLEAU 1</u> : Origine et emploi des ressources aux prix courants.....	p.172
<u>TABLEAU 2</u> : Répartition sectorielle du PIB aux prix courants.....	p.173
<u>TABLEAU 3</u> : Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel.....	p.174
<u>TABLEAU 4</u> : Indice de production industrielle des entrep. pub.....	p.175
<u>TABLEAU 5</u> : Indices des prix à la consommation.....	p.176
<u>TABLEAU 6</u> : Revenu des ménages.....	p.177
<u>TABLEAU 7</u> : Population active, emploi et chômage.....	p.178
<u>TABLEAU 8</u> : Situation des Opérations du Trésor.....	p.178
<u>TABLEAU 9</u> : Recettes de l'Administration Centrale.....	p.180
<u>TABLEAU 10</u> : Dépenses de l'Administration Centrale.....	p.181
<u>TABLEAU 11</u> : Dette intérieure de l'Administration Centrale.....	p.182
<u>TABLEAU 12</u> : Situation monétaire (y compris caisse d'épargne).....	p.183
<u>TABLEAU 13</u> : Situation de la Banque d'Algérie.....	p.184
<u>TABLEAU 14</u> : Répartition des crédits à l'économie par maturité.....	p.185
<u>TABLEAU 15</u> : Répartition des crédits à l'économie par secteur.....	p.186
<u>TABLEAU 16/1</u> : Balance des paiements évaluée en dollars.....	p.187
<u>TABLEAU 16/2</u> : Balance des paiements évaluée en dinars.....	p.188
<u>TABLEAU 17</u> : Composition des import.& export. par groupe de produits	p.189
<u>TABLEAU 18</u> : Exportations des hydrocarbures.....	p.190
<u>TABLEAU 19</u> : Encours et structure de la dette extérieure.....	p.191

**TABLEAU 1 : ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES
AUX PRIX COURANTS**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En milliards de dinars)				
Produit Intérieur Brut	11 043,7	9 968,0	11 991,6	14 519,8	15 843,0
Dépense Intérieure Brute	8 916,4	10 025,9	11 149,4	13 068,3	14 333,9
Consommation	4 791,8	5 353,3	6 181,3	7 563,4	8 395,5
Publique	1 458,5	1 609,4	2 065,7	3 015,2	3 184,0
Privée	3 333,3	3 743,9	4 115,6	4 548,2	5 211,5
Investissement brut	4 124,6	4 672,6	4 968,1	5 504,9	5 938,4
Formation brute de capital fixe	3 228,3	3 811,4	4 350,9	4 620,1	4 978,1
Variations de stocks	896,3	861,2	617,2	884,8	960,3
Épargne intérieure brute	6 251,9	4 614,7	5 810,3	6 956,4	7 447,5
	(En pourcentage du PIB)				
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dépense Intérieure Brute	80,7	100,6	93,0	90,0	90,5
Consommation	43,4	53,7	51,5	52,1	53,0
Publique	13,2	16,1	17,2	20,8	20,1
Privée	30,2	37,6	34,3	31,3	32,9
Investissement brut	37,3	46,9	41,4	37,9	37,5
Formation brute de capital fixe	29,2	38,2	36,3	31,8	31,4
Variations des stocks	8,1	8,6	5,1	6,1	6,1
Épargne intérieure brute	56,6	46,3	48,5	47,9	47,0

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 2 : RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB
AUX PRIX COURANTS**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En milliards de dinars)				
Hydrocarbures	4 997,6	3 109,1	4 180,4	5 242,1	5 208,4
Autres secteurs	5 392,2	6 143,1	7 063,5	8 423,1	9 502,8
Agriculture	727,4	931,3	1 015,3	1 183,2	1 421,7
Industries hors hydrocarbures	519,6	570,7	617,4	663,8	728,6
Bâtiments et travaux publics + sces petrolier	956,7	1 094,8	1 257,4	1 333,3	1 479,4
Services hors administrations publiques	2 113,7	2 349,1	2 586,3	2 856,2	3 190,4
Services des administrations publiques	1 074,8	1 197,2	1 587,1	2 386,6	2 682,7
Droits et taxes à l'importation	653,9	715,8	747,7	854,6	1 131,8
Produit Intérieur Brut	11 043,7	9 968,0	11 991,6	14 519,8	15 843,0
Hydrocarbures	45,3	31,2	34,9	36,1	32,9
Autres secteurs	48,8	61,6	58,9	58,0	60,0
dont : Agriculture	6,6	9,3	8,5	8,1	9,0
Industries hors hydrocarbures	4,7	5,7	5,1	4,6	4,6
Batiment et travaux publics	8,7	11,0	10,5	9,2	9,3
Services hors administrations publique	19,1	23,6	21,6	19,7	20,1
Services des administrations publiques	9,7	12,0	13,2	16,4	16,9
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Hydrocarbures	22,2	-37,8	34,5	25,4	-0,6
Autres secteurs	14,0	13,9	15,0	19,2	12,8
dont : Agriculture	2,7	28,0	9,0	16,5	20,2
Industries hors hydrocarbures	8,3	9,8	8,2	7,5	9,8
Bâtiment et travaux publics + sp	15,9	14,4	14,9	6,0	11,0
Services hors administrations publique	10,1	11,1	10,1	10,4	11,7
Services des administrations publiques	34,6	11,4	32,6	50,4	12,4
Produit Intérieur Brut	18,1	-9,7	20,3	21,1	9,1

Source : Office National des Statistiques ; Ministère de la Prospective et des Statistiques

**TABLEAU 3 : RÉPARTITION SECTORIELLE
DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En pourcentage)				
Hydrocarbures	-3,2	-8,0	-2,2	-3,3	-3,4
Autres secteurs (hors hydrocarbures)	6,7	9,6	6,3	6,1	7,1
Agriculture	-3,8	21,1	4,9	11,6	7,2
Industrie hors hydrocarbures	6,2	8,5	3,4	3,9	5,1
Mines et carrières	2,5	-18,0	15,0	-5,7	0,9
Énergie et eau	7,5	9,7	5,4	7,4	10,2
Industries agro-alimentaires	4,8	7,6	4,5	5,4	5,6
Sidérurgie, construction mécanique et élect	19,8	23,0	2,4	4,2	7,4
Chimie, plastiques, caoutchouc	6,1	8,8	3,7	8,0	5,8
Textiles, confection, bonneterie	-1,5	0,6	-2,4	-2,0	1,5
Cuirs et chaussures	3,8	-2,3	0,0	-0,6	2,8
Matériaux de construction	1,8	5,6	-0,8	2,0	1,3
Bois, papiers et lièges	1,7	1,1	3,3	0,8	2,3
Industries diverses	2,7	7,7	1,3	-4,9	-3,8
Bâtiments et travaux publics + services pétrolier	8,7	8,5	8,9	5,2	8,2
Services hors administrations publiques	8,6	7,7	7,3	7,1	6,4
Services des administrations publiques	6,4	7,4	5,7	5,4	4,2
Droits et taxes à l'importation	11,5	8,9	3,8	0,0	17,3
Produit Intérieur Brut	2,4	1,6	3,6	2,8	3,3
Absorption intérieure brute	9,4	12,6	5,2	2,6	7,8
Consommation	8,2	6,8	5,6	8,5	4,1
Publique	12,1	8,5	5,8	13,6	2,6
Privée	6,8	6,1	5,6	6,0	5,0
Formation brute du capital fixe	12,4	8,8	7,0	2,9	7,2
Exportations de biens et services non facteurs	-2,4	-10,1	0,0	-2,7	-3,6
Importations de biens et services non facteurs	15,4	12,8	4,5	-4,6	8,2

Source : Office National des Statistiques ; Ministère de la Prospective et des Statistiques

**TABLEAU 4 : INDICES DE LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

	(%)	2008*	2009	2010	2011	2012
			(1989 = 100)			
Eau et Énergie	6,9	273,8	293,4	309,8	335,1	375,8
Hydrocarbures	17,8	147,1	139,2	136,3	131,4	122,8
Industries extractives	2,7	132,8	137,3	132,8	120,2	113,5
Constructions mécanique et électrique	26,3	57,7	62,9	55,0	53,1	57,1
Matériaux de construction	8,8	114,2	113,1	107,4	104,0	101,4
Industries chimiques	7,0	69,1	70,5	63,0	59,6	60,5
Industries alimentaires	14,5	34,5	31,3	30,3	36,6	35,6
Textiles	9,2	18,2	18,4	16,4	14,0	12,2
Cuirs et peaux	2,2	7,4	6,6	6,2	5,6	6,1
Bois et papier	4,6	20,4	16,1	18,4	16,3	14,4
Industries diverses		10,3	10,3	8,1	8,5	8,5
Indice général :	100,0	91,8	92,2	89,9	90,2	91,7
Indice général hors hydrocarbures		76,3	78,9	76,7	78,7	82,9
Indice général des produits manufacturés		52,8	53,6	50,6	50,1	50,1
			(Variation annuelle en pourcentage)			
Eau et Énergie		7,8	7,2	5,6	8,2	12,1
Hydrocarbures		-2,4	-5,4	-2,1	-3,6	-6,6
Industries extractives		9,8	3,4	-3,3	-9,5	-5,6
Constructions mécanique et électrique		3,9	9,1	-12,6	-3,4	7,5
Matériaux de construction		-1,6	-1,0	-5,0	-3,2	-2,5
Industries chimiques		2,5	2,0	-10,6	-5,5	1,5
Industries alimentaires		6,7	-9,1	-3,3	21,0	-2,8
Textiles		-1,1	1,0	-10,8	-14,8	-12,7
Cuirs et peaux		-1,2	-10,2	-6,3	-9,4	8,1
Bois et papier		-11,9	-21,4	14,8	-11,8	-11,5
Industries diverses		-20,6	-0,2	-21,3	5,0	0,0
Indice général :		1,9	0,4	-2,5	-0,4	1,6
Indice général hors hydrocarbures		4,3	3,5	-2,7	2,4	5,4
Indice général des produits manufacturés		1,9	1,5	-5,4	-1,2	-0,1

*Le changement de l'échantillon d'entreprises pour la construction de l'indice est intervenu à partir de 2007

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 5 : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION
(Grand Alger)**

	(%)	2008	2009	2010	2011	2012
		(2001 = 100)				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisée	43,1	128,40	138,96	144,85	150,96	169,41
Habillement - Chaussures	7,5	104,15	104,60	107,46	111,41	117,84
Logement - Charges	9,3	125,94	129,31	131,71	133,52	139,56
Meubles et articles d'ameublement	5,0	107,73	109,70	113,56	117,54	122,11
Santé, Hygiène corporelle	6,2	110,49	114,22	117,45	122,61	127,90
Transports et communication	15,9	136,91	141,81	145,34	149,68	156,43
Éducation, Culture, Loisirs	4,5	112,29	119,06	118,89	119,55	123,00
Divers	8,6	118,42	127,75	141,78	162,96	184,83
Indice général	100,0	123,99	131,10	136,23	142,39	155,05
		(Variation annuelle en pourcentage) 2/				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées		7,5	8,2	4,2	4,2	12,2
Habillement - Chaussures		-0,2	0,4	2,7	3,7	5,8
Logement - Charges		1,1	2,7	1,9	1,4	4,5
Meubles et articles d'ameublement		1,1	1,8	3,5	3,5	3,9
Santé, Hygiène Corporelle		1,8	3,4	2,8	4,4	4,3
Transports et Communication		4,0	3,6	2,5	3,0	4,5
Éducation, Culture, Loisirs		5,2	6,0	-0,1	0,6	2,9
Divers		5,2	7,9	11,0	14,9	13,4
Indice général		4,86	5,74	3,91	4,52	8,89

1/ Cet indice comprend 261 articles et se rapporte aux ménages de la région d'Alger

2/ Moyenne d'une année par rapport à la moyenne de l'année précédente

Source : Office National des Statistiques

TABLEAU 6 : REVENU DES MENAGES

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En milliards de dinars)				
Traitements et salaires 1/	2 138,4	2 360,5	2 917,6	3 817,8	
Agriculture	96,6	114,1	123,7	129,3	
Administration	1098,4	1 229,5	1 627,5	2 414,3	
Autres secteurs	943,4	1 016,9	1 166,4	1 274,2	
Revenus des travailleurs indépendants	2396,7	2 843,4	3 130,2	3 466,9	
Paiements de transfert	1161,5	1 214,7	1 449,5	1 560,5	
Revenu brut	5 696,6	6 418,6	7 497,3	8 845,2	
Revenu disponible	4785,7	5397,1	6242,6	7304	

1/ Y compris les cotisations sociales

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 7 : POPULATION ACTIVE,
EMPLOI ET CHOMAGE**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En milliers ; sauf indication contraire)				
Population active	10 801	10 544	10 812	10 661	
Agriculture	1841	1242	1 136	1 034	
Autres secteurs	8960	9302	9 676	9 627	
Population effectivement occupée	7 002	9 472	9 736	9 599	
Agriculture	1841	1242	1 136	1 034	
Autres secteurs	5 161	8 230	8 600	8 565	
Industrie	530	1194	1 337	1 367	
Bâtiment et travaux publics	1371	1718	1 886	1 595	
Administration	1572				
Transport et communication, Commerce et Services hors administration	1888	5318	5 377	5 603	
Travail à domicile et autres /1	2579				
Chômeurs	1220	1072	1 076	1 063	
(En pourcentage de la population active)	11.3	10.2	10.0	10.0	

* Nombre pour les trois rubriques : administration, transport et communication, travail à domicile
1/ Y compris les appelés au service national et les emplois irréguliers

Source : Office National des Statistiques ; Ministère de la Prospective et des Statistiques

TABLEAU 8 : SITUATION DES OPERATIONS DU TRESOR

	2008	2009	2010	2011	2012
(En milliards de dinars)					
Total des recettes budgétaires et dons	5 190,5	3 676,0	4 392,9	5 790,1	6 411,3
Recettes des hydrocarbures*	4 088,6	2 412,7	2 905,0	3 979,7	4 184,0
dont : Fonds de Régulation des Recettes k	2 288,2	400,7	1 318,3	2 300,3	2 535,0
Fonds de Régulation des Recettes l	1 064,5	36,4	526,4	538,9	251,7
Recettes hors hydrocarbures	1 101,8	1 263,3	1 487,8	1 810,4	2 227,2
Recettes fiscales	965,2	1 146,6	1 298,0	1 527,1	1 984,3
Impôts sur les revenus et les bénéfices	331,5	462,1	561,7	684,7	885,9
Impôts sur les biens et services	435,2	478,5	514,7	572,6	684,8
Droits de douane	164,9	170,2	181,9	222,4	355,2
Enregistrement et timbres	33,6	35,8	39,7	47,4	58,4
Recettes non fiscales	136,6	116,7	189,8	283,3	242,9
Produits des domaines et autres	113,8	67,6	64,3	78,9	74,4
Dividendes de la Banque d'Algérie	22,5	48,2	121,1	137,2	115,3
Autres entreprises publiques	0,3	0,9	4,4	67,2	53,2
Dons	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Total dépenses budgétaires	4 191,0	4 246,3	4 466,9	5 853,6	7 169,9
Dépenses courantes	2 217,7	2 300,0	2 659,0	3 879,2	4 935,9
Dépenses de personnel **	838,7	910,9	1 212,6	1 774,7	1 955,7
Pensions des Moudjahidine	103,0	130,7	151,3	163,2	193,0
Matériels et fournitures	111,7	112,5	121,7	129,7	120,7
Transferts courants	1 102,9	1 108,5	1 140,2	1 773,9	2 620,3
dont: Services de l'Administration	360,8	412,5	513,3	786,1	867,1
Intérêts sur la dette publique	61,4	37,4	33,2	37,7	46,1
Dépenses en capital	1 973,3	1 946,3	1 807,9	1 974,4	2 234,0
Solde budgétaire	999,5	-570,3	-74,0	-63,5	-758,6
Solde des comptes spéciaux	31,2	-4,3	34,7	24,1	79,1
Prêts nets du Trésor	123,8	138,5	138,9	129,2	66,7
Solde budgétaire, hors Fonds d'assainiss	906,9	-713,1	-178,2	-168,6	-746,1
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire 1/	968,3	-675,7	-145,0	-130,9	-700,0
Solde global	906,9	-713,1	-178,2	-168,6	-746,1
Financement	-906,9	713,1	178,2	168,6	746,1
Bancaire	-1 410,9	57,1	-430,5	-558,7	-254,8
Non bancaire	508,2	655,3	608,0	728,1	1 003,4
Extérieur	-4,2	0,7	0,7	-0,8	-2,5

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

* Y compris la dividende versée par la compagnie nationale des hydrocarbures

** Rémunérations, pensions, allocations, rentes d'accident de travail et cotisations y afférentes

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 9 : RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2008	2009	2010	2011	2012
(En milliards de dinars)					
Total : Recettes budgétaires et dons	5 190,5	3 676,0	4 392,9	5 790,1	6 411,3
Recettes des hydrocarbures	4 088,6	2 412,7	2 905,0	3 979,7	4 184,0
dont : Fonds de Régul. des Recettes de l'ann	2 288,2	400,7	1 318,3	2 300,3	2 535,0
Recettes hors hydrocarbures	1 101,8	1 263,3	1 487,8	1 810,4	2 227,2
Recettes fiscales	965,2	1 146,6	1 298,0	1 527,1	1 984,3
Impôts sur le revenus et les bénéfices	331,5	462,1	561,7	684,7	885,9
Impôts sur les salaires	155,5	183,6	244,8	382,6	572,1
Autres	176,0	278,5	316,9	302,1	313,8
Impôts sur les biens et services	435,2	478,5	514,7	572,6	684,8
TVA et prélèvements sur importations	223,3	234,5	252,6	291,7	392,8
TVA et prélèvements sur activité intérieure	196,8	233,6	232,9	251,1	273,4
TVA-TC-TSA sur transactions intérieures	165,3	199,7	199,7	211,5	229,0
Tabacs (TIC)	31,5	33,9	33,2	39,6	44,4
TVA sur produits pétroliers	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0
Prélèvement sur produits pétroliers	0,2	0,7	0,3	0,4	0,6
Autres impôts	6,4	1,5	8,4	11,2	19,6
Autres recettes non réparties	7,0	6,7	18,9	16,4	-3,9
Autres contributions indirectes	1,4	1,3	1,4	1,6	2,3
Droits de douane	164,9	170,2	181,9	222,4	355,2
Enregistrement et timbres	33,6	35,8	39,7	47,4	58,4
Recettes non fiscales	136,6	116,7	189,8	283,3	242,9
Produits des domaines et divers	113,8	67,6	64,3	78,9	74,4
Dividendes de la Banque d'Algérie	22,5	48,2	121,1	137,2	115,3
Autres	0,3	0,9	4,4	67,2	53,2
Dons	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
(En pourcentage du total des recettes)					
Total : Recettes budgétaires et dons	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Recettes des hydrocarbures	78,8	65,6	66,1	68,7	65,3
Recettes hors hydrocarbures	21,2	34,4	33,9	31,3	34,7
Recettes fiscales	18,6	31,2	29,5	26,4	31,0
Impôts sur le revenus et les bénéfices	6,4	12,6	12,8	11,8	13,8
Impôts sur les biens et services	8,4	13,0	11,7	9,9	10,7
Droits de douane	3,2	4,6	4,1	3,8	5,5
Enregistrement et timbres	0,6	1,0	0,9	0,8	0,9
Recettes non fiscales	2,6	3,2	4,3	4,9	3,8
Dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 10 : DEPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2008	2009	2010	2011	2012
(En milliards de dinars)					
Dépenses budgétaires	4 191,0	4 246,3	4 466,9	5 853,6	7 169,9
Dépenses courantes	2 217,7	2 300,0	2 659,0	3 879,2	4 935,9
Dépenses de personnel *	838,7	910,9	1 212,6	1 774,7	1 955,7
Traitements, salaires et allocations	711,0	746,6	1 005,3	1 468,7	1 613,6
Cotisations sur salaires	127,7	164,3	207,3	306,0	342,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions des Moudjahidine	103,0	130,7	151,3	163,2	193,0
Matériels et fournitures	111,7	112,5	121,7	129,7	120,7
Services de l'administration	360,8	412,5	513,2	786,1	867,1
Hôpitaux	151,5	176,0	197,2	363,9	445,9
Autres (Établis. publics à caract. Admin)	209,3	236,5	316,0	422,2	421,2
Transferts courants hors services Admin.	742,1	696,0	627,0	987,8	1 753,3
Actions éducatives et culturelles	24,3	24,5	30,0	24,2	25,4
Fonds de calamité naturelle	0,9	1,0	0,6	0,1	0,0
Subventions sur produits alimentaires	0,8	14,3	6,3	4,8	3,5
Fonds spécial de solidarité nationale*	6,5	8,3	9,5	9,2	9,2
Bonification d'intérêts	0,5	2,6	6,2	5,1	29,6
Fonds de Soutien : Emploi de jeunes	5,5	16,6	13,8	43,2	76,5
Autres transferts	703,6	628,7	560,6	901,2	1 609,1
Intérêts sur la dette publique	61,4	37,4	33,2	37,7	46,1
Dépenses en capital	1 973,3	1 946,3	1 807,9	1 974,4	2 234,0
Prêts nets du Trésor	123,8	138,5	138,9	129,2	66,7
Solde des comptes d'affectation	-31,2	4,3	-34,7	-24,1	-79,1
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de dépenses:	4 283,6	4 389,1	4 571,1	5 958,7	7 157,5
(En pourcentage du total des dépenses)					
Dépenses budgétaires	97,8	96,7	97,7	98,2	100,2
Dépenses courantes	51,8	52,4	58,2	65,1	69,0
Dépenses de personnel	19,6	20,8	26,5	29,8	27,3
Traitements et salaires	16,6	17,0	22,0	24,6	22,5
Matériels et fournitures	2,6	2,6	2,7	2,2	1,7
Services de l'administration	8,4	9,4	11,2	13,2	12,1
Intérêts sur la dette publique	1,4	0,9	0,7	0,6	0,6
Dépenses en capital	46,1	44,3	39,6	33,1	31,2
Prêts nets du Trésor	2,9	3,2	3,0	2,2	0,9
Solde des comptes d'affectation	-0,7	0,1	-0,8	-0,4	-1,1
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Solidarité nationale + Fonds de compensation

Source : Direction Générale du Trésor

**TABLEAU 11 : DETTE PUBLIQUE INTERIEURE
DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**

	2008	2009	2010	2011	*2012
	(En milliards de dinars ; fin de périodes)				
Total dette intérieure	734,0	816,3	1 107,4	1 214,8	1 312,1
Dette courante	356,4	580,8	579,7	570,5	602,8
Bons du trésor et titres assimilés	285,5	527,7	548,9	554,8	600,9
Autres	70,9	53,1	30,8	15,7	1,9
Dette d'assainissement	377,6	235,5	527,7	644,3	709,3
Crédits à long terme de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avance exceptionnelle de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances rachetées *	321,4	179,3	471,5	546,1	611,1
Entreprises publiques, EPIC & agro-industries					
Dette d'assainissement complémentaire					
OPGI					
Dette des agriculteurs					
Bons de solidarité					
Obligations de la CNAC					
Mise à niveau des fonds propres des banques	56,2	56,2	56,2	98,2	98,2
Bons (CNR)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons (CNAS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire :					
Dette intérieure en pourcentage du PIB	6,6	8,2	9,2	8,4	8,3
PIB	11 043,7	9 968,0	11 991,6	14 519,8	15 843,0

* Situation provisoire

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 12 : SITUATION MONETAIRE
(y compris caisse d'épargne)

	2008	2009	2010	2011	2012
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	10 246,9	10 885,7	11 996,5	13 922,4	14 939,9
Banque centrale	10 227,5	10 865,9	12 005,6	13 880,6	14 932,7
Banques commerciales	19,4	19,8	-9,1	41,8	7,2
Avoirs intérieurs nets	-3 291,0	-3 712,6	-3 715,8	-3 993,2	-3 926,6
Crédits intérieurs	-1 011,8	-402,4	-124,8	319,9	955,0
Crédits à l'État (nets)	-3 827,3	-3 488,9	-3 392,9	-3 406,6	-3 343,4
Banque centrale	-4 365,7	-4 402,0	-4 919,3	-5 458,4	-5 712,2
Banques commerciales	278,6	340,2	790,9	1 017,8	1 019,8
Dépôts aux CCP et au Trésor	459,8	572,9	735,5	1 034,0	1 349,0
Crédits à l'économie *	2 815,5	3 086,5	3 268,1	3 726,5	4 298,4
Fonds de prêts de l'État	-16,3	-14,8	-14,5	-17,3	-24,4
Engagements extér. à moyen et long term	-11,4	-8,2	-6,2	-5,2	-3,8
Autres postes (nets)	-2 251,5	-3 287,2	-3 570,3	-4 290,6	-4 853,4
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	6 955,9	7 173,1	8 280,7	9 929,2	11 013,3
Monnaie	4 964,9	4 944,2	5 756,4	7 141,7	7 681,8
Circulation fiduciaire (hors banques)	1 540,0	1 829,4	2 098,6	2 571,5	2 952,3
Dépôts à vue dans les banques	2 965,1	2 541,9	2 922,3	3 536,2	3 380,5
Dépôts au Trésor et CCP	459,8	572,9	735,5	1 034,0	1 349,0
Quasi-monnaie	1 991,0	2 228,9	2 524,3	2 787,5	3 331,5
(Variation annuelle en pourcentage)					
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	16,0	3,1	15,4	19,9	10,9
Monnaie	17,3	-0,4	16,4	24,1	7,6
Quasi-monnaie	13,1	11,9	13,3	10,4	19,5
Avoirs intérieurs nets	131,6	12,8	0,1	7,5	-1,7
Crédits intérieurs	-8 462,0	-60,2	-69,0	-356,2	198,5
Crédits à l'État (nets)	65,4	-3,8	-2,8	0,4	-1,9
Crédits à l'économie *	18,6	18,0	5,9	14,0	15,3
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	63,0	72,0	69,1	68,4	69,5
Monnaie/PIB	45,0	49,6	48,0	49,2	48,5
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	13,9	18,4	17,5	17,7	18,6
Crédits à l'économie/PIB	23,7	31,0	27,3	25,7	27,1
Monnaie/M2	71,4	68,9	69,5	71,9	69,8
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	22,1	25,5	25,3	25,9	26,8
Multiplicateur monétaire	3,6	3,2	3,2	3,2	3,0

* Hors créances non performantes rachetées par le Trésor, le taux de croissance des crédits est de 19,98 % en 2011 et de 17,10 % en 2012

Source : Banque d'Algérie

TABLEAU 13 : SITUATION DE LA BANQUE D'ALGERIE

	2008	2009	2010	2011	2012
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	10 227,5	10 865,9	12 005,6	13 880,6	14 932,7
Avoirs intérieurs nets	-8 302,0	-8 651,7	-9 388,7	-10 742,6	-11 223,5
Crédits à l'État	-4 365,7	-4 402,0	-4 919,3	-5 458,4	-5 712,2
Crédits aux banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres crédits	1,5	1,4	1,4	1,8	2,0
Autres postes nets	-3 937,8	-4 251,1	-4 470,8	-5 286,0	-5 513,3
Base monétaire	1 925,5	2 214,2	2 616,9	3 138,0	3 709,2
Circulation fiduciaire	1 561,7	1 849,9	2 132,2	2 610,5	2 997,2
Dépôts : banques, étab.fin, autres inst.	363,8	364,3	484,7	527,5	712,0
(Variation annuelle en milliards de dinars)					
Avoirs extérieurs nets	2 844,6	638,4	1 139,7	1 875,0	1 052,1
Avoirs intérieurs nets	-2 648,2	-349,7	-737,0	-1 353,9	-480,9
Crédits à l'État	-1 070,8	-36,3	-517,3	-539,1	-253,8
Crédits aux banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres crédits	0,0	-0,1	0,0	0,4	0,2
Autres postes nets	-1 577,4	-313,3	-219,7	-815,2	-227,3
Base monétaire	196,4	288,7	402,7	521,1	571,2
Circulation fiduciaire	260,4	288,2	282,3	478,3	386,7
Dépôts des banques, étab.fin, autres in	-64,0	0,5	120,4	42,8	184,5
(Variation annuelle en pourcentage)					
Avoirs extérieurs nets	38,5	6,2	10,5	15,6	7,6
Avoirs intérieurs nets	46,8	4,2	8,5	14,4	4,5
Crédits à l'État	32,5	0,8	11,8	11,0	4,6
Crédits aux banques	-	-	-	-	-
Base monétaire	11,4	15,0	18,2	19,9	18,2
Circulation fiduciaire (hors B.A.)	20,0	18,5	15,3	22,4	14,8
Dépôts des banques, étab.fin, autres in	-15,0	0,1	33,0	8,8	35,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 14 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR MATURITE**

	2008	2009	2010	2011	2012
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Court terme	1 189,4	1 320,5	1 311,0	1 363,0	1 361,4
Moyen terme	910,0	904,0	831,0	847,9	978,7
Long terme	516,1	862,0	1 126,1	1 515,6	1 958,3
Total :	2 615,5	3 086,5	3 268,1	3 726,5	4 298,4
(Variation annuelle en pourcentage)					
Court terme	15,9	11,0	-0,7	4,0	-0,1
Moyen terme	9,9	-0,7	-8,1	2,0	15,4
Long terme	47,0	67,0	30,6	34,6	29,2
Total :	18,6	18,0	5,9	14,0	15,3
(En pourcentage du total)					
Court terme	45,5	42,8	40,1	36,6	31,7
Moyen terme	34,8	29,3	25,4	22,8	22,8
Long terme	19,7	27,9	34,5	40,7	45,6
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 15 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR SECTEUR**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Secteur public	1 201,9	1 485,1	1 460,6	1 741,6	2 050,9
Secteur privé	1 413,3	1 600,6	1 806,7	1 984,2	2 247,1
Administration locale	0,3	0,8	0,8	0,7	0,4
Total :	2 615,5	3 086,5	3 268,1	3 726,5	4 298,4
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Secteur public	21,5	23,6	-1,6	19,2	17,8
Secteur privé	16,2	13,3	12,9	9,8	13,2
Administration locale	0,0	166,7	0,0	-12,5	-42,9
Total :	18,6	18,0	5,9	14,0	15,3
	(En pourcentage du total)				
Secteur public	46,0	48,1	44,7	46,7	47,7
Secteur privé	54,0	51,9	55,3	53,2	52,3
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 16/1 : BALANCE DES PAIEMENTS
EVALUEE EN U.S. DOLLARS**

	2008	2009	2010	2011	2012 *
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	34,450	0,402	12,149	17,766	12,302
Balance commerciale	40,596	7,784	18,205	25,961	20,167
Exportations, (f.o.b.)	78,589	45,186	57,090	72,888	71,736
Hydrocarbures	77,194	44,415	56,121	71,661	70,583
Autres (hors hydrocarbures)	1,395	0,771	0,969	1,227	1,153
Importations (f.o.b.)	-37,993	-37,402	-38,885	-46,927	-51,569
Services, hors revenus des facteurs, nets	-7,589	-8,696	-8,340	-8,805	-7,126
Crédits	3,487	2,986	3,567	3,745	3,961
Débits	-11,076	-11,682	-11,907	-12,550	-11,087
Revenus des facteurs nets	-1,335	-1,318	-0,366	-2,039	-3,908
Crédits	5,133	4,746	4,598	4,453	3,922
Débits	-6,468	-6,064	-4,964	-6,492	-7,830
Paiements des intérêts	-0,187	-0,173	-0,110	-0,241	-0,325
Autres	-6,281	-5,891	-4,854	-6,251	-7,505
dont part des associés (hydrocarb.)	-4,580	-3,920	-3,930	-4,970	-6,342
Transferts nets	2,778	2,632	2,650	2,649	3,169
Solde du compte de capital	2,540	3,457	3,177	2,375	-0,245
Compte de capital					-0,009
Investissements directs nets	2,490	2,546	3,478	2,045	1,524
Capitaux officiels nets	-0,428	1,515	0,136	-1,081	-0,622
Tirages	0,838	2,198	0,575	0,067	0,247
Amortissements	-1,266	-0,683	-0,439	-1,148	-0,869
Erreurs et omissions (en net)	0,478	-0,604	-0,437	1,411	-1,138
Solde global	36,990	3,859	15,326	20,141	12,057
Financement	-36,990	-3,859	-15,326	-20,141	-12,057
Augmentation des réserves brutes (-)	-36,530	-2,278	-14,996	-20,035	-12,216
Rachats au FMI					
Autres créances, produits de placement dû	-0,460	0,089	-0,078	0,102	0,195
Allocations de DTS		-1,670			
Position de réserves au FMI		0,000	-0,252	-0,208	-0,036
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	143,100	148,910	162,221	182,224	190,661
En mois d'importations des biens et services non facteurs	34,996	36,405	38,326	36,765	36,516
Valeur unitaire des exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	99,970	62,250	80,150	112,943	111,045

* Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

**TABLEAU 16/2 : BALANCE DES PAIEMENTS
EVALUEE EN DINARS**

	2008	2009	2010	2011	2012 *
	En milliards de dinars				
Solde extérieur courant	2 190,82	30,26	906,41	1 290,24	945,01
Balance commerciale	2 589,79	564,84	1 354,40	1 890,05	1 549,97
Exportations, (f.o.b.)	5 041,52	3 281,82	4 247,33	5 308,39	5 548,33
Hydrocarbures	4 951,46	3 225,81	4 175,22	5 218,97	5 458,90
Autres	90,06	56,01	72,11	89,42	89,43
Importations (f.o.b.)	-2 451,73	-2 716,98	-2 892,93	-3 418,34	-3 998,37
Services, hors revenus des facteurs, nets	-489,74	-631,10	-618,70	-638,67	-549,97
Crédits	224,77	216,91	265,57	272,60	307,55
Débits	-714,51	-848,01	-884,27	-911,27	-857,52
Revenus des facteurs nets	-84,33	-94,78	-26,41	-154,17	-300,34
Crédits	330,03	345,18	341,91	324,08	302,79
Débits	-414,36	-439,96	-368,32	-478,25	-603,13
Paiements des intérêts	-12,28	-12,59	-8,19	-17,76	-25,26
Autres	-402,08	-427,37	-360,13	-460,49	-577,87
dont: part des associés (hydrocarb.)	-294,57	-284,84	-292,96	-362,34	-491,82
Transferts nets	175,10	191,30	197,12	193,02	245,35
Solde du compte de capital	189,09	250,38	243,47	182,59	-11,20
Compte de capital	-0,01	-0,01	0,28	-0,09	-0,69
Investissement en portefeuille	0,00	0,00	106,35	0,60	0,00
Investissements directs nets	150,98	184,42	151,70	147,88	118,29
Capitaux officiels nets	-27,71	96,65	32,92	-78,76	-46,01
Tirages	54,10	159,74	40,93	6,57	20,61
Amortissements	-81,81	-63,09	-8,01	-85,33	-66,61
Erreurs et omissions (en net)	65,83	-30,68	-47,78	112,97	-82,80
Solde global :	2 379,91	280,64	1 149,88	1 472,83	933,81
Financement	-2 380,01	-280,64	-1 149,88	-1 472,83	-933,81
Augmentation des réserves brutes (-)	-2 350,20	-165,53	-1 125,76	-1 465,02	-945,79
Rachats au FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	-29,81	6,72	-5,49	7,51	15,10
Allocation de DTS		-121,83	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI			-18,63	-15,32	-3,12

* Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

**TABLEAU 17 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS
ET EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En millions de dollars E.U.)				
Importations (f.o.b.)					
Alimentation	7 397	5 512	5 696	9 261	8 483
Énergie	560	516	898	1 094	4 659
Matières premières	1 318	1 128	1 325	1 676	1 729
Produits semi-finis	9 502	9 557	9 494	10 047	9 994
Équipements Agricoles	164	219	321	364	310
Équipements Industriels	12 344	14 141	16 200	15 091	12 558
Biens de consommation	6 172	5 888	4 119	6 890	9 635
Autres				1 986	3 682
Sous Total :	37 457	36 941	38 053	46 409	51 050
Importat. s/paiements + reparat. mater	536	461	832	518	519
Total :	37 993	37 402	38 885	46 927	51 569
Exportations (f.o.b.)					
Alimentation	119	113	315	355	315
Énergie	77 194	44 415	56 121	71 662	70 584
Matières premières	334	169	94	161	168
Produits semi-finis	834	393	498	660	618
Équipements agricoles	1	0	1	0	0
Équipements Industriels	67	42	30	35	32
Biens de consommation	32	49	30	16	19
Sous Total :	78 581	45 181	57 089	72 889	71 736
Autres	9	5	2	0	0
Total :	78 590	45 186	57 091	72 889	71 736
dont : exportations hors hydrocarbures	1 386	766	967	1 227	1 153
	(En pourcentage)				
En proportion du total des importations (non compris imp. s/paiements et réparât. matériels) :					
Alimentation	19,7	14,9	15,0	20,0	16,6
Équipement industriel	33,0	38,3	42,6	32,5	24,6
Biens de consommation	16,5	15,9	10,8	14,8	18,9
En proportion du total des exportations :					
Exportations hors hydrocarbures	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

TABLEAU 18 : EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES

	2008	2009	2010	2011	2012
Pétrole brut					
Valeur (millions US \$)	30 513,7	16 855,6	20 724,9	28 744,8	27 750,4
dont : Rapatriement des bénéfiques	3 593,4	2 963,1	3 116,7	3 914,5	5 608,0
Volume (millions de barils)	305,5	272,8	258,7	254,6	250,4
(millions de tonnes métriques)	39,2	34,7	33,0	32,4	31,9
Prix d'unité (US \$ par baril)	99,9	62,2	80,2	112,9	111,0
Condensât					
Valeur (millions US \$)	10 089,5	5 146,2	4 268,7	5 495,9	4 698,2
dont : Rapatriement des bénéfiques	221,4	231,6	196,4	229,5	173,2
Volume (millions de barils)	115,8	93,3	54,3	53,1	45,6
(millions de tonnes métriques)	13,0	10,5	6,1	5,9	5,1
Prix d'unité (US \$ par baril)	87,2	55,2	78,7	103,6	103,3
Produits pétroliers raffinés					
Valeur (millions US \$)	7 310,0	5 373,4	9 219,5	11 971,8	11 044,5
Volume (millions de barils)	82,3	85,4	111,6	106,7	97,6
(millions de tonnes métriques)	10,4	10,8	14,1	13,5	12,4
Prix d'unité (US \$ par baril)	88,8	62,9	82,6	112,2	113,1
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)					
Valeur (millions US \$)	5 708,0	3 216,8	4 086,9	5 202,8	4 775,8
dont : Rapatriement des bénéfiques	364,6	468,7	373,1	426,6	251,4
Volume (millions de barils)	81,5	74,1	64,3	65,4	59,8
(millions de tonnes métriques)	7,5	6,8	5,9	6,0	5,5
Prix d'unité (US \$ par baril)	70,0	43,4	63,5	79,5	79,9
Gaz naturel liquéfié (GNL)					
Valeur (millions US \$)	9 092,0	5 598,0	5 879,2	6 670,9	6 499,9
Volume (millions de m ³)	34,6	34,7	31,2	27,3	24,2
Volume (billions de BTU)	811,6	791,8	714,1	636,8	565,1
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	11,2	7,1	8,3	10,5	11,5
Gaz naturel (GN)					
Valeur (millions US \$)	14 481,4	8 225,1	11 942,4	13 575,6	15 802,1
dont : Rapatriement des bénéfiques	382,6	257,5	251,3	402,9	309,3
Volume (milliards de m ³)	39,0	33,6	37,8	35,7	37,3
Volume (billions de BTU)	1 462,8	1 250,6	1 416,0	1 339,7	1 399,5
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	9,9	6,6	8,4	10,1	11,3
Recettes totales des hydrocarb.(millions	77 194,6	44 415,1	56 121,6	71 661,8	70 570,9
dont : Part des associés (hydrocarbures	4 562,0	3 920,9	3 937,5	4 973,5	6 341,9
(En pourcentage du total des exportations)					
Pétrole brut	39,5	38,0	36,9	40,1	39,3
Autres	60,5	62,0	63,1	59,9	60,7
Condensât	13,1	11,6	7,6	7,7	6,7
Produits pétroliers raffinés	9,5	12,1	16,4	16,7	15,7
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	7,4	7,2	7,3	7,3	6,8
Gaz naturel liquéfié (GNL)	11,8	12,6	10,5	9,3	9,2
Gaz naturel (GN)	18,8	18,5	21,3	18,9	22,4

Source : Ministère de l'Énergie

**TABLEAU 19 : ENCOURS ET STRUCTURE
DE LA DETTE EXTERIEURE**

	2008	2009	2010	2011	2012
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	0,011	0,010	0,009	0,007	0,006
Émissions obligataires	0,100	0,100	0,100	0,100	0,100
Crédits bilatéraux	3,437	3,169	2,838	2,437	1,776
Crédits gouvernementaux directs	2,185	2,157	2,023	1,808	1,287
Créd. acheteurs & fourn. assurés	1,252	1,012	0,815	0,629	0,489
Crédits financiers	0,602	0,473	0,431	0,284	0,232
Crédits financiers & Crédits-bails	0,602	0,473	0,431	0,284	0,232
Opérations de reprofilage	-	-	-	-	-
Financement d'acomptes	-	-	-	-	-
Crédits commerciaux non assurés	0,035	0,035	0,008	0,003	0,002
Crédits fournisseurs	0,035	0,035	0,008	0,003	0,002
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	-	-	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-	-	-
Sous Total :	4,185	3,787	3,386	2,831	2,116
Soutien de maisons mères à leurs filiales en Algérie *	0,656	0,569	0,517	0,432	0,363
Total dette à moyen et long termes	4,841	4,356	3,903	3,263	2,479
Dettes à court terme **	1,080	1,331	1,778	1,142	1,158
Total de la dette extérieure	5,921	5,687	5,681	4,405	3,637

* A la balance des paiements, le soutien à terme des maisons mères à leurs filiales en Algérie est inclus dans la rubrique "Investissements directs étrangers"

** D'une durée initiale d'une année et moins

Source : Banque d'Algérie

SOMMAIRE

<u>TABLEAU 1</u> : Origine et emploi des ressources aux prix courants.....	p.106
<u>TABLEAU 2</u> : Répartition sectorielle du PIB aux prix courants.....	p.107
<u>TABLEAU 3</u> : Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel.....	p.108
<u>TABLEAU 4</u> : Indice de la production industrielle des entrep. pub.....	p.109
<u>TABLEAU 5</u> : Indices des prix à la consommation.....	p.110
<u>TABLEAU 6</u> : Population active, emploi et chômage.....	p.111
<u>TABLEAU 7</u> : Situation des Opérations du Trésor.....	p.112
<u>TABLEAU 8</u> : Recettes de l'Administration Centrale.....	p.113
<u>TABLEAU 9</u> : Dépenses de l'Administration Centrale.....	p.114
<u>TABLEAU 10</u> : Dette publique intérieure de l'Administration Centrale.....	p.115
<u>TABLEAU 11</u> : Situation monétaire (y compris caisse d'épargne).....	p.116
<u>TABLEAU 12</u> : Situation de la Banque d'Algérie.....	p.117
<u>TABLEAU 13</u> : Répartition des crédits à l'économie par maturité.....	p.118
<u>TABLEAU 14</u> : Répartition des crédits à l'économie par secteur.....	p.119
<u>TABLEAU 15</u> : Indicateurs de solidité financière des banques.....	p.120
<u>TABLEAU 16/1</u> : Balance des paiements évaluée en US dollars.....	p.121
<u>TABLEAU 16/2</u> : Balance des paiements évaluée en dinars.....	p.122
<u>TABLEAU 17</u> : Composition des import.& export. par groupe de produits	p.123
<u>TABLEAU 18</u> : Exportations des hydrocarbures.....	p.124
<u>TABLEAU 19</u> : Encours et structure de la dette extérieure.....	p.125

**TABLEAU 1 : ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES
AUX PRIX COURANTS**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars)				
Produit Intérieur Brut	16 647,9	17 228,6	16 702,1	17 406,8	18 906,6
Dépense Intérieure Brute	16 180,3	17 522,8	18 933,6	19 890,5	
Consommation	8 958,7	9 874,4	10 467,4	11 063,7	
Publique	3 186,9	3 409,7	3 613,4	3 617,7	
Privée	5 769,8	6 264,7	6 854,0	7 446,0	
Investissement brut	7 223,6	7 848,4	8 466,2	8 826,8	
Formation brute de capital fixe	5 690,9	6 446,7	7 041,7	7 467,3	
Variations de stocks	1 532,7	1 401,7	1 424,5	1 359,5	
Épargne intérieure brute	7 691,2	7 554,2	6 234,7	6 343,1	
	(En pourcentage du PIB)				
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	
Dépense Intérieure Brute	97,2	101,7	113,4	114,3	
Consommation	53,8	56,2	62,7	63,6	
Publique	19,1	19,8	21,6	20,8	
Privée	34,7	36,4	41,0	42,8	
Investissement brut	43,4	45,6	50,7	50,7	
Formation brute de capital fixe	34,2	37,4	42,2	42,9	
Variations des stocks	9,2	8,1	8,5	7,8	
Épargne intérieure brute	46,2	43,8	37,3	36,4	

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 2 : RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB
AUX PRIX COURANTS**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars)				
Hydrocarbures	4 968,0	4 657,8	3 134,2	3 025,6	3 608,8
Autres secteurs (valeurs ajoutées)	10 440,2	11 328,7	12 214,2	13 042,0	13 898,9
Agriculture	1 640,0	1 772,2	1 935,1	2 140,3	2 318,9
Industries hors hydrocarbures	771,8	837,7	904,6	975,7	1 037,0
Bâtiments et travaux publics + sces petroliers	1 627,4	1 794,0	1 917,2	2 069,3	2 213,6
Services hors administrations publiques	3 849,8	4 186,4	4 546,6	4 837,8	5 153,9
Services des administrations publiques	2 551,2	2 738,4	2 910,7	3 018,9	3 175,5
Droits et taxes à l'importation	1 239,7	1 242,1	1 353,7	1 339,1	1 398,9
Produit Intérieur Brut	16 647,9	17 228,6	16 702,1	17 406,7	18 906,6
	(En pourcentage du PIB)				
Hydrocarbures	29,8	27,0	18,8	17,4	19,1
Autres secteurs	62,7	68,0	73,1	74,9	73,5
Agriculture	9,9	10,6	11,6	12,3	12,3
Industries hors hydrocarbures	4,6	5,0	5,4	5,6	5,5
Bâtiment et travaux publics	9,8	10,8	11,5	11,9	11,7
Services hors administrations publiques	23,1	25,1	27,2	27,8	27,3
Services des administrations publiques	15,3	16,4	17,4	17,3	16,8
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Hydrocarbures	-10,3	-6,2	-32,7	-3,5	19,3
Autres secteurs	8,8	8,5	7,8	6,8	6,6
dont : Agriculture	15,4	8,1	9,2	10,6	8,3
Industries hors hydrocarbures	5,9	8,5	8,0	7,9	6,3
Bâtiment et travaux publics + sp	9,1	10,2	6,9	7,9	7,0
Services hors administrations publiques:	16,5	8,7	8,6	6,4	6,5
Services des administrations publiques	-3,7	7,3	6,3	3,7	5,2
Produit Intérieur Brut	2,7	3,5	-3,1	4,2	8,6

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 3 : RÉPARTITION SECTORIELLE
DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL**

	2013	2014	2015	2016	2017
			(En pourcentage)		
Hydrocarbures	-6,0	-0,6	0,2	7,7	-3,0
Autres secteurs (hors hydrocarbures)	7,3	5,6	5,0	2,3	2,6
Agriculture	8,2	2,5	6,0	1,8	1,2
Industrie hors hydrocarbures	4,0	4,0	4,8	3,8	4,8
Mines et carrières	1,9	4,5	-1,7	0,5	-5,0
Énergie et eau	5,5	7,1	6,8	4,4	8,3
Industries agro-alimentaires	7,0	6,4	5,9	5,6	5,7
Sidérurgie, construction mécanique et électricité	5,5	1,0	11,6	1,1	0,4
Chimie, plastiques, caoutchouc	1,9	1,4	3	3,7	1,4
Textiles, confection, bonneterie	0,3	-0,1	2,7	0,5	3,5
Cuirs et chaussures	-0,5	5,2	-2,5	0,1	2,1
Matériaux de construction	0,6	2,5	5,1	6,2	6,5
Bois, papiers et lièges	3,6	2,3	3,7	11,9	8,0
Industries diverses	-7,8	-5,3	-19,8	-11,7	2,3
Bâtiments et travaux publics + services pétroliers	6,8	6,8	4,7	5,0	4,4
Services hors administrations publiques	8,5	8,1	5,3	2,9	3,8
Services des administrations publiques	3,9	4,4	3,6	1,5	2,4
Droits et taxes à l'importation	18,0	-5,1	7,4	-8,1	-7,9
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	11,9	8,9	5,8	0,7	-2,0
Produit Intérieur Brut	2,8	3,8	3,7	3,3	1,6
Absorption intérieure brute	8,3	6,5	5,5	0,4	
Consommation	3,4	3,2	3,6	2,6	
Publique	0,8	1,1	3,1	1,3	
Privée	5,0	4,4	3,9	3,3	
Formation brute du capital fixe	8,6	6,4	5,7	3,5	
Exportations de biens et services non facteurs	-5,7	0,2	0,6	7,9	
Importations de biens et services non facteurs	9,8	8,4	6,4	-3,0	

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 4 : INDICES DE LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

	(%)	2013	2014	2015	2016	2017
		(1989 = 100)				
Eau et Énergie	6,9	383,8	414,4	442,9	453,7	485,8
Hydrocarbures	17,8	120,0	131,5	127,5	127,9	127,5
Industries extractives	2,7	120,2	128,2	132,9	128,8	116,2
Industries mécanique et électrique	26,3	60,3	51,8	52,3	50,8	47,6
Matériaux de construction	8,8	101,7	101,9	105,8	111,3	117,5
Industries chimiques	7,0	59,0	57,0	52,0	55,0	50,2
Industries alimentaires	14,5	35,5	38,2	37,8	38,5	41,2
Textiles	9,2	12,7	12,7	14,0	14,4	14,6
Cuirs et peaux	2,2	5,9	6,7	6,1	5,6	5,1
Bois et papier	4,6	14,7	13,7	12,9	17,1	19,1
Industries diverses		8,5	8,4	8,8	7,5	6,0
Indice général :	100,0	92,6	96,2	97,9	99,4	101,7
Indice général hors hydrocarbures		84,8	86,2	89,6	91,4	94,4
Indice général des produits manufacturés		51,0	50,4	50,5	51,4	51,4
		(Variation annuelle en pourcentage)				
Eau et Énergie		2,1	8,0	6,9	2,4	7,1
Hydrocarbures		-2,3	9,6	-3,1	0,3	-0,4
Industries extractives		6,0	6,6	3,7	-3,1	-9,8
Industries mécanique et électrique		5,5	-14,2	1,1	-2,9	-6,3
Matériaux de construction		0,3	0,1	3,8	5,2	5,5
Industries chimiques		-2,4	-3,4	-8,8	5,8	-8,7
Industries alimentaires		-0,6	7,5	-1,0	2,0	7
Textiles		4,3	-0,2	10,2	3,1	1,6
Cuirs et peaux		-2,3	13,2	-8,9	-7,4	-9,5
Bois et papier		1,9	-6,9	-5,9	33,1	11,8
Industries diverses		0,0	-1,5	4,4	-14,6	-19,5
Indice général :		0,9	3,9	1,8	1,5	2,3
Indice général hors hydrocarbures		2,3	1,6	3,9	2,0	3,3
Indice général des produits manufacturés		1,8	1,3	0,4	1,6	0,1

*Le changement de l'échantillon d'entreprises pour la construction de l'indice est intervenu à partir de 2007

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 5 : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION
(Grand Alger)**

	(%)	2013	2014	2015	2016	2017
		(2001 = 100)				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées	43,1	174,80	181,61	190,16	196,61	206,46
Habillement - Chaussures	7,5	126,98	136,04	147,85	168,17	183,09
Logement - Charges	9,3	141,79	143,63	145,47	154,72	158,32
Meubles et articles d'ameublement	5,0	125,38	129,90	135,64	142,79	148,80
Santé, Hygiène corporelle	6,2	133,19	139,05	147,59	157,38	166,30
Transports et communication	15,9	165,19	163,45	169,47	189,37	198,32
Éducation, Culture, Loisirs	4,5	119,46	130,13	136,45	134,50	138,44
Divers	8,6	186,22	187,29	199,98	221,58	246,24
Indice général	100,0	160,10	164,77	172,65	183,70	193,97
		(Variation annuelle en pourcentage) 2/				
Indices des prix à la consommation 1/						
Alimentation, boissons non alcoolisées		3,2	3,9	4,7	3,4	5,0
Habillement - Chaussures		7,8	7,1	8,7	13,7	8,9
Logement - Charges		1,6	1,3	1,3	6,4	2,3
Meubles et articles d'ameublement		2,7	3,6	4,4	5,3	4,2
Santé, Hygiène corporelle		4,1	4,4	6,1	6,6	5,7
Transports et Communication		5,6	-1,1	3,7	11,7	4,7
Éducation, Culture, Loisirs		-2,9	8,9	4,9	-1,4	2,9
Divers		0,8	0,6	6,8	10,8	11,1
Indice général		3,26	2,92	4,78	6,40	5,59

1/ Cet indice comprend 261 articles et se rapporte aux ménages de la région d'Alger

2/ Moyenne d'une année par rapport à la moyenne de l'année précédente

Source : Office National des Statistiques

**TABLEAU 6 : POPULATION ACTIVE,
EMPLOI ET CHOMAGE**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliers ; sauf indication contraire)				
Population active	11 964	11 453	11 932	12 117	12 298
Agriculture	1 141	899	917	865	1 102
Autres secteurs	10 823	10 554	11 015	11 252	11 196
Population effectivement occupée	10 788	10 239	10 594	10 845	10 859
Agriculture	1 141	899	917	865	1 102
Autres secteurs	9 647	9 340	9 677	9 980	9 757
Industrie	1 407	1 290	1 377	1 465	1 493
Bâtiment et travaux publics	1 791	1 826	1 776	1 895	1 847
Transport et communication, Commerce et Services	6 449	6 224	6 524	6 620	6 417
Chômeurs	1 175	1 214	1 338	1 272	1 440
(En pourcentage de la population active)	9,8	10,6	11,2	10,5	11,7

Source : Office National des Statistiques

TABLEAU 7 : SITUATION DES OPERATIONS DU TRESOR

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars)				
Total des recettes budgétaires et dons	5 957,5	5 738,4	5 103,1	5 110,1	6 182,8
Recettes des hydrocarbures*	3 678,1	3 388,4	2 373,5	1 781,1	2 372,5
Fonds de Régulation des Recettes flux brut	2 062,2	1 810,6	550,5	98,6	0,0
Fonds de Régulation des Recettes net	-70,2	-1 155,0	-2 336,0	-1 387,9	
Recettes hors hydrocarbures	2 279,4	2 349,9	2 729,6	3 329,0	3 810,3
Recettes fiscales	2 031,0	2 091,4	2 354,7	2 482,2	2 663,1
Impôts sur les revenus et les bénéfices	823,1	881,2	1 034,5	1 109,2	1 236,1
Impôts sur les biens et services	741,6	768,5	824,3	887,8	976,0
Produits des douanes	403,8	370,9	411,2	389,4	356,0
Enregistrement et timbres	62,5	70,8	84,7	95,8	95,0
Recettes non fiscales	248,4	258,5	374,9	846,8	1 147,2
Produits des domaines et autres	83,7	76,0	247,5	177,2	179,3
Dividendes de la Banque d'Algérie	112,1	122,7	88,7	610,5	919,8
Autres entreprises publiques	52,6	59,8	38,7	59,1	48,1
Dons	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Total dépenses budgétaires	6 024,1	6 995,7	7 656,3	7 297,5	7 389,3
Dépenses courantes	4 131,5	4 494,3	4 617,0	4 585,6	4 757,8
Dépenses de personnel **	1 855,3	2 007,2	2 170,9	2 313,1	2 286,1
Pensions des Moudjahidine	226,5	218,4	223,0	226,0	215,8
Matériels et fournitures	149,1	161,9	179,7	185,5	119,8
Transferts courants	1 856,4	2 069,0	2 000,8	1 814,2	1 982,1
dont: Services de l'Administration	709,4	736,0	730,2	728,7	776,8
Intérêts sur la dette publique	44,2	37,8	42,6	46,8	154,0
Dépenses en capital	1 892,6	2 501,4	3 039,3	2 711,9	2 631,5
Solde budgétaire	-66,6	-1 257,3	-2 553,2	-2 187,4	-1 206,5
Solde des comptes spéciaux	53,4	-27,7	60,7	58,5	13,3
Prêts nets du Trésor	130,5	90,3	129,2	116,4	469,0
Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement	-143,7	-1 375,3	-2 621,7	-2 245,3	-1 662,2
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire 1/	-99,5	-1 337,5	-2 579,1	-2 198,5	-1 508,2
Solde global	-143,7	-1 375,3	-2 621,7	-2 245,3	-1 662,2
Financement	143,7	1 375,3	2 621,7	2 245,3	1 662,2
Bancaire + Fonds de régulation des recettes	-95,2	1 173,7	2 489,1	1 520,1	1 509,5
Non bancaire	241,1	204,0	135,9	624,4	155,3
Extérieur	-2,2	-2,4	-3,3	100,8	-2,6

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

* Y compris le dividende versé par la compagnie nationale des hydrocarbures

** Rémunérations, pensions, allocations, rentes d'accident de travail et cotisations y afférentes

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 8 : RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars)				
Total : Recettes budgétaires et dons	5 957,5	5 738,4	5 103,1	5 110,1	6 182,8
Recettes des hydrocarbures	3 678,1	3 388,4	2 373,5	1 781,1	2 372,5
dont : Fonds de Régul. des Recettes (flux)	-70,2	-1 155,0	-2 336,0	-1 318,2	0,0
Recettes hors hydrocarbures	2 279,4	2 349,9	2 729,6	3 329,0	3 810,3
Recettes fiscales	2 031,0	2 091,4	2 354,7	2 482,2	2 663,1
Impôts sur le revenus et les bénéfiques	823,1	881,2	1 034,5	1 109,2	1 236,1
Impôts sur les salaires	494,4	531,9	596,5	635,1	705,1
Autres	328,7	349,3	438,0	474,1	531,0
Impôts sur les biens et services	741,6	768,5	824,3	887,8	976,0
TVA et prélèvements sur importations	442,4	442,8	486,5	485,0	471,7
TVA et prélèvements sur activité intérieure	275,7	307,3	326,2	338,4	392,8
TVA-TC-TSA sur transactions intérieure	234,0	263,3	270,3	278,5	322,6
Tabacs (TIC)	41,7	44,0	55,9	59,9	70,2
TVA sur produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement sur produits pétroliers	0,9	0,2	0,3	52,3	93,0
Autres impôts	15,4	14,9	16,1	16,0	23,3
Autres recettes non réparties	3,7	1,6	-6,3	-10,5	-9,2
Autres contributions indirectes	3,5	1,7	1,5	6,6	4,4
Droits de douane	403,8	370,9	411,2	389,4	356,0
Enregistrement et timbres	62,5	70,8	84,7	95,8	95,0
Recettes non fiscales	248,4	258,5	374,9	846,8	1 147,2
Produits des domaines et divers	83,7	76,0	247,5	177,2	179,3
Dividendes de la Banque d'Algérie	112,1	122,7	88,7	610,5	919,8
Autres	52,6	59,8	38,7	59,1	48,1
Dons	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	(En pourcentage du total des recettes)				
Total : Recettes budgétaires et dons	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Recettes des hydrocarbures	61,7	59,0	46,5	34,9	38,4
Recettes hors hydrocarbures	38,3	41,0	53,5	65,1	61,6
Recettes fiscales	34,1	36,4	46,1	48,6	43,1
Impôts sur les revenus et les bénéfiques	13,8	15,4	20,3	21,7	20,0
Impôts sur les biens et services	12,4	13,4	16,2	17,4	15,8
Droits de douane	6,8	6,5	8,1	7,6	5,8
Enregistrement et timbres	1,0	1,2	1,7	1,9	1,5
Recettes non fiscales	4,2	4,5	7,3	16,6	18,6
Dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 9 : DEPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars)				
Dépenses budgétaires	6 024,2	6 995,7	7 656,3	7 297,4	7 389,3
Dépenses courantes	4 131,6	4 494,3	4 617,0	4 583,8	4 757,8
Dépenses de personnel *	1 855,3	2 007,2	2 170,9	2 313,1	2 286,1
Traitements, salaires et allocations	1 498,9	1 643,5	1 803,6	1 893,0	1 871,6
Cotisations sur salaires	356,4	363,7	367,3	420,1	414,5
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions des Moudjahidine	226,5	218,4	223,0	226,0	215,8
Matériels et fournitures	149,1	161,9	179,7	185,5	119,8
Services de l'administration	709,4	736,0	730,2	728,6	776,8
Hôpitaux	308,4	308,6	316,3	307,3	319,6
Autres (Étab. publics à caract. Administ.)	401,0	427,4	413,9	421,3	457,2
Transferts courants hors services Administ	1 147,1	1 333,0	1 270,6	1 083,8	1 205,3
Actions éducatives et culturelles	31,6	33,2	37,4	34,5	12,3
Fonds de calamité naturelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements internes et externes	2,2	2,5	0,6	3,5	1,7
Fonds spécial de solidarité nationale*	8,1	10,1	9,2	2,7	2,6
Bonification d'intérêts	46,5	128,9	94,1	70,6	59,6
Fonds de Soutien : Emploi de jeunes	43,3	56,9	43,3	13,5	44,4
Autres transferts	1 015,4	1 101,4	1 086,0	959,0	1 082,0
Intérêts sur la dette publique	44,2	37,8	42,6	46,8	154,0
Dépenses en capital	1 892,6	2 501,4	3 039,3	2 711,9	2 631,5
Prêts nets du Trésor	130,5	90,2	129,2	116,4	469,0
Solde des comptes d'affectation	-53,4	27,7	-60,7	-58,5	-13,3
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de dépenses:	6 101,3	7 113,6	7 724,8	7 355,3	7 845,0
	(En pourcentage du total des dépenses)				
Dépenses budgétaires	98,7	98,3	99,1	99,2	94,2
Dépenses courantes	67,7	63,2	59,8	62,3	60,6
Dépenses de personnel	30,4	28,2	28,1	31,4	29,1
Traitements et salaires	24,6	23,1	23,3	25,7	23,9
Matériels et fournitures	2,4	2,3	2,3	2,5	1,5
Services de l'administration	11,6	10,3	9,5	9,9	9,9
Intérêts sur la dette publique	0,7	0,5	0,6	0,6	2,0
Dépenses en capital	31,0	35,2	39,3	36,9	33,5
Prêts nets du Trésor	2,1	1,3	1,7	1,6	6,0
Solde des comptes d'affectation	-0,9	0,4	-0,8	-0,8	-0,2
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Solidarité nationale + Fonds de compensation

Source : Direction Générale du Trésor

**TABLEAU 10 : DETTE PUBLIQUE INTERIEURE
DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars ; fin de périodes)				
Total dette intérieure	1 176,6	1 238,0	2 444,0	3 991,8	5 790,8
Dette courante	592,1	775,5	998,4	967,5	1 431,0
Bons du trésor et titres assimilés	590,2	775,1	998,0	967,5	1 431,0
Autres *	1,9	0,4	0,4	0,0	0,0
Dette d'assainissement	584,5	462,5	1 445,6	2 442,5	3 928,0
Crédits à long terme de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	2 185,0
Avance exceptionnelle de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances rachetées	486,3	364,3	1 344,4	1 759,5	830,0
Entreprises publiques, EPIC & agro-industrie	446,3	335,2	412,3	837,2	359,8
Dette d'assainissement complémentaire	0,0	0,0	904,2	904,2	452,1
Dette des agriculteurs	40,0	29,1	27,9	18,1	18,1
Mise à niveau des fonds propres des banques	98,2	98,2	101,2	101,2	281,2
Bons (CNR)	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Bons (CNAS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Autres (emprunt national)*				581,8	431,8
Dette envers le CCP titrisé					200,0
<u>Pour mémoire :</u>					
Dette intérieure en pourcentage du PIB	7,1	7,2	14,6	22,9	30,6
PIB	16 647,9	17 228,6	16 702,1	17 406,8	18 906,6

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 11 : SITUATION MONETAIRE
(y compris caisse d'épargne)

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Avoirs extérieurs nets	15 225,2	15 734,5	15 375,4	12 596,0	11 227,4
Banque centrale	15 267,2	15 824,5	15 522,5	12 694,1	11 320,8
Banques commerciales	-42,0	-90,0	-147,1	-98,1	-93,4
Avoirs intérieurs nets	-3 283,6	-2 047,7	-1 670,9	1 220,2	3 747,2
Crédits intérieurs	1 920,9	4 512,3	7 844,7	10 592,1	13 571,9
Crédits à l'État (nets)	-3 235,4	-1 992,3	567,5	2 682,2	4 691,9
Banque centrale	-5 646,7	-4 487,9	-2 156,4	-870,1	1 967,4
Banques commerciales	930,0	1 012,3	1 479,3	2 387,9	1 688,7
Dépôts aux CCP et au Trésor	1 481,3	1 483,3	1 244,6	1 164,4	1 035,8
Crédits à l'économie *	5 156,3	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0
Fonds de prêts de l'État	-25,2	-27,1	-25,1	-20,6	-16,0
Engagements extér. à moyen et long term	-3,6	-3,6	-3,7	-3,5	-3,8
Autres postes (nets)	-5 175,7	-6 529,3	-9 486,8	-9 347,8	-9 805,0
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	11 941,5	13 686,7	13 704,5	13 816,3	14 974,6
Monnaie	8 249,8	9 603,0	9 261,2	9 407,0	10 266,1
Circulation fiduciaire (hors banques)	3 204,0	3 658,9	4 108,1	4 497,2	4 716,9
Dépôts à vue dans les banques	3 564,5	4 460,8	3 908,5	3 745,4	4 513,3
Dépôts au Trésor et CCP	1 481,3	1 483,3	1 244,6	1 164,4	1 035,8
Quasi-monnaie	3 691,7	4 083,7	4 443,3	4 409,3	4 708,5
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	8,4	14,6	0,1	0,8	8,4
Monnaie	7,4	16,4	-3,6	1,6	9,1
Quasi-monnaie	10,7	10,6	8,8	-0,8	6,8
Avoirs intérieurs nets	16,3	37,6	18,4	173,0	207,1
Crédits intérieurs	101,4	134,9	73,9	35,0	28,1
Crédits à l'État (nets)	3,0	38,4	128,5	372,6	74,9
Crédits à l'économie *	20,3	26,1	11,9	8,7	12,3
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	71,7	79,4	82,1	79,4	79,2
Monnaie/PIB	49,6	55,7	55,4	54,0	54,3
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	19,2	21,2	24,6	25,8	24,9
Crédits à l'économie/PIB	31,0	37,8	43,6	45,4	47,0
Monnaie/M2	69,1	70,2	67,6	68,1	68,6
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	26,8	26,7	30,0	32,5	31,5
Multiplicateur monétaire	2,9	2,9	2,6	2,6	2,4

Source : Banque d'Algérie

TABLEAU 12 : SITUATION DE LA BANQUE D'ALGERIE

	2013	2014	2015	2016	2017
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	15 267,2	15 824,5	15 522,5	12 694,2	11 320,8
Avoirs intérieurs nets	-11 129,4	-11 151,5	-10 302,0	-7 293,1	-5 144,1
Crédits à l'État	-5 646,7	-4 487,9	-2 158,4	-870,1	1 967,4
Crédits aux banques	0,0	0,0	0,0	432,6	0,0
Autres crédits	1,8	1,7	1,7	2,1	2,2
Autres postes nets	-5 484,5	-6 665,3	-8 147,3	-6 857,7	-7 113,7
Base monétaire	4 137,8	4 673,0	5 220,5	5 401,1	6 176,7
Circulation fiduciaire	3 247,6	3 734,6	4 183,8	4 586,9	4 781,7
Dépôts : banques, étab. fin., autres inst.	890,2	938,4	1 036,7	834,2	1 395,0
(Variation annuelle en milliards de dinars)					
Avoirs extérieurs nets	334,5	557,3	-302,0	-2 828,3	-1 373,4
Avoirs intérieurs nets	94,1	-22,1	849,5	3 008,9	2 149,0
Crédits à l'État	65,5	1 158,8	2 331,5	1 286,3	2 837,5
Crédits aux banques	0,0	0,0	0,0	432,6	-432,6
Autres crédits	-0,2	-0,1	0,0	0,4	0,1
Autres postes nets	28,8	-1 180,8	-1 482,0	1 289,6	-256,0
Base monétaire	428,6	535,2	547,5	180,6	775,6
Circulation fiduciaire	250,4	487,0	449,2	383,1	214,8
Dépôts : banques, étab. fin., autres inst.	178,2	48,2	98,3	-202,5	560,8
(Variation annuelle en pourcentage)					
Avoirs extérieurs nets	2,2	3,7	-1,9	-18,2	-10,8
Avoirs intérieurs nets	-0,8	0,2	-7,6	-29,2	-29,5
Crédits à l'État	-1,1	-20,5	-52,0	-59,7	-326,1
Crédits aux banques	-	-	-	-	-
Base monétaire	11,6	12,9	11,7	3,5	14,4
Circulation fiduciaire (hors B.A.)	8,4	15,0	12,0	9,2	4,7
Dépôts des banques, étab. fin., autres inst	25,0	5,4	10,5	-19,5	67,2

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 13 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR MATURITE**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Court terme	1 423,4	1 608,7	1 710,6	1 914,2	2 298,0
Moyen terme	1 227,9	1 413,4	1 641,8	1 810,9	1 844,4
Long terme	2 505,0	3 482,5	3 924,8	4 184,8	4 737,6
Total :	5 156,3	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Court terme	4,5	13,0	6,3	11,9	20,1
Moyen terme	25,5	15,1	16,2	10,3	1,8
Long terme	28,6	39,0	12,7	6,6	13,2
Total :	20,3	26,1	11,9	8,7	12,3
	(En pourcentage du total)				
Court terme	27,6	24,7	23,5	24,2	25,9
Moyen terme	23,8	21,7	22,6	22,9	20,8
Long terme	48,6	53,5	53,9	52,9	53,4
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 14 : REPARTITION DES CREDITS
A L'ECONOMIE PAR SECTEUR**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Secteur public	2 434,3	3 382,3	3 688,2	3 952,2	4 311,3
Secteur privé	2 722,0	3 121,7	3 588,3	3 957,1	4 568,3
Administration locale	0,4	0,6	0,7	0,6	0,5
Total :	5 156,7	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Secteur public	19,3	38,9	9,0	7,2	9,1
Secteur privé	21,1	14,7	14,9	10,3	15,4
Administration locale	0,0	50,0	16,7	-14,3	-14,2
Total :	20,3	26,1	11,9	8,7	12,3
	(En pourcentage du total)				
Secteur public	47,2	52,0	50,7	50,0	48,6
Secteur privé	52,8	48,0	49,3	50,0	51,4
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque d'Algérie

**TABLEAU 15 : INDICATEURS DE SOLIDITÉ FINANCIÈRE
DES BANQUES**

Indicateurs consolidés	2013	2014	2015	2016	**2017
1. Ratio de solvabilité global	21,50%	15,98%	18,39%	18,86%	19,56%
2. Ratio de solvabilité sur Tiers I	15,51%	13,27%	15,75%	16,33%	15,18%
3. Créances improductives / FPR*	17,12%	21,40%	27,01%	34,32%	34,37%
4. Taux de créances classées **	10,56%	9,21%	9,80%	11,88%	12,29%
4a. Taux de créances classées nettes	3,36%	3,20%	3,98%	5,40%	5,98%
5. Taux de provisions des créances classée	68,19%	65,22%	59,23%	54,50%	51,37%
6. Rendement des fonds propres	19,00%	23,55%	20,34%	18,14%	17,84%
7. Rendement des actifs	1,67%	1,98%	1,83%	1,86%	2,01%
8. Marge d'intérêt/Revenu brut	69,45%	68,51%	66,82%	72,64%	72,65%
9. Charges hors intérêt/Revenu brut	33,53%	40,69%	40,01%	34,07%	36,97%
10. Actifs liquides/Total des actifs	40,46%	37,96%	27,17%	23,50%	23,74%
11. Actifs liquides/Passifs à court terme	93,52%	82,06%	61,64%	58,39%	53,86%

* FPR = Fonds propres réglementaires

** Données provisoires pour 2017

**TABLEAU 16/1 : BALANCE DES PAIEMENTS
EVALUEE EN U.S. DOLLARS**

	2013	2014	2015	2016	*2017
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	1,153	-9,277	-27,289	-26,219	-22,096
Balance commerciale	9,880	0,459	-18,083	-20,129	-14,412
Exportations (f.o.b.)	64,867	60,129	34,566	29,309	34,569
Hydrocarbures	63,816	58,462	33,081	27,918	33,202
Autres (hors hydrocarbures)	1,051	1,667	1,485	1,391	1,367
Importations (f.o.b.)	-54,987	-59,670	-52,649	-49,437	-48,981
Services, hors revenus des facteurs, nets	-6,998	-8,141	-7,524	-7,343	-8,178
Crédits	3,778	3,555	3,475	3,433	3,004
Débits	-10,776	-11,696	-10,999	-10,776	-11,182
Revenus des facteurs nets	-4,521	-4,814	-4,453	-1,570	-2,594
Crédits	3,548	3,232	2,192	2,424	2,262
Débits	-8,069	-8,046	-6,645	-3,994	-4,856
Paiements des intérêts	-0,067	-0,045	-0,124	-0,027	-0,037
Autres	-8,002	-8,001	-6,521	-3,967	-4,819
dont: part des associés (hydrocarb.)	-5,911	-5,256	-3,721	-2,913	-3,221
Transferts nets	2,792	3,219	2,771	2,822	3,088
Solde du compte de capital	-1,020	3,396	-0,248	0,187	0,334
Compte de capital	0,000	-0,003	0,000	0,001	0,001
Investissements directs nets	1,952	1,525	-0,688	1,589	1,206
Capitaux officiels nets	-0,384	0,517	-0,459	0,473	-0,066
Tirages	0,165	0,748	0,001	0,270	-0,168
Amortissements	-0,549	-0,231	-0,460	0,203	0,102
Erreurs et omissions (en net)	-2,588	1,357	0,899	-1,875	-0,807
Solde global	0,133	-5,881	-27,537	-26,031	-21,762
Financement	-0,133	5,881	27,537	26,031	21,762
Augmentation des réserves brutes (-)	-0,239	5,556	27,242	25,557	21,808
Rachats au FMI					
Autres créances, produits de placement dû	0,168	0,347	0,191	0,186	-0,031
Allocations de DTS					
Position de réserves au FMI	-0,062	-0,022	0,104	0,288	-0,014
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	194,012	178,938	144,133	114,138	97,332
En mois d'importations des biens et services non facteurs	35,402	30,088	27,174	22,747	19,414
Valeur unitaire des exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	108,971	100,234	53,066	45,005	54,053

* Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

**TABLEAU 16/2 : BALANCE DES PAIEMENTS
EVALUEE EN DINARS**

	2013	2014	2015	2016	2017
	En milliards de dinars				
Solde extérieur courant	94,26	-766,06	-2 741,76	-2 859,25	-2 446,44
Balance commerciale	783,66	18,86	-1 808,93	-2 196,67	-1 593,31
Exportations, (f.o.b.)	5 144,43	4 818,21	3 455,04	3 212,77	3 841,73
Hydrocarbures	5 061,25	4 683,74	3 306,94	3 060,03	3 689,83
Autres	83,18	134,47	148,10	152,74	151,90
Importations (f.o.b.)	-4 360,77	-4 799,35	-5 263,97	-5 409,44	-5 435,04
Services, hors revenus des facteurs, nets	-551,66	-656,02	-755,00	-796,95	-906,60
Crédits	299,41	285,63	347,85	381,78	333,31
Débits	-851,07	-941,65	-1 102,85	-1 178,73	-1 239,91
Revenus des facteurs nets	-359,27	-388,30	-434,21	-173,22	-289,09
Crédits	281,38	260,75	219,04	264,46	249,94
Débits	-640,65	-649,05	-653,25	-437,68	-539,03
Paiements des intérêts	-5,28	-3,59	-12,43	-2,97	-4,12
Autres	-635,37	-645,46	-640,82	-434,71	-534,91
dont: part des associés (hydrocarb.)					-357,48
Transferts nets	221,53	259,40	258,38	307,59	342,56
Solde du compte de capital	-85,70	287,28	-21,67	34,91	31,97
Compte de capital	0,02	-0,25	0,01	0,07	0,08
Investissement en portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements directs nets	155,16	122,63	-50,24	165,22	133,76
Capitaux officiels nets	-83,72	41,70	-45,75	89,99	-7,52
Tirages	1,01	54,12	0,07	116,73	-18,60
Amortissements	-84,73	-12,42	-45,82	-26,74	11,08
Erreurs et omissions (en net)	-157,16	123,21	74,31	-220,37	-94,36
Solde global :	8,56	-478,77	-2 763,43	-2 824,34	-2 414,48
Financement	-8,56	478,77	2 763,43	2 824,34	2 414,48
Augmentation des réserves brutes (-)	-16,63	453,97	2 733,77	2 772,91	2 419,71
Rachats au FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	13,05	26,51	19,21	20,33	-3,61
Allocation de DTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	-4,98	-1,71	10,45	31,10	-1,62

* Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

**TABLEAU 17 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS
ET EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En millions de dollars E.U.)				
Importations (f.o.b.)					
Alimentation	9 013	10 550	8 946	7 855	8 089
Energie	4 139	2 720	2 247	1 234	1 899
Matières premières	1 732	1 812	1 489	1 490	1 456
Produits semi-finis	10 642	12 301	11 482	10 972	10 483
Equipements agricoles	477	629	638	479	585
Equipements industriels	15 233	18 115	16 369	14 709	13 368
Biens de consommation non alimentaire	10 539	9 894	8 243	7 904	8 129
Autres	2 686	2 998	2 672	4 239	4 084
Sous Total :	54 461	59 019	52 086	48 882	48 074
Importat. s/paiements + réparat. matériels	523	651	583	554	907
Total :	54 984	59 670	52 649	49 436	48 980
Exportations (f.o.b.)					
Alimentation	404	323	238	326	350
Energie	63 663	58 362	33 081	27 918	33 202
Matières premières	109	110	107	84	73
Produits semi-finis	492	1 173	1 111	909	845
Equipements agricoles	0	1	0	0	0
Equipements industriels	29	16	18	53	78
Biens de consommation non alimentaire	16	11	11	18	20
Sous Total :	64 713	59 996	34 566	29 309	34 569
Autres	0	0	0	1	0
Total :	64 713	59 996	34 566	29 310	34 569
dont : exportations hors hydrocarbures	1 050	1 634	1 485	1 391	1 367
	(En pourcentage)				
En proportion du total des importations (non compris imp. s/paiements et réparat. matériels)					
Alimentation	16,5	17,9	17,2	16,1	16,8
Equipements industriels	28,0	30,7	31,4	30,1	27,8
Biens de consommation non alimentaire	19,4	16,8	15,8	16,2	16,9
En proportion du total des exportations :					
Exportations hors hydrocarbures	1,6	2,7	4,3	4,7	4,0

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

TABLEAU 18 : EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES

En millions de dollars

	2013	2014	2015	2016	2017
Pétrole brut					
Valeur (millions US \$)	24 326,5	18 343,2	10 037,7	8 876,4	10 459,9
dont : Rapatriement des bénéfices	5 170,4	4 315,9	2 560,7	2 144,9	2 308,3
Volume (millions de barils)	222,2	184,5	194,3	198,1	193,4
(millions de tonnes métriques)	28,4	23,6	24,2	25,2	24,7
Prix d'unité (US \$ par baril)	109,5	100,2	53,1	45,0	54,1
Condensât					
Valeur (millions US \$)	4 838,6	3 886,7	2 236,7	1 989,8	1 950,5
dont : Rapatriement des bénéfices	198,3	350,7	361,0	296,7	361,1
Volume (millions de barils)	48,4	42,9	44,2	46,6	37,5
(millions de tonnes métriques)	5,4	4,8	5,0	5,2	4,2
Prix d'unité (US \$ par baril)	99,9	90,7	49,7	42,7	51,9
Produits pétroliers raffinés					
Valeur (millions US \$)	10 906,3	13 195,2	6 789,8	5 563,7	6 967,4
Volume (millions de barils)	101,4	132,0	128,8	125,8	123,2
(millions de tonnes métriques)	12,8	16,7	16,8	15,9	15,6
Prix d'unité (US \$ par baril)	107,6	100,0	52,7	44,2	56,6
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)					
Valeur (millions US \$)	4 389,6	5 203,4	2 687,8	2 221,0	2 977,5
dont : Rapatriement des bénéfices	202,8	291,5	275,9	240,8	289,6
Volume (millions de barils)	58,0	78,6	82,2	79,4	75,3
(millions de tonnes métriques)	5,3	7,2	7,6	7,3	6,9
Prix d'unité (US \$ par baril)	75,6	68,2	32,7	28,0	39,5
Gaz naturel liquéfié (GNL)					
Valeur (millions US \$)	6 041,5	7 396,2	4 700,4	3 101,1	3 571,3
Volume (millions de m ³)	23,0	28,5	26,6	25,7	26,7
Volume (billions de BTU)	538,7	666,0	620,7	584,2	623,0
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	11,2	11,1	7,6	5,3	5,7
Gaz naturel (GN)					
Valeur (millions US \$)	12 823,7	10 336,9	6 628,3	6 165,5	7 276,2
dont : Rapatriement des bénéfices	339,6	297,4	523,6	231,1	255,8
Volume (milliards de m ³)	32,7	27,4	27,4	39,1	38,1
Volume (billions de BTU)	1 224,6	1 029,1	1 021,9	1 439,0	1 428,9
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	10,5	10,0	6,5	4,3	5,1
Recettes totales des hydrocarb.(million:	63 326,2	58 361,6	33 080,7	27 917,5	33 202,8
dont : Part des associés (hydrocarbures	5 911,1	5 255,5	3 721,2	2 913,5	3 214,7
% pourcentage du total des exportations					
Pétrole brut	38,4	31,4	30,3	31,8	31,5
Autres	61,6	68,6	69,7	68,2	68,5
Condensât	7,6	6,7	6,8	7,1	5,9
Produits pétroliers raffinés	17,2	22,6	20,5	19,9	21,0
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	6,9	8,9	8,1	8,0	9,0
Gaz naturel liquéfié (GNL)	9,5	12,7	14,2	11,1	10,8
Gaz naturel (GN)	20,3	17,7	20,0	22,1	21,9

Source : Ministère de l'Énergie

**TABLEAU 19 : ENCOURS ET STRUCTURE
DE LA DETTE EXTERIEURE**

	2013	2014	2015	2016	2017
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	0,002	0,002	0,001	0,948	1,077
Émissions obligataires	0,100	0,100	0,000	0,000	0,000
Crédits bilatéraux	1,498	1,175	0,873	0,701	0,634
Crédits gouvernementaux directs	1,189	0,951	0,755	0,628	0,634
Crédits acheteurs & fourn. assurés	0,309	0,224	0,118	0,073	0,000
Crédits financiers	0,128	0,112	0,101	0,084	0,171
Crédits financiers & Crédits-bails	0,128	0,112	0,101	0,084	0,171
Opérations de reprofilage	-	-	-	-	0,000
Financement d'acomptes	-	-	-	-	0,000
Crédits commerciaux non assurés	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Crédits fournisseurs	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	-	-	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-	-	-
Sous-Total :	1,728	1,389	0,975	1,733	1,882
Soutien de maisons mères à leurs filiales en Algérie *	0,340	0,371	0,222	0,130	0,011
Total dette à moyen et long termes	2,068	1,760	1,197	1,863	1,893
Dettes à court terme **	1,328	1,975	1,823	1,986	2,096
Total de la dette extérieure	3,396	3,735	3,020	3,849	3,989

* A la balance des paiements, le soutien à terme des maisons mères à leurs filiales en Algérie est inclus dans la rubrique "Investissements directs étrangers"

** D'une durée initiale d'une année et moins

Source : Banque d'Algérie

ANNEXE :
TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU 1 : ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES AUX PRIX COURANTS

	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars)					
Produit Intérieur Brut	2 780,2	2 830,5	3 248,2	4 098,8	4 235,6	4 455,3
Dépense Intérieure Brute	2 537,7	2 834,3	3 074,3	3 192,8	3 641,6	4 010,1
Consommation	1 890,1	2 060,4	2 214,3	2 274,3	2 472,3	2 654,9
Publique	459,8	503,6	543,6	560,2	624,6	683,2
Privée	1 430,3	1 556,7	1 670,7	1 714,2	1 847,7	1 971,7
Investissement brut	647,5	774,0	860,0	918,5	1 169,3	1 355,2
Formation brute de capital fixe	638,1	728,8	789,8	852,9	962,1	1 102,2
Variations des stocks	9,4	45,2	70,2	65,6	207,2	253,0
Epargne intérieure brute	890,0	770,1	1 033,9	1 824,5	1 763,3	1 800,4
Epargne nationale	870,0	749,3	980,4	1 721,7	1 746,3	1 708,2
Produit National Brut	2 656,4	2 715,7	3 100,5	3 923,6	4 113,1	4 277,5
	(En pourcentage du PIB)					
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dépense Intérieure Brute	91,3	100,1	94,6	77,9	86,0	90,0
Consommation	68,0	72,8	68,2	55,5	58,4	59,6
Publique	16,5	17,8	16,7	13,7	14,7	15,3
Privée	51,4	55,0	51,4	41,8	43,6	44,3
Investissement brut	23,3	27,3	26,5	22,4	27,6	30,4
Formation brute de capital fixe	23,0	25,7	24,3	20,8	22,7	24,7
Variations des stocks	0,3	1,6	2,2	1,6	4,9	5,7
Epargne intérieure brute	32,0	27,2	31,8	44,5	41,6	40,4
Epargne nationale	31,3	26,5	30,2	42,0	41,2	38,2
Produit National Brut	95,5	95,9	95,5	95,7	97,1	96,0

Source : Office National des Statistiques

TABEAU 2 : REPARTITION SECTORIELLE DU PIB AUX PRIX COURANTS

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars)					
Hydrocarbures	839,0	638,2	890,9	1 616,3	1 443,9	1 461,3
Autres secteurs	1 723,9	1 965,3	2 131,0	2 232,4	2 507,3	2 703,7
Agriculture	242,7	324,8	359,7	346,2	424,0	415,1
Industries manufacturières	223,2	256,8	280,4	294,5	313,7	327,4
Bâtiments et travaux publics	276,6	300,9	307,7	335,0	337,3	407,7
Services hors administrations publiques	633,7	696,7	770,3	832,3	959,9	1 033,9
Services des administrations publiques	347,7	386,1	413,0	424,5	472,3	519,6
Droits et taxes à l'importation	217,3	226,9	226,3	250,1	284,4	290,4
Produit Intérieur Brut	2 780,2	2 830,5	3 248,2	4 098,8	4 235,6	4 455,3
	(En pourcentage du PIB)					
Hydrocarbures	30,2	22,5	27,4	39,4	34,1	32,8
Autres secteurs	62,0	69,4	65,6	54,5	59,2	60,7
dont : Agriculture	8,7	11,5	11,1	8,4	10,0	9,3
Industries manufacturières	8,0	9,1	8,6	7,2	7,4	7,3
Services des administrations publiques	12,5	13,6	12,7	10,4	11,2	11,7
	(Variation annuelle en pourcentage)					
Hydrocarbures	11,8	-23,9	39,6	81,4	-10,7	1,2
Autres secteurs	7,0	14,0	8,4	4,8	12,3	7,8
dont : Agriculture	-12,6	33,8	10,7	-3,8	22,5	-2,1
Industries manufacturières	4,6	15,1	9,2	5,0	6,5	4,4
Services des administrations publiques	11,0	11,0	7,0	2,8	11,3	10,0
Produit Intérieur Brut	7,5	1,8	14,8	26,2	3,3	5,2

Source : Office National des Statistiques

TABLERAU 3 : REPARTITION SECTORIELLE DE LA CROISSANCE DU PIB REEL

	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2002
	(En pourcentage)					
Hydrocarbures	6,0	4,0	6,1	4,9	-1,6	3,7
Autres secteurs						
Agriculture	-13,5	11,4	2,7	-5,0	13,2	-1,3
Mines	-13,4	5,5	-3,0	15,9	-2,8	6,1
Energie et eau	3,9	8,7	7,0	2,4	5,0	4,3
Industries manufacturières	-7,6	9,2	-0,8	-1,9	-1,3	-1,0
Industries alimentaires	-2,4	14,2	-1,1	-8,9	-12,5	-19,0
Sidérurgie, construction mécanique et électricité	-20,9	11,8	8,5	2,2	10,4	7,4
Industries chimiques	6,5	16,3	-2,2	6,2	-3,1	-5,8
Textiles	-8,8	0,6	-17,4	-14,4	-14,7	3,5
Cuirs et Peaux	-19,1	-3,4	-28,9	-6,0	-0,5	-18,6
Matériaux de construction	-5,1	5,3	-3,1	6,4	0,3	7,3
Bois et papier	-2,5	-8,5	-16,5	-8,2	-13,1	7,7
Autres	-17,9	-1,9	-6,9	38,2	2,0	1,2
Industries du secteur privé	5,0	5,0	8,0	5,3	3,0	6,6
Bâtiments et travaux publics	2,5	2,4	1,4	5,1	2,8	8,0
Services hors administrations publiques	2,4	5,4	3,5	2,1	6,0	5,3
Services des administrations publiques	3,0	2,5	3,0	2,1	2,5	3,0
Droits et taxes à l'importation	0,5	5,4	-0,5	0,9	4,8	6,9
Produit Intérieur Brut	1,1	5,1	3,2	2,2	2,7	4,1
Absorption intérieure brute	-0,2	6,2	2,7	1,3	5,8	7,4
Consommation	-0,1	2,8	1,8	2,1	2,6	3,3
Publique	2,7	2,8	2,8	2,2	2,5	2,9
Privée	-1,0	2,9	1,5	2,1	2,7	3,2
Investissement brut	0,8	3,3	2,7	3,9	2,5	7,6
Exportations de biens et de services non facteurs	6,3	4,7	6,4	5,8	-2,6	4,7
Importations de biens et de services non facteurs	2,4	7,0	4,1	2,9	3,9	17,8

Source : Services de la Planification

TABLEAU 4 : INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

	Pondération (%)	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
		(1989 = 100)					
Eau et Energie	6,9	143,7	156,3	167,3	171,3	179,8	187,7
Hydrocarbures	17,8	118,2	119,2	121,5	129,3	128,5	133,8
Industries extractives	2,7	67,2	70,8	68,7	79,6	77,3	82,0
Constructions mécanique et électrique	26,3	46,8	53,1	55,4	56,7	62,8	67,2
Matériaux de construction	8,8	89,0	93,4	91,2	97,1	98,6	106,9
Industries chimiques	7,0	79,9	93,2	91,6	97,2	94,3	88,8
Industries alimentaires	14,5	83,1	95,4	93,9	85,5	74,9	60,5
Textiles	9,2	48,6	48,1	39,0	33,4	28,6	29,6
Cuirs et peaux	2,2	23,7	22,4	16,5	15,5	16,1	13,0
Bois et papier	4,6	47,3	45,3	38,8	35,6	31,0	31,4
Indice général	100,0	78,2	83,8	83,8	85,2	85,0	86,2
Indice général (hors hydrocarbures)		68,9	75,6	75,1	75,0	74,6	75,1
Indice général des produits manufacturés		63,1	69,0	67,7	66,8	66,2	65,4
		(Variation annuelle en pourcentage)					
Eau et Energie		3,9	8,8	7,0	2,4	5,0	4,3
Hydrocarbures		4,4	0,8	1,9	6,4	-0,6	4,1
Industries extractives		-13,5	5,4	-3,0	15,9	-2,8	6,1
Constructions mécanique et électrique		-21,1	13,5	4,4	2,2	10,9	7,0
Matériaux de construction		-5,1	4,7	-2,3	6,4	1,6	8,4
Industries chimiques		6,5	16,7	-1,8	6,2	-3,0	-5,8
Industries alimentaires		-2,5	14,8	-1,6	-8,9	-12,5	-19,1
Textiles		-8,7	-1,1	-18,9	-14,4	-14,5	3,7
Cuirs et peaux		-19,3	-5,3	-26,4	-6,0	4,1	-19,3
Bois et papier		-2,5	-4,2	-14,3	-8,2	-13,1	1,6
Indice général		-3,6	7,2	0,0	1,7	-0,3	1,4
Indice général (hors hydrocarbures)		-6,5	9,8	-0,7	-0,1	-0,1	0,3
Indice général des produits manufacturés		-7,6	9,3	-1,9	-1,3	-0,9	-1,1

Source : Office National des Statistiques

TABLEAU 5 : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

	Pondération						
	(%)	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
				(1989 = 100)			
Indices des prix à la consommation 1/							
Alimentation, boissons non alcoolisées	44,1	539,8	570,6	577,2	572,8	604,3	606,0
Habillement - Caussures	11,6	369,6	388,5	418,3	424,0	439,3	443,9
Logement - Charges	5,6	541,7	580,6	597,6	607,8	622,4	622,5
Meubles et articles d'ameublement	6,8	343,4	354,7	362,8	365,9	373,2	374,8
Santé, Hygiène Corporelle	3,4	527,6	556,7	581,8	603,0	644,0	660,5
Transports et communication	11,5	452,3	459,5	473,2	483,9	499,9	514,4
Education, Culture, Loisirs	6,5	500,1	496,8	482,8	461,7	464,5	470,7
Divers	10,5	551,0	590,9	631,8	648,2	668,3	707,0
Indice général	100,0	494,9	519,4	533,1	534,9	557,4	565,5
				(Variation annuelle en pourcentage) 2/			
Indices des prix à la consommation 1/							
Alimentation, boissons non alcoolisées		5,7	5,7	1,2	-0,8	5,5	0,3
Habillement - Chaussures		6,3	5,1	7,7	1,4	3,6	1,0
Logement - Charges		19,3	7,2	2,9	1,7	2,4	0,0
Meubles et articles d'ameublement		4,1	3,3	2,3	0,9	2,0	0,4
Santé, Hygiène Corporelle		10,0	5,5	4,5	3,6	6,8	2,6
Transports et Communication		4,7	1,6	3,0	2,3	3,3	2,9
Education, Culture, Loisirs		-3,8	-0,7	-2,8	-4,4	0,6	1,3
Divers		5,5	7,2	6,9	2,6	3,1	5,8
Indice général		5,7	5,0	2,6	0,3	4,2	1,4

Source : Office National des Statistiques

1/ Cet indice comprend 256 articles et se rapporte aux ménages de la région d'Alger

2/ Moyenne d'une année par rapport à la moyenne de l'année précédente

TABLEAU 6 : REVENU DES MENAGES

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	* 2 002
	(En milliards de dinars)					
Traitements et salaires 1/	720,7	781,1	826,5	866,1	956,9	1 030,3
Agriculture	33,3	37,4	39,3	39,2	42,3	43,3
Administration	334,5	365,8	394,0	410,4	464,3	500,3
Autres secteurs	352,9	378,0	393,2	416,5	450,3	486,7
Revenues des travailleurs indépendants	635,9	723,3	792,9	825,4	938,2	1 006,3
Paielements de transfert	293,8	344,2	402,7	431,3	501,4	546,0
Revenu brut	1 650,5	1 848,7	2 022,1	2 122,8	2 396,5	2 582,6
Revenu disponible	1 479,3	1 663,6	1 838,2	1 901,9	2 141,5	2 301,9

Source : Office National des Statistiques

* Données provisoires

1/ Y compris les cotisations sociales du personnel

TABLEAU 7 : POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	* 2 002
	(En milliers ; sauf indication contraire)					
Population active	8 072	8 326	8 583	8 850	9 074	9 303
Agriculture	1 144	1 180	1 185	1 185	1 328	1 438
Autres secteurs	6 928	7 146	7 398	7 665	7 746	7 865
Population effectivement occupée	4 719	4 858	4 898	4 977	5 197	5 435
Agriculture	1 144	1 180	1 185	1 185	1 328	1 438
Autres secteurs	3 575	3 678	3 713	3 792	3 870	3 997
Industrie	487	493	493	497	502	504
Bâtiment et travaux publics	723	740	743	781	803	860
Administration	1 378	1 415	1 420	1 440	1 456	1 476
Transport et communication, Commerce et services hors administration	987	1 030	1 057	1 074	1 109	1 157
Travail à domicile et autres 1/	1 096	1 135	1 175	1 263	1 296	1 455
Chômeurs	2 257	2 333	2 510	2 610	2 580	2 413
(En pourcentage de la population active)	28	28	29	29	28	26

Source : Office National des Statistiques

* Données provisoires

1/ Y compris les appelés au service national et les emplois irréguliers

TABLEAU 8 : SITUATION DES OPERATIONS DU TRESOR

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars)					
Total des recettes budgétaires et dons	926,6	774,6	950,5	1 578,1	1 505,5	1 603,2
Recettes des hydrocarbures	592,5	425,9	588,3	1 213,2	1 001,4	1 007,9
dont : Fonds de régulation des recettes	0,0	0,0	0,0	453,2	115,8	26,5
Recettes hors-hydrocarbures	334,1	348,7	358,4	364,9	488,5	595,1
Recettes fiscales	313,9	329,8	314,8	349,5	398,2	482,9
Impôts sur les revenus et les bénéfiques	81,8	88,1	72,2	82,0	98,5	112,2
Impôts sur les biens et services	148,0	154,9	149,7	165,0	179,2	223,4
Droits de douane	73,5	75,5	80,2	86,3	103,7	128,4
Enregistrement et timbres	10,6	11,3	12,7	16,2	16,8	18,0
Recettes non-fiscales	20,2	18,9	43,6	15,4	90,3	112,2
Dividendes de la Banque d'Algérie	4,4	4,2	27,1	0,0	46,6	37,6
Droits	15,8	14,7	16,5	15,4	43,7	74,6
Dons	0,0	0,0	3,9	0,0	15,6	0,2
Total dépenses budgétaires	845,1	876,0	961,7	1 178,1	1 321,0	1 550,6
Dépenses courantes	643,5	664,1	774,7	856,2	963,6	1 097,6
Dépenses de personnel	245,2	268,6	286,1	289,6	324,0	346,2
Pensions des Moudjahidine	25,0	37,9	59,9	57,7	54,4	73,9
Matériels et fournitures	43,5	47,5	53,6	54,6	46,3	68,5
Transferts courants	220,4	199,3	248,7	292,0	391,4	471,9
dont : Services de l'Administration	74,0	75,2	81,9	92,0	114,6	137,6
Intérêts sur la dette publique	109,4	110,8	126,4	162,3	147,5	137,2
Dépenses en capital	201,6	211,9	187,0	321,9	357,4	452,9
Solde budgétaire	81,5	-101,3	-11,2	400,0	184,5	52,6
Solde des comptes spéciaux	1,1	-6,9	-5,6	-0,7	-20,0	-11,2
Prêts nets du Trésor	-1,5	0,1	-0,3	0,5	6,5	30,9
Solde budgétaire, hors Fonds d'assainis.	84,1	-108,3	-16,5	398,8	171,0	10,5
Allocation au Fonds d'assainissement	18,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire 1/	175,5	2,5	110,0	561,1	318,6	147,8
Solde global	66,1	-108,2	-16,5	398,8	171,0	10,5
Financement	-66,1	108,2	16,5	-398,8	-171,0	-10,5
Bancaire	-106,7	95,9	64,4	-407,4	-145,8	31,6
Non bancaire	-23,1	20,2	24,7	105,7	85,3	32,8
Extérieur	63,7	-7,9	-72,6	-97,1	-110,5	-74,9

Source : Direction Générale du Trésor

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

TABLEAU 9 : RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	1997	1998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars)					
Total : Recettes budgétaires et dons	926,6	774,6	950,5	1 578,1	1 505,5	1 603,2
Recettes des hydrocarbures	592,5	425,9	588,3	1 213,2	1 001,4	1 007,9
dont : Fonds de stabilisation				453,2	115,8	26,5
Recettes hors hydrocarbures	334,1	348,7	358,4	364,9	488,5	595,1
Recettes fiscales	313,9	329,8	314,8	349,5	398,2	482,9
Impôts sur le revenus et les bénéfiques	81,8	88,1	72,2	82,0	98,5	112,2
Impôts sur les salaires	40,8	42,5	32,6	34,9	45,5	52,7
Autres	41,0	45,6	39,6	47,1	53,0	59,5
Impôts sur les biens et services	148,0	154,9	149,7	165,0	179,2	223,4
TVA et prélèvements sur importations	43,7	51,5	53,3	54,5	60,8	79,2
TVA et prélèvements sur act. intérieure	73,2	70,7	63,8	72,1	80,1	101,1
TVA-TC-TSA sur transactions intérieures	51,7	49,1	41,9	47,8	55,0	70,9
Tabacs (TIC)	21,5	21,6	21,8	24,3	25,2	30,2
TVA sur produits pétroliers	8,5	9,8	10,4	11,2	10,5	9,9
Prélèvement sur produits pétroliers	21,2	21,6	20,8	25,7	27,3	32,5
Autres impôts indirects	1,4	1,4	1,4	1,5	0,5	0,8
Droits de douane	73,5	75,5	80,2	86,3	103,7	128,4
Enregistrement et timbres	10,6	11,3	12,7	16,2	16,8	18,9
Recettes non-fiscales	20,2	18,9	43,6	15,4	90,3	112,4
Droits d'entrée	15,8	14,7	16,5	15,4	43,7	74,6
Dividendes de la Banque d'Algerie	4,4	4,2	27,1	0,0	46,6	37,6
Dons	0,0	0,0	3,9	0,0	15,6	0,2
	(En pourcentage du total)					
Total : Recettes budgétaires et dons	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Recettes des hydrocarbures	63,9	55,0	61,9	76,9	66,5	62,9
Recettes hors hydrocarbures	36,1	45,0	37,7	23,1	32,5	37,1
Recettes fiscales	33,9	42,6	33,1	22,1	26,5	30,1
Impôts sur les revenus et les bénéfiques	8,8	11,4	7,6	5,2	6,5	7,0
Impôts sur les biens et services	16,0	20,0	15,7	10,5	11,9	13,9
Droits de douane	7,9	9,7	8,4	5,5	6,9	8,0
Enregistrement et timbres	1,1	1,5	1,3	1,0	1,1	1,2
Recettes non-fiscales	2,2	2,4	4,6	1,0	6,0	7,0
Dons	0,0	0,0	0,4	0,0	1,0	0,0

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 10 : DEPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars)					
Dépenses budgétaires	845,1	876,0	961,7	1 178,1	1 321,0	1 550,6
Dépenses courantes	643,5	664,1	774,7	856,2	963,6	1 097,7
Dépenses de personnel	245,2	268,6	286,1	289,6	324,0	346,2
Traitements et salaires	235,0	258,2	278,1	281,1	315,4	339,9
Autres	10,2	10,4	8,0	8,5	8,6	6,3
Pensions des Moudjahidine	25,0	37,9	59,9	57,7	54,4	73,9
Matériels et fournitures	43,5	47,5	53,6	54,6	46,3	68,5
Services de l'administration	74,0	75,2	81,9	92,0	114,6	137,6
Hôpitaux	29,9	28,8	31,2	33,0	41,4	49,2
Autres (Etablis. publics à caract. admin.)	44,1	46,4	50,6	59,0	73,2	88,4
Transferts courants	146,4	124,1	166,8	200,0	276,8	334,3
Prestations familiales	44,2	42,5	36,2	29,0	25,9	38,1
Travaux publics & assistance sociale	12,0	13,6	14,2	16,1	1,2	2,4
Subventions sur produits alimentaires	0,0	0,2	0,4	0,5	0,2	0,5
Soutien des prix agricoles	5,3	5,3	4,6	5,8	23,5	37,4
Logement	28,7	19,0	14,5	8,6	26,4	14,5
Fonds de Soutien : Emploi de jeunes	2,7	5,3	6,1	6,2	7,4	4,9
Autres transferts	53,5	38,2	90,8	133,8	192,1	236,5
Intérêts sur la dette publique	109,4	110,8	126,4	162,3	147,5	137,2
Dépenses en capital	201,6	211,9	187,0	321,9	357,4	452,9
Prêts nets du Trésor	-1,5	0,1	-0,3	0,5	6,5	30,9
Allocation au Fonds d'assainissement	18,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total:	861,6	876,1	961,4	1 178,6	1 327,5	1 581,5
	(En pourcentage du total des dépenses)					
Dépenses budgétaires	98,1	100,0	100,0	100,0	99,5	98,0
Dépenses courantes	74,7	75,8	80,6	72,6	72,6	69,4
Dépenses de personnel	28,5	30,7	29,8	24,6	24,4	21,9
Traitements et salaires	27,3	29,5	28,9	23,9	23,8	21,5
Matériels et fournitures	5,0	5,4	5,6	4,6	3,5	4,3
Services de l'administration	8,6	8,6	8,5	7,8	8,6	8,7
Intérêts sur la dette publique	12,7	12,6	13,2	13,8	11,1	8,7
Dépenses en capital	23,4	24,2	19,4	27,3	26,9	28,6
Prêts nets du Trésor	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0
Allocation au Fonds d'assainissement	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 11 : DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars; fin de période)					
Total dette intérieure	578,3	616,2	727,4	1 022,9	1 001,5	982,5
Bons du Trésor d'équipements et c/c	61,4	80,0	113,6	80,5	83,4	107,7
Crédits de la Banque d'Algérie	164,4	164,4	152,4	146,4	139,1	131,8
Créances rachetées	352,4	371,8	398,2	735,1	720,3	686,4
Entreprises publiques, EPIC & agroindustries	234,8	227,7	236,5	224,6	214,8	202,9
Dettes d'assainissement complémentaire				346,2	311,6	297,0
OPGI	82,2	106,3	124,6	161,0	161,0	144,9
Dettes des agriculteurs					15,0	14,2
Banques	32,4	35,8	35,8	0,0	15,2	25,2
Bons de solidarité	3,0	2,0	1,3	0,0	0,0	0,0
Obligations de la CNAC				3,3	2,7	2,2
Bons (CNR)	0,0	0,0	46,3	43,2	40,1	37,0
Bons (CNAS)	0,0	0,0	16,9	17,7	18,6	19,6
Pour mémoire :						
Dettes intérieures en pourcentage du PIB	20,8	21,8	22,4	25,0	23,6	22,1
PIB	2 780,2	2 830,5	3 248,2	4 098,8	4 235,6	4 455,3

Source : Direction Générale du Trésor

TABLEAU 12 : SITUATION MONETAIRE (Y COMPRIS CAISSE D'EPARGNE)

	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Avoirs extérieurs nets	280,7	169,6	775,9	1 310,7	1 755,7
Banque centrale	278,7	172,6	774,3	1 313,6	1 742,7
Banques commerciales	2,0	-3,0	1,6	-2,8	13,0
Avoirs intérieurs nets		1 619,8	1 246,6	1 162,8	1 145,8
Crédits intérieurs	1 629,4	1 998,6	1 671,2	1 648,2	1 845,5
Crédits à l'Etat (nets)	723,2	847,9	677,5	569,7	578,7
Banque centrale	99,3	159,0	-156,4	-276,3	-304,8
Banques commerciales	535,5	592,1	737,7	739,6	774,0
Dépôts aux CCP et au Trésor	88,4	96,8	96,2	106,4	109,4
Crédits à l'économie	906,2	1 150,7	993,7	1 078,4	1 266,8
Fonds de prêts de l'Etat	-15,2	-14,5	-22,3	-12,7	-36,2
Engagements extér. à moyen et long terme	-39,0	-39,5	-27,6	-24,5	-36,6
Autres postes (nets)	-263,5	-325,0	-374,7	-448,2	-626,8
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	1 592,5	1 789,4	2 022,5	2 473,5	2 901,5
Monnaie	826,4	905,2	1 048,2	1 238,5	1 416,3
Circulation fiduciaire (hors banques)	390,4	440,0	484,5	577,2	664,7
Dépôts à vue dans les banques	347,6	368,4	467,5	554,9	642,2
Dépôts au Trésor et CCP	88,4	96,8	96,2	106,4	109,4
Quasi-monnaie	766,1	884,2	974,3	1 235,0	1 485,2
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Monnaie et quasi-monnaie (M2)		12,4	13,0	22,3	17,3
Monnaie		9,5	15,8	18,2	14,4
Quasi-monnaie		15,4	10,2	26,8	20,3
Avoirs intérieurs nets		23,5	-23,0	-6,7	-1,5
Crédits intérieurs		22,7	-16,4	-1,4	12,0
Crédits à l'Etat		17,2	-20,1	-15,9	1,6
Crédits à l'économie		27,0	-13,6	8,5	17,5
Pour mémoire :		(En pourcentage)			
Ratio de liquidité (M2/PIB)		56,3	55,1	49,3	58,4
Monnaie/PIB		29,2	27,9	25,6	29,2
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB		13,8	13,5	11,8	13,6
Crédit à l'économie/PIB		32,0	35,4	24,2	25,5
Monnaie/M2		51,9	50,6	51,8	50,1
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2		24,5	24,6	24,0	23,3
Multiplicateur monétaire		3,9	4,0	3,7	3,2

TABLEAU 13 : SITUATION DE LA BANQUE D'ALGERIE

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars ; fin de période)					
Avoirs extérieurs nets	342,9	278,7	172,6	774,3	1 313,6	1 742,0
Avoirs intérieurs nets	13,7	124,8	276,9	-224,1	-535,8	896,1
Crédits à l'Etat	155,7	99,3	159,0	-156,4	-276,3	304,8
Crédits aux banques	219,1	226,3	310,8	170,5	0,0	0,0
Autres crédits		0,3	0,6	0,7	0,7	0,8
Autres postes nets	-361,1	-201,1	-193,5	-238,9	-260,2	-592,1
Base monétaire	356,6	403,5	449,5	550,2	777,8	846,6
Circulation fiduciaire	341,7	396,4	444,9	491,5	584,5	673,7
Dépôts des banques et étab. financiers	14,9	7,1	4,6	58,7	193,3	172,9
	(Variation annuelle en milliards de dinars)					
Avoirs extérieurs nets	220,5	-64,2	-106,1	601,7	539,3	428,4
Avoirs intérieurs nets	-169,8	111,1	152,1	-501,0	-311,7	-360,3
Crédits à l'Etat	-16,7	-56,4	59,7	-315,4	-119,9	-28,5
Crédits aux banques	-40,0	7,2	84,5	-140,3	-170,5	0,0
Autres crédits	0,0	0,3	0,3	0,1	0,0	0,1
Autres postes nets	-113,0	160,0	7,6	-45,4	-21,3	-331,9
Base monétaire	50,7	46,9	46,0	100,7	227,6	68,8
Circulation fiduciaire	48,2	54,7	48,5	46,6	93,0	89,2
Dépôts des banques et étab. financiers	2,5	-7,8	-2,5	54,1	134,6	-20,4
	(Variation annuelle en pourcentage)					
Avoirs extérieurs nets	180,1	-18,7	-38,1	348,6	69,7	32,6
Avoirs intérieurs nets	-92,5	810,9	121,9	-180,9	139,1	67,2
Crédits à l'Etat	-9,7	-36,2	60,1	-198,4	76,7	10,3
Crédits aux banques	-15,5	3,3	37,3	-45,1	-100,0	0,0
Base monétaire	16,6	13,2	11,4	22,4	41,4	8,8
Circulation fiduciaire (hors B.A.)	16,4	16,0	12,2	10,5	18,9	15,3
Dépôts des banques et étab. financiers	20,2	-52,3	-35,2	1 176,1	229,3	-10,6

TABLEAU 14 : REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE PAR MATURITE

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars ; fin de période)					
Court terme	449,8	405,8	552,1	467,0	513,3	628,0
Moyen terme	285,9	458,2	565,0	492,9	529,5	602,8
Long terme	5,6	42,2	33,6	33,8	35,6	36,0
Total :	741,3	906,2	1 150,7	993,7	1 078,4	1 266,8
	(Variation annuelle en pourcentage)					
Court terme	-25,1		36,1	-15,4	9,9	22,3
Moyen terme	68,5		23,3	-12,8	7,4	13,8
Long terme	7,7		-20,4	0,6	5,3	1,1
Total :	-4,6		27,0	-13,6	8,5	17,5
	(En pourcentage du total)					
Court terme	60,7		48,0	47,0	47,6	49,6
Moyen terme	38,6		49,1	49,6	49,1	47,6
Long terme	0,7		2,9	3,4	3,3	2,8
Total :	100		100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU 15 : REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE PAR SECTEUR

	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
Secteur public	733,7	929,6	701,8	740,3	715,5
Secteur privé	172,4	221,0	291,7	337,9	551,0
Administration locale	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Total :	906,2	1 150,7	993,7	1 078,4	1 266,8
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Secteur public		26,7	-24,5	5,5	-3,3
Secteur privé		28,2	32,0	15,8	63,1
Administration locale		0,0	100,0	0,0	50,0
Total :		27,0	-13,6	8,5	17,5
	(En pourcentage du total)				
Secteur public	81,0	80,8	70,6	68,7	56,5
Secteur privé	19,0	19,2	29,4	31,3	43,5
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU 16 : BALANCE DES PAIEMENTS

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)					
Solde extérieur courant	3,45	-0,91	0,02	8,93	7,06	4,36
Balance commerciale	5,69	1,51	3,36	12,30	9,61	6,70
Exportations, (f.o.b.)	13,82	10,14	12,32	21,65	19,09	18,71
Hydrocarbures	13,18	9,77	11,91	21,06	18,53	18,11
Autres	0,64	0,37	0,41	0,59	0,56	0,60
Importations, (f.o.b.)	-8,13	-8,63	-8,96	-9,35	-9,48	-12,01
Services, hors revenus des facteurs, net	-1,08	-1,48	-1,84	-1,45	-1,53	-1,18
Crédits	1,07	0,74	0,72	0,91	0,91	1,30
Débits	-2,15	-2,22	-2,56	-2,36	-2,44	-2,48
Revenus des facteurs, net	-2,22	-2,00	-2,29	-2,71	-1,69	-2,23
Crédits	0,26	0,37	0,22	0,38	0,85	0,68
Débits	-2,48	-2,37	-2,51	-3,09	-2,54	-2,91
Transferts, net	1,06	1,06	0,79	0,79	0,67	1,07
Solde du compte de capital	-2,29	-0,83	-2,40	-1,36	-0,87	-0,71
Investissements directs (net)	0,26	0,50	0,46	0,42	1,18	0,97
Capitaux officiels (net)	-2,51	-1,33	-1,97	-1,96	-1,99	-1,32
Tirages	1,69	1,83	1,08	0,80	0,91	1,60
Amortissement	-4,20	-3,16	-3,04	-2,76	-2,90	-2,92
Crédits à court terme et						
Erreurs et omissions (net)	-0,04	0,00	-0,89	0,18	-0,06	-0,36
Solde global	1,16	-1,74	-2,38	7,57	6,19	3,65
Financement	-1,16	1,74	2,38	-7,57	-6,19	-3,65
Augmentation des réserves brutes (-)	-3,96	1,20	2,40	-7,51	-6,05	-3,39
Rachats au FMI	-0,35	-0,45	-0,36	-0,10	-0,14	-0,30
Augmentation d'autres engagements						
de la Banque d'Algérie (+)	0,00	0,00	-0,05	0,00	0,00	0,00
Financement exeptionnel	3,15	0,99	0,39	0,04	0,00	0,00
Reéchelonnement	2,22	0,52	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide multilatérale à la balance des paiem.	0,34	0,13	0,08	0,04	0,00	0,04
Achats au FMI	0,59	0,34	0,31	0,00	0,00	0,00
Pour mémoire :						
Réserves brutes (or non compris)	8,05	6,84	4,40	11,90	17,96	23,11
En mois d'importations des biens et						
services non facteurs	9,39	7,56	4,58	12,19	18,08	19,14
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut						
(dollars E.U./baril)	19,49	12,94	17,91	28,50	24,85	25,24

TABLEAU 17 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
	(En millions de dollars E.U.)					
Importations (f.o.b.)						
Alimentations	2 381	2 325	2 438	2 356	2 346	2 572
Energie	124	116	119	106	97	132
Matières premières	467	496	492	495	445	490
Produits semi-finis	1 464	1 581	1 556	1 690	1 747	2 186
Equipements Agricoles	20	39	76	84	154	139
Equipements Industriels	2 652	2 864	2 949	2 773	3 293	4 146
Biens de consommations	1 024	1 211	1 329	1 841	1 400	1 649
Sous/Total :	8 132	8 632	8 959	9 345	9 482	11 314
Importat. s/paiements + reparat. mater.						696
Total :		8 632	8 959	9 345	9 482	12 010
Exportations						
Alimentation	47	33	22	30	30	35
Energie	13 181	9 774	11 902	21 061	18 531	18 109
Matières premières	51	46	44	42	39	56
Produits semi-finis	486	255	272	447	413	403
Equipement agricole	1	4	24	12	22	20
Equipement Industriel	29	14	34	44	42	50
Biens de consommations	29	18	18	15	14	27
Total :	13 824	10 144	12 316	21 651	19 091	18 700
dont : exportations hors hydrocarbures	643	370	414	590	560	591
	(En pourcentage)					
En proportion du total des importations (non compris imp. s/paiements et reparat. materielles)						
Alimentation	29,3	26,9	27,2	25,2	24,7	22,7
Equipement industriel	32,6	33,2	32,9	29,7	34,7	36,6
Biens de consommation	12,6	14,0	14,8	19,7	14,8	14,6
En proportion du total des exportations						
Exportations hors hydrocarbures	4,7	3,6	3,4	2,7	2,9	3,2

Source : Direction Générale de la Douane

TABLEAU 18 : EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES

	1997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
Pétrole brut						
Valeur (millions US \$)	2 661,7	1 942,9	2 724,3	4 815,1	3 994,4	5 056,1
Dont: rapatriement des bénéfiques	312,8	358,2	550,4	852,1	728,4	1 298,8
Volume (millions de barils)	136,6	150,2	151,5	169,1	164,4	200,5
(millions de tonnes métriques)	17,4	19,0	19,2	21,4	20,8	25,4
Prix d'unité (US \$ par baril)	19,5	12,9	17,8	28,5	24,3	25,2
Condensats						
Valeur (millions US \$)	2 800,9	1 952,9	2 432,3	3 999,6	3 170,2	3 055,3
dont: Rapatriement des bénéfiques	35,0	43,4	57,8	178,0	153,8	158,6
Volume (millions de barils)	140,1	140,5	134,8	140,2	138,9	131,2
(millions de tonnes métrique)	16,0	15,9	15,3	15,9	15,6	14,8
Prix d'unité (US \$ par baril)	20,0	13,9	18,1	28,5	22,8	23,3
Produits pétroliers raffinés						
Valeur (millions US \$)	2 274,6	1 486,7	1 996,0	3 282,4	2 736,6	2 493,8
Volume (millions de barils)	111,5	99,3	106,8	107,0	112,0	98,8
(millions de tons métriques)	14,4	12,7	13,5	13,6	14,2	12,5
Prix d'unité (US \$ par baril)	20,4	15,0	18,7	30,7	24,4	25,2
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)						
Valeur (millions US \$)	988,2	766,6	1 152,0	2 118,6	1 848,5	1 754,9
dont: Rapatriement des bénéfiques	19,6	22,4	51,9	139,2	141,0	137,3
Volume (millions de barils)	59,4	68,1	79,7	81,8	95,1	94,7
(millions de tonnes métriques)	5,0	5,7	6,8	6,8	8,1	8,1
Prix d'unité (US \$ par baril)	16,6	11,3	14,5	25,9	19,4	18,5
Gaz naturel liquéfié (GNL)						
Valeur (millions US \$)	2 460,3	1 924,8	1 832,1	3 290,9	3 250,9	2 888,5
Volume (millions de m3 de GNL)	39,9	24,5	43,8	44,7	43,2	44,7
Volume (milliards de BTU)	946,8	955,1	1 021,6	1 047,8	1 017,0	1 051,6
Prix d'unité (US \$ par m3 de GNL)	61,1	48,0	41,8	73,6	75,2	64,7
Prix d'unité (US \$ par millions de BTU)	2,6	2,0	1,8	3,1	3,2	2,8
Gaz naturel (GN)						
Valeur (millions US \$)	1 995,5	1 700,1	1 768,2	3 554,7	3 531,3	2 860,6
Volume (milliards de m3)	24,1	27,5	32,1	34,3	31,1	31,1
Volume (milliards de BTU)	909,3	1 026,6	1 204,2	1 294,1	1 174,0	1 172,6
Prix d'unité (US \$ par m3)	82,5	63,8	55,0	103,6	113,5	92,1
Prix d'unité (US \$ par millions de BTU)	2,2	1,7	1,5	2,7	3,0	2,4
Recette totale des hydrocarb.(millions US\$)	13 181,3	9 774,0	11 904,9	21 061,3	18 531,9	18 109,2
dont : Part des associés de Sonatrach	370,3	424,0	660,0	1 169,3	1 023,2	1 594,8
	(En pourcentage du total des exportations)					
Pétrole brut	20,2	19,9	22,9	22,9	21,6	27,9
Autres	79,8	80,1	77,1	77,1	78,4	72,1
Condensats	21,2	20,0	20,4	19,0	17,1	16,9
Produits pétroliers raffinés	17,3	15,2	16,8	15,6	14,8	13,8
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	7,5	7,8	9,7	10,1	10,0	9,7
Gaz naturel liquéfié (GNL)	18,7	19,7	15,4	15,6	17,5	16,0
Gaz nature (GN)	15,1	17,4	14,9	16,9	19,1	15,8

Source : Ministère de l'Energie

TABLEAU 19 : ENCOURS ET STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE

	<i>Au 31 Décembre - (En milliards de Dollars E.U.)</i>				
	1998	1999	2000	2001	2002
Crédits multilatéraux	6,009	6,431	6,041	5,420	5,010
Emissions obligataires	-	-	-	-	-
Crédits bilatéraux	8,097	6,714	5,491	4,622	4,920
Crédits gouver. Directs	2,747	2,269	1,434	1,220	1,500
Créd. ach.& fourn. Assurés	5,350	4,445	4,057	3,402	3,420
Crédits financiers	0,735	0,341	0,063	0	0,297
Crédits fin & crédits-bail	0,366	0,223	0,019	0	0,297
Opération de reprofilage	0,340	0,114	0,044	0	0
Financement d'acomptes	0,029	0,004	0	0	0
Crédits comm. non assurés	0,194	0,199	0,168	0,130	0,125
Crédits fournisseurs	0,194	0,199	0,168	0,130	0,125
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	15,226	14,455	13,325	12,139	12,188
Créanciers officiels	12,305	11,455	10,669	9,968	10,241
Autres créanciers	2,921	3,000	2,656	2,171	1,947
Total dette à M. & L. terme	30,261	28,140	25,088	22,311	22,540

Bibliographie

- **Ouvrages**

*AUBIN Christian. & NOREL Philippe. « Economie internationale. Fait, théories et politiques ». Ed. Le Seuil, parution 2000.

*AGHION Philippe. « Innovation, concurrence et croissance », Paris, Harvard, EEP et CAE, 2007. *BOUDJEMA Rachid, « Economie du développement de l'Algérie 1962-2010 », volume 1, Dar Khaldounia, Alger, 2011.

*GUILLOCHON B. « Economie internationale », manuel et exercices. Paris.2006.

*JAMES Emile. « Histoire sommaire de la pensée économique ». Paris. Ed. Montchrestien. 1969.

* KOTLER.P et DUBOIS.B, « **Marketing management** », éditions Public-Union, 10^{ème} édition, Paris, 2000

*MALAVAL.P, « **Marketing business to business** », éditions Public-Union, Paris, 1996

*RAYMOND V, « Economie américain, connu pour sa théorie du cycle de vie du produit et pour son application au commerce international ».1996.

*SAADOUN Bokoubus . « L'économie algérienne - Deux tentatives de développement ». Modern Book House. Le Caire. 2013.

*SAMUELSON. Alain. « Les grands courants de la pensée économique ». Alger.OUP. 1993.

- **Articles**

*ADEBIYI, M.A., & DAUDA, R.O.S. (2004). Trade liberalization and industrial growth performance in Nigeria : An error-correction mechanism (ECM) technique. In Challenges of Nigerian industrialization: A pathway to Nigeria becoming a highly industrialized country in the year 2015. Selected Papers for the 2004 Annual Conference of the Nigerian Economic Society (pp. 119–45). Ibadan : Nigerian Economic Society.

* ADEWUYI, A.O. (2006, June). Trade policy reform and technical efficiency in Nigeria's manufacturing sector. A paper prepared for the African Econometrics Society (AES) Conference.

Bibliographie

- * AIT MOKHTAR Omar. (2012), «La mondialisation : Caractéristiques et Impacts », Revue académiques des sciences sociales et humaines, Algérie.
- * ALAM, M.S., & MORRISON, A.R. (2000). A trade policy reform dynamics and technical efficiency: The Peruvian experiences. *The World Bank Economic Review*, 14(2), 309–30.
- *CHANDRAN, V.G.R., & MUNUSAMY (2009). Trade openness and manufacturing growth in Malaysia. *Journal of Policy Modeling*, 31, 637–47.
- *DODZIN, S., & VAMVAKIDIS, A. (2004). Trade and industrialization in developing economies. *Journal of Development Economics*, 75(1), 319–28.
- *DUTTA, D., & AHMED, N. (2001). Trade liberalization and industrial growth in Pakistan : A cointegration analysis. Working Paper, University of Sydney, Australia.
- *EDWARDS, S. (1998). Openness, productivity and growth: What do we really know? *Economic Journal*, 108(447), 383–98.
- * GROSSMAN, G., & HELPMAN, E. (1991). *Innovation and growth in the global economy*. Cambridge, MA : MIT Press.
- *HARRISON, A.E. (1994). Productivity, imperfect competition and trade reform: Theory and evidence. *Journal of International Economics*, 36(1–2), 53–73.
- * HALIM MOHEISEN Abdel. 2014, « Secteur industriel et développement économique ». *Revue économique*. Département économique. N° 4. ABU DHABI.
- *ISCAN, T. (1998). Trade liberalization and productivity: A panel study of the Mexican manufacturing industry. *The Journal Development of Development Studies*, 34(5), 123–148.
- *KADID Abdelkader. 2015. « Nouvelle Approche de Mesure de l’Ouverture Commerciale dans les Modèles de Gravité ». *Revue des études humaines et sociales -A/ Sciences économiques et droit*. N° 13, Algérie.
- *PREBISCH, R. *The economic development of Latin America and its principal problems*. Lake Success, NY : United Nations, Department of Economic Affairs ,1950.
- *RODRIGUEZ, F., & RODRIK, D. (1999). Trade policy and economic growth: A skeptic’s guide to the cross-national evidence. NBER Working Paper 7081.
- *SAMI Aziz et Françoise Clément.1995 « La libéralisation du commerce extérieur égyptien et l'accord du GATT ». *Égypte/Monde arabe*.

Bibliographie

*URATA, S, & YOKOTA, K. (1994). Trade liberalization and productivity growth in Thailand. *The Developing Economies*, 32(4), 363–72.

*WONG, S.A. (2009). Productivity and trade openness in Ecuador's manufacturing industries. *Journal of Business Research*, 62, 868–75.

*WATBAN Abdel Aziz. 1830-1985. « L'économie algérienne, passé et présent ».

- **Mémoires et thèses**

*CHABI Nabil, NALOUF Siham, « la participation des femmes au marché du travail et la croissance économique en Algérie », mémoire de master, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2017-2018. *DKKICHE Djamel, « l'impact de l'ouverture sur la croissance économique de l'Algérie », mémoire de magister, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2011-2012.

*LAIB Katia, MAOUCHI Zouina, « La libéralisation du commerce extérieur et ses conséquences sur la structure des échanges en Algérie », mémoire de master, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2014-2015.

*LALAMI Tiziri, YATAGHANE Hassiba, « l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1970-2014), mémoire de master, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2016.

- **Sites internet**

*<https://www.larousse.fr/dictionnaires/français/industrie/42741>

*[http:// www.worldbank.org](http://www.worldbank.org). Site de la Banque Mondiale.

*[http:// www.fmi.org](http://www.fmi.org). Site du Fonds Monétaire International.

*[http:// www.ons.dz](http://www.ons.dz) site de l'Office National des Statistique.

*[http:// www.bank-algeria.dz](http://www.bank-algeria.dz) : site de la Banque d'Algérie.

*[http:// www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz) : site de la douane.

Liste des figures :

Figure 1 : le déclin des heures travaillées	26
Figure 2 : Occurrence du terme « economic growth » dans les livres publiés, par année de publication	27
Figure 3 : PNB par habitant.....	28
Figure 4 : Divergence du PNB par habitant en Haiti et en République Dominicaine.....	35
Figure 5 : PNB total de la Suède, de sa compagne, et de ses villes.....	40
Figure 6 : transition démographique et PNB en suède.....	41
Figure 7 : la substitution de la quantité des enfants par la qualité en suède pour les cohortes 1760 – 1965.....	46
Figure 8 : Part de la richesse totale détenue par le 1% le plus riche de la population.....	48
Figure 9 : Structure du secteur industriel (2000-2004).....	60
Figure 10 : Structure du secteur industriel (2005-2009).....	62
Figure 11 : Structure du secteur industriel (2010-2014).....	63
Figure 12 : Structure du secteur industriel (2015-2018).....	65
Figure 13 : Contribution sectorielle au PIB 2018.....	67
Figure 14 : L'environnement institutionnel en Algérie	68
Figure 15 : Le taux d'imposition total (% du bénéfice).....	69

Liste des tableaux :

Tableau 1 : Quelques progrès majeurs durant la période de stagnation.....	30
Tableau 2 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2000-2004).....	59
Tableau 3 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2005-2009).....	60
Tableau 4 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2010-2014).....	62
Tableau 5 : Parts des entreprises dans la valeur ajoutée industrielle (2015-2018).....	64
Tableau 6 : Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel	65

Table des matières

Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale.....	1-4
Chapitre 01 : Généralité sur l'industrie.....	5-18
Introduction.....	5
Section 1 : l'industrie ; définition, types et classification.....	5
1.1 Typologie des biens et services industriels.....	5
1.1.1 . Définition.....	5
1.1.2 . Les types de produits et services industriels.....	5
1.1.2.1. Les matières premières.....	6
1.1.2.2. Les biens d'équipement lourds.....	6
1.1.2.3. Les biens d'équipement légers.....	6
1.1.2.4. Les produits intermédiaires, les demi-produits incorporés, les produits semi-ouvrés.....	7
1.1.2.5. Les composants, les accessoires, les éléments d'assemblage et sous-ensembles.....	7
1.1.2.6. Les biens de consommations pour l'industrie.....	8
1.1.2.7. Les services industriels.....	8
1.1.3. Classification des biens industriels.....	8
1.1.3.1. Les biens de production.....	9
1.1.3.2. Les biens de transformation.....	9
1.1.3.3. Les biens de consommation.....	9
1.1.3.4. Les services.....	9
2.2. Caractéristiques des marchés industriels.....	9

Table des matières

2.2.1. Définition	9
Section 02 : Les marchés industriels.....	10
2.2. Typologie des marchés industriels.....	10
2.2.1. Le marché concurrentiel	10
2.2.2. Le monopole.....	10
2.2.3. L'oligopole.....	10
2.2.4. Le marché atteint de viscosité.....	10
2.3. Caractéristiques des marchés industriels.....	11
2.3.1. Le leasing.....	14
Section 3 : La réalité du secteur industriel en Algérie.....	14
3.1. Le secteur industriel et son rôle dans le développement économique.....	14
3.2. Structure du secteur industriel et classification de l'industrie	14
3.2.1 Classification des industries en fonction de l'importance du produit.....	15
3.2.2 Classification des industries par technologie utilisée.....	15
3.2.3 Classification internationale type des activités industrielles	16
3.2.4 Classification des industries par le Bureau national de la statistique ONS	
3.3 Importance de l'industrialisation dans le processus de développement économique.....	16
2.3.Importance de l'industrialisation dans le processus de développement économique	17
Conclusion.....	18
Chapitre 02 : Les fondements théoriques de la croissance.....	19-49
Introduction.....	19

Table des matières

Section1 : Les concepts de base de la croissance économique.....	19
1.1 Définition de la croissance économique.....	19
1.2 Les mesures de la croissance économique.....	20
1.2.1 Le produit intérieur brut (PIB).....	20
1.2.2 Le produit national brut (PNB).....	21
1.2.3 Parité pouvoir d'achat (PPA).....	22
1.2.4 Le taux de croissance.....	22
1.3 Les facteurs de la croissance économique.....	23
1.3.1 Le facteur de travail.....	23
1.3.2 Le facteur capital.....	23
1.3.3 Le progrès technique	24
1.4 Les phases de cycle de croissance économique.....	24
Section 2 : Les théories de la croissance économique.....	30
2.1 Théorie de la stagnation	31
2.2 Théorie de la croissance.....	32
2.2.1 La croissance néoclassique	32
2.2.2 Théorie de la croissance endogène.....	35
2.2.3 Les pièges à pauvreté	37
Section 3 : La transition vers la croissance moderne	39
3.1 Le décollage au-delà du PNB.....	39
3.2 Modèle de transition exogène.....	43
3.3 Théorie de la croissance unifiée.....	44
3.4 Croissance économique et inégalités.....	47
Conclusion.....	48
Chapitre 03 : étude Analytique de l'activité industrielle Algérienne.....	50-70

Table des matières

Introduction.....	50
Section 1 : Aperçu historique sur l'industrie en Algérie.....	50
1.1 Une économie planifiée (1962-1978).....	51
1.2 Crise et restructuration (1979-1987).....	51
1.3.Crise et privatisation (1988-1993).....	52
1.4.Passage à l'économie de marché (1994-2015).....	52
1. Les formes d'implantation industrielle.....	53
1.1.L'évolution de l'utilisation du territoire par l'industrie	54
2.1.1.La période 1969-1977.....	54
2.1.2. La période 1977-1983.....	54
2.2 la consommation des terres agricoles par l'industrie.....	55
2.2.1 les répercussions positives de l'industrialisation.....	55
2.2.2 Les répercussions négatives de l'industrialisation.	55
2.2.3Les efforts de l'Algérie dans le domaine de l'environnement	56
2.3Le classement des industries polluantes en Algérie.....	57
2.3.1 Des mesures de caractère général.....	57
Section 2 :structure du tissu industriel Algérien.....	59
2.1 Analyse de la production industrielle.....	59
2.2. Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel.....	65
2.3 Les obstacles au développement du secteur industriel.....	67
Conclusion.....	70
Conclusion générale	71-73
Bibliographie	
Annexes	

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des schémas

Liste des Graphiques

Table des matières

Résumé

Ce travail a pour objectif de décrire les contours du secteur industriel Algérien de sorte qu'ils peuvent au moins servir une réflexion sur les stratégies qui leur permettent d'atteindre un niveau de seuil d'efficacité. L'Algérie comme la plupart des pays sur la voie de la croissance ont cherché à transformer leurs économies à un caractère industriel plutôt qu'agricole, afin de rattraper les rangs des pays industriels avancés, étant donné que l'industrialisation est d'une grande importance pour faire avancer la roue de la croissance et le développement économique, car le degré de développement et de progrès d'un pays est mesuré par l'étendue de son développement dans le secteur industriel.

Les résultats obtenus de notre étude analytique montrent que l'Algérie est l'un des pays qui cherchait à développer son secteur économique à travers des réformes et des programmes de développement des investissements qui ont été adoptés, mais le principal point faible pour la performance de l'économie nationale en dehors des hydrocarbures est représenté dans le secteur industriel, où la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut reste volatile et faible relativement parlant, bien que ce secteur soit considéré comme le principal moteur de croissance durable dans les économies de divers pays.

Mots clés : Industrie, croissance économique, production, valeur ajoutée.

Abstract

This work aims to describe the contours of the Algerian industrial sector so that they can at least serve as a reflection on the strategies that allow them to reach a level of efficiency threshold. Algeria like Most countries on the path of growth have sought to transform their economies to an industrial character rather than an agricultural one, in order to catch up with the ranks of the advanced industrial countries, given that industrialization is of great importance in pushing the wheel of growth and economic development, as the degree of development and progress of any country is measured by the extent of its development in The industrial sector.

The results obtained from our analytical study show that Algeria is one of the and Algeria is one of the countries that sought to develop its economic sector through reforms and investment development programs that have been adopted, but the main weak point for the performance of the national economy outside hydrocarbons is represented in the industrial sector, where the contribution of the industrial sector to the gross domestic product remains volatile and weak Relatively speaking, although this sector is considered the main driver of sustainable growth in the economies of various countries.

Keywords : Industry, economic growth, production, added value.

المخلص

يهدف هذا العمل الى وصف القطاع الصناعي حيث تكون بمثابة انعكاس للاستراتيجيات التي تسمح لهم بالوصول الى مستوى الكفاءة. والجزائر كغيرها من البلدان السائرة في طريق النمو، سعت الى تحويل اقتصادها الى الطابع الصناعي عوض الزراعي، وذلك للحاق بمصاف الدول الصناعية المتقدمة، وذلك باعتبار التصنيع يكتسي أهمية كبيرة في الدفع بعجلة النمو والتنمية الاقتصادية، حيث تقاس درجة تنمية وتقدم أي بلد بمدى تطوره في القطاع الصناعي.

تظهر النتائج التي تم الحصول عليها من دراستنا التحليلية أن الجزائر هي واحدة من الدول التي سعت الى تطوير قطاعها الاقتصادي من خلال اصلاحات وبرامج تنموية استثمارية تم اعتمادها، الا أن نقطة الضعف الرئيسية لأداء الاقتصاد الوطني خارج المحروقات متمثلة في القطاع الصناعي، حيث تبقى مساهمة القطاع الصناعي في الناتج المحلي الخام متذبذبة وضعيفة نسبيا، على الرغم من أن هذا القطاع يعتبر المحرك الرئيسي للنمو المستدام في مختلف اقتصاديات البلدان.

الكلمات المفتاحية: الصناعة، النمو الاقتصادي، الإنتاج، القيمة المضافة.